

Françoise Barré-Sinoussi : « Attention aux effets d'annonce » → PAGE 5

Paolo Giordano : « Ce que l'épidémie dévoile de nous-mêmes » → PAGES 26-27

Claire Marin : « Un phénomène qui s'inscrit dans la loi du vivant » → PAGE 28

Dans les Ehpad, le combat à huis clos contre le virus

► L'impact du Covid-19 dans les maisons de retraite est alarmant, mais difficile à mesurer, en raison du confinement et de l'absence de dépistage

► Aucune donnée nationale n'est encore disponible, mais de nombreux établissements à travers le pays font remonter des chiffres dramatiques

► Ainsi, à Cornimont, dans les Vosges, vingt résidents sur 115 de l'Ehpad Le Couarôge sont morts depuis le 3 mars, « en lien possible » avec le coronavirus

► Les personnels sont confrontés au manque de masques et à la difficulté de traiter à l'intérieur des bâtiments les personnes présentant des symptômes

► Les gérontologues ont alerté les autorités sur la grande nécessité de protéger davantage cette population fragile

PAGE 6

OBSÈQUES DANS LA PLUS STRICTE INTIMITÉ

► Le photographe Lucas Barioulet a suivi un enterrement dans la solitude PAGES 16-17



Dans l'église Saint-Gabriel, Paris 20^e, le 18 mars 2020.
LUCAS BARIOULET POUR « LEMONDE »

Disparition Le saxophoniste Manu Dibango, victime du Covid-19

Le vétéran des musiciens africains de France est mort du Covid-19, mardi 24 mars, à 86 ans. En plus de soixante ans de carrière, le Camerounais, auteur du succès planétaire « Soul Makossa », avait su mélanger les genres, du jazz au reggae

PAGE 15

Albert Uderzo, un des pères d'Astérix, est mort

LE DESSINATEUR de bande dessinée est décédé, mardi 24 mars, à l'âge de 92 ans, d'une crise cardiaque. De sa rencontre avec le scénariste René Goscinny allait naître une des figures les plus populaires de la culture française. Les albums des aventures des irréductibles Gaulois se sont vendus à des centaines de millions d'exemplaires dans le monde depuis 1961. Il avait continué à faire vivre le personnage après la mort de son complice, en 1977.

PAGE 18

Traitement Le Plaquenil, source d'espoirs et de doutes dans la communauté scientifique

PAGE 4

M
ÉDITORIAL
GAGNER AUSSI
LA BATAILLE
GÉOPOLITIQUE

PAGE 30

Energie
Les compagnies
pétrolières
prises au piège
du coronavirus

PAGE 11

Royaume-Uni
Boris Johnson
se résout enfin
au confinement
de la population

PAGE 10

France
Le confinement,
entre impératif
sanitaire et besoin
économique

PAGES 2-3

Wuhan
Les survivants
racontent
leur calvaire
et leur guérison

PAGE 8

LE REGARD DE PLANTU

Etats-Unis
L'économie
américaine
en chute libre

Le chômage pourrait atteindre un niveau sans précédent depuis la Grande Dépression. Une panique économique a saisi le pays, qui ne dispose pas du filet social européen

PAGE 12

À NOS LECTEURS

LES RÈGLES DE CONFINEMENT NOUS OBLIGENT À ADAPTER L'ORGANISATION DE LA RÉDACTION ET À SUSPENDRE NOS SUPPLÉMENTS. « SCIENCE & MÉDECINE » EST RAMENÉ À QUATRE PAGES DANS LE QUOTIDIEN. NOUS VOUS PRIONS DE NOUS EN EXCUSER.

ANALYSEZ 2018 // DÉCHIFFREZ 2019

Le Monde

Urgence sanitaire, crise économique : Emmanuel Macron entre deux feux

L'exécutif a annoncé un durcissement des mesures d'urgence, mais écarte l'idée d'un « confinement total » de la population

Plus long et plus restrictif. Alors que le nombre de morts dus au Covid-19 s'accroît chaque jour, l'exécutif se prépare à prolonger le confinement de la population au-delà de la date initiale du 31 mars. « *Le temps d'avant, le temps normal n'est pas pour demain. Ce temps du confinement est encore le nôtre, il peut durer encore quelques semaines* », a affirmé le premier ministre, Edouard Philippe, lundi 23 mars, sans même attendre l'avis du conseil scientifique, sur lequel le gouvernement s'appuie pour prendre ses décisions. Les experts doivent se prononcer mardi sur le sujet.

Invité du journal de 20 heures de TF1, le locataire de Matignon a déjà annoncé avoir signé un décret qui durcit les conditions permettant de se déplacer hors de chez soi. Cela passe notamment par la fermeture des marchés ouverts, sauf exceptions. « *Il sera permis aux préfets, sur avis des maires, de déroger* », a-t-il précisé, pour préserver les petites communes, où le marché représente souvent le seul commerce. M. Philippe a par ailleurs précisé les conditions dans lesquelles les Français pourront aller courir ou se promener autour de chez eux : pendant une heure maximum, dans un rayon d'un kilomètre, et une seule fois par jour. Enfin, les sorties répondant à un besoin médical ne sont désor-

mais autorisées que pour des « *soins urgents ou qui répondent à la convocation d'un médecin* », a-t-il déclaré.

Ces nouvelles mesures visent à suivre les recommandations formulées par le Conseil d'Etat, dimanche, qui a demandé au gouvernement de revoir sous quarante-huit heures certaines dérogations de déplacements. Selon M. Philippe, il convient de les respecter « *très strictement* », alors que le coronavirus a causé la mort de 860 personnes dans le pays depuis le début de l'épidémie.

PAS DE CONFINEMENT TOTAL

Pas question, pour autant, de parler d'un « *confinement total* ». Lors d'un échange avec les représentants du culte, lundi matin, Emmanuel Macron a écarté l'idée. « *On peut confiner une ville, des quartiers, mais un pays complet, c'est compliqué car il faut savoir définir ce que sont des activités non essentielles* », a estimé le chef de l'Etat, selon un participant, rappelant que la France « *n'est pas la Chine* » et qu'il est nécessaire de préserver les libertés publiques. « *Ce qui est sûr, c'est que cela va encore se durcir* », résume néanmoins un proche du président, « *en raison du non-respect des règles* » précédemment édictées. Sur les près de 1,8 million de contrôles réalisés par les forces de police, un total de 91824 infractions a été relevé depuis leur mise en place, le 17 mars.



Edouard Philippe, Emmanuel Macron et Christophe Castaner, à Paris, le 20 mars.

GONZALO FUENTES/AFP

Dans l'opinion, ce durcissement semble faire l'unanimité. La quasi-totalité (87 %) des Français se dit favorables à la mise en place de mesures de confinement plus strictes, selon un sondage IFOP publié lundi. Dans une tribune publiée par *Le Parisien*, dimanche, un collectif revendiquant 60 000 médecins a également réclamé une « *communication plus explicite* » en la matière de la part du gouvernement.

Mais, au sein de la majorité, plusieurs macronistes appellent l'exécutif à trouver le bon curseur, sans aller trop loin dans la privation de libertés. « *Il faut un équilibre entre les mesures à prendre pour juguler le risque sanitaire immédiat, prônées par le Conseil d'Etat, et la prise en compte des risques accrus, comme les*

violences intrafamiliales, souligne Aurore Bergé, la députée La République en marche (LRM) des Yvelines. *Si l'on veut contrer l'épidémie et que les Français appliquent strictement les règles, il est nécessaire qu'elles soient claires, expliquées, mais aussi qu'elles soient justes et proportionnées.* »

PAS DE SCÉNARIO À L'ITALIENNE

« *L'intervention de l'Etat ne doit pas être qu'autoritaire, il faut envoyer des messages positifs pour conserver l'adhésion de la population* », estime pour sa part un interlocuteur d'Emmanuel Macron. Raison pour laquelle une cellule d'écoute devrait notamment être mise en place sous l'égide du ministère de l'intérieur pour les familles des malades,

Protéger les salariés sans paralyser le pays, le dilemme du confinement

Certains syndicats plaident pour une mise à l'arrêt de toutes les industries de production « non essentielles », sur le modèle italien

Faut-il suivre l'exemple italien en ne laissant tourner que ce qui est économiquement vital ? Alors que, de l'autre côté des Alpes, les mesures de confinement ont encore été étendues, lundi 23 mars, avec la mise à l'arrêt de toutes les industries de production non essentielles, le gouvernement d'Edouard Philippe est de plus en plus interpellé sur cette question.

Dans notre pays, plusieurs syndicats, ainsi que des personnalités politiques et des professionnels de santé plaident en faveur de nouvelles restrictions à l'activité des entreprises, au nom de la sécurité des personnes et de la lutte contre le virus. « *La pire des choses serait de continuer à faire se déplacer des millions de salariés qui prennent les transports en commun pour se*

rendre dans des lieux confinés, où les postes de travail ne sont pas aménagés, et ce, sur des secteurs non essentiels, s'alarme Céline Verzeletti, dirigeante confédérale de la CGT. *Plus vite on permettra à un grand nombre d'individus de rester à leur domicile, plus vite on endiguera l'épidémie.* » Force ouvrière développe un discours similaire, tandis que la CFTC, elle, aimerait qu'un « *cadre* » soit posé pour définir ce qui est crucial pour la population et ce qui ne l'est pas. Un tel exercice est « *compliqué* », reconnaît Cyril Chabanier, le président de la centrale chrétienne, mais il aurait le mérite d'apporter de la « *clarté* », en fixant quelques principes, quitte à les adapter ensuite au niveau du terrain, grâce au « *dialogue social* » entre patrons et représentants du personnel.

Samedi, lors des débats à l'Assemblée sur le projet de loi d'urgence pour combattre le Covid-19, plusieurs députés communistes et de La France insoumise ont réclamé une limitation « *au strict minimum* » du fonctionnement de notre économie. « *L'objectif, c'est d'abord la vie!* », a lancé Fabien Roussel, élu PCF dans le Nord.

Des arguments qu'on entend aussi à droite. « *Le choix de la continuité économique est une erreur, notamment au vu de ce que nous vivons en Alsace* », affirme Frédéric Bierry, président (LR) du conseil départemental du Bas-Rhin, particulièrement touché. D'après lui, il conviendrait de mettre en sommeil momentanément les industries « *qui ne sont pas vitales et stratégiques* », solution la plus judicieuse pour enrayer la diffusion du Covid-19 et permettre aux entreprises de « *redémarrer* » rapidement.

Dans le monde hospitalier, plusieurs syndicats de médecins militent en faveur d'un « *confinement total de la population* » : c'est-à-dire stopper, entre autres, les activités « *non vitales* » et réduire encore le flux de transports en commun,

explique Justin Breysse, de l'Inter-syndicale nationale des internes (ISNI). « *On ne peut pas poursuivre sur le mode "business as usual" (les affaires continuent)* », confie un responsable dans un grand établissement de soins.

Une distinction difficile

Ceux qui tiennent de telles positions pensent qu'il est possible de distinguer « *l'essentiel* » du reste. « *On se met autour d'une table pour recenser quels sont les besoins vitaux* », propose M^{me} Verzeletti. Pour M. Bierry, il s'agit de l'agroalimentaire, la logistique, le transport, le commerce de produits alimentaires ainsi que tout ce qui a trait à « *la santé et la sécurité publiques* ». « *C'est sans doute ardu à régler, à l'échelon national, mais on peut l'organiser à partir des bassins de vie* », complète-t-il. Si cette voie-là n'est pas explorée, le risque est d'aller au-devant de grands désordres, avec de plus en plus de personnes qui feront « *valoir leur droit de retrait* », selon lui.

Mais ces idées n'emportent pas l'adhésion de tous les partenaires sociaux, y compris du côté des syndicats. Identifier ce qui est in-

dispensable et ce qui ne l'est pas s'avère « *quasi impossible* » pour Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT : « *S'il y a des domaines où c'est évident, pour d'autres, c'est très compliqué.* » Selon lui, il faut regarder « *ce qui peut être différé ou non. L'installation d'une salle de bains peut attendre, mais ce n'est pas le cas d'une fuite d'eau dans un établissement d'hébergement pour personnes dépendantes* ».

Le Medef, lui, se montre plus que réservé face à l'éventualité d'une pause dans un nombre accru d'entreprises. Comme le fait remarquer son président, Geoffroy Roux de Bézieux, « *la France s'est déjà arrêtée très violemment* », à la différence d'autres pays comme l'Allemagne. « *On n'est pas loin du service essentiel* », ajoute-t-il.

Reste que la situation demeure tendue dans plusieurs secteurs, dont les salariés s'estiment insuffisamment protégés et menacent d'invoquer leur droit de retrait. La CFDT a alerté l'exécutif sur le cas de banques et de compagnies d'assurances qui ne prendraient pas toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité de leurs

personnels. Le 18 mars, elle avait « *exhorté* » les dirigeants à agir. Autre cas de figure : le bâtiment et les travaux publics. Samedi, le patronat de ces branches est parvenu à un accord avec l'exécutif de reprise du travail, après plusieurs jours de confusion et de polémiques – la ministre du travail, Muriel Pénicaud, ayant accusé de « *défaitisme* » une organisation qui invitait des employeurs à fermer. Mais les sociétés du monde de la construction, en Auvergne-Rhône-Alpes, sont invitées par leurs fédérations professionnelles régionales à ne reprendre leur activité que lorsque sera publié un guide de bonnes pratiques.

D'une façon générale, « *il faut que le gouvernement apporte des clarifications* », considère Damien Abad, le patron du groupe LR à l'Assemblée nationale, qui vient de lancer un appel allant dans ce sens. Pour lui, la « *doctrine* » du pouvoir en place baigne dans le flou : « *Il doit accepter que des entreprises cessent de fonctionner si la sécurité des personnes n'est pas assurée.* » ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES,
BERTRAND BISSUEL
ET AUDREY TONNELIER

730 000 salariés au chômage partiel

Le recours au chômage partiel en France concerne 730 000 salariés « *après seulement quelques jours* » de mise en place du dispositif élargi pendant la crise du coronavirus, a déclaré, mardi, sur Franceinfo le ministre de l'économie, Bruno Le Maire. Le coût de la mesure s'élève déjà à 2,2 milliards d'euros, a-t-il précisé : « *On a provisionné 8,5 milliards d'euros, ça sera davantage.* »



ainsi que pour les personnes infectées souffrant de solitude. « Il faut maximiser la conciliation entre les exigences sanitaires et l'acceptabilité sociale, juge Sacha Houlié, député LRM de la Vienne. D'un côté, les scientifiques réclament – de manière légitime – des mesures de confinement plus strictes; de l'autre, le politique doit prendre en compte ce que la population peut accepter. Car si la société estime que les atteintes aux libertés sont trop fortes, il y a un risque que des règles jugées trop restrictives ne soient pas appliquées. »

Autre difficulté pour l'exécutif: gérer la tension entre un confinement durci et la nécessité de faire tourner l'économie. Selon un sondage Opinionway, 90 % des Français estiment que la situation économique va se dégrader. Ces derniers jours, M. Macron a insisté à plusieurs reprises sur le danger qui reviendrait à tout bloquer. « La grande difficulté du moment (...), c'est qu'il faut à la fois passer un message, au pays et à nos concitoyens, de protection, de distance collective (...), et d'autre part continuer la vie économique, car il serait impossible de vivre, même confinés, de soigner, si on ne continue pas une activité économique qui permet tout simplement de vivre dans notre pays », a expliqué le chef de l'Etat le 19 mars, en préambule d'une réunion à l'Élysée destinée à mobiliser les entreprises du pays.

« On a besoin de tout le monde, on a besoin d'agriculteurs, de gens qui transforment, qui vendent, qui sont dans les usines, a mis en garde M. Macron. Si on traduit ce que j'ai dit (...) par "on arrête tout", très rapidement vous ne pourrez plus soigner, parce que tout le monde mange, parce qu'on a besoin d'approvisionnement, parce que le jour où vous aurez tous vos déchets qui sont devant la maison, vous aurez un autre problème de santé publique. »

L'idée d'une mise à l'arrêt de tous les secteurs « non essentiels » de l'économie, comme en Italie, ne retient pas, pour l'heure, l'attention de l'exécutif. « Tous les pays sont confrontés à la même situation: qu'est-ce qui est essentiel? Si le camion l'est pour transporter des marchandises, alors le dépanneur l'est aussi. Et si le dépanneur l'est, il lui faut des pièces détachées, etc. », note un conseiller. « Les entreprises doivent continuer leur activité, même en mode dégradé, abjure-t-on à l'Élysée. Pour que les soignants puissent soigner, il faut que les bases arrière fonctionnent. »

Une injonction qui n'a rien d'une sinécure. « Il est possible de restreindre encore les autorisations de sortie, mais il y a un vrai risque que cela dissuade certains salariés à travailler. Or il ne faut pas casser le secteur de

« IL FAUT MAXIMISER LA CONCILIATION ENTRE LES EXIGENCES SANITAIRES ET L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE »

SACHA HOULIÉ
député LRM de la Vienne

l'agroalimentaire, dont la chaîne est vaste, de l'usine qui fabrique des emballages à la caisse du supermarché, en passant par le chauffeur routier. S'il y a des règles strictes à mettre en œuvre, il y a une limite à ne pas dépasser pour assurer l'approvisionnement de la population en nourriture, prévient un proche du chef de l'Etat. En cas de confinement total et absolu, qui provoquerait une pénurie dans certains endroits, cela pourrait produire un vent de panique plus dommageable que la crise sanitaire. On risquerait alors d'avoir des morts, mais pas dus au Covid-19. »

LE RISQUE DU DROIT DE RETRAIT

Certains plaident pour tenter de réduire au maximum le ralentissement de l'activité, afin de préparer au mieux le rebond au lendemain de l'épidémie. « Il ne faudrait pas que la crise sociale et économique qui succédera à la crise sanitaire soit énormissime, il faut en limiter l'impact », prévient une source au sein du pouvoir.

« Si on répète qu'il y a un danger de mort à aller travailler, le risque, c'est que des salariés du secteur de l'agroalimentaire fassent logiquement valoir leur droit de retrait. Dans ce cas, cela peut provoquer des réactions en chaîne, avec des émeutes, en cas de pénurie. Il faut vraiment veiller à cela », insiste un proche d'Emmanuel Macron, alors que la fédération CGT du commerce et des services a annoncé dimanche un premier décès dû au Covid-19 dans la distribution: un responsable de la sécurité d'un centre commercial, en région parisienne.

« Les médecins peuvent demander de confiner tout le monde, mais il faut aussi continuer de produire de l'électricité, de nourrir les gens, ajoute un conseiller de l'exécutif. Les décisions sanitaires sont la priorité, mais cela doit s'adapter à la réalité des besoins. Le meilleur moyen de confiner les gens, c'est de donner les moyens aux gens de se confiner. » ■

OLIVIER FAYE, ALEXANDRE LEMARIÉ
ET CÉDRIC PIETRALUNGA

Chez les hauts fonctionnaires, « la gestion de crise permanente »

Recteurs, préfets ou directeurs d'administration assurent la continuité de l'Etat, parfois dans des conditions rocambolesques

« ON EST OBLIGÉ DE TORDRE TOUS LES CADRES JURIDIQUES HABITUELS... »

STÉPHANE BREDIN
directeur de l'administration pénitentiaire

Pour Héléne Le Gal, tout a basculé en une demi-journée. Jeudi 12 mars, le roi Mohammed VI appelle Emmanuel Macron pour lui annoncer que, du fait de l'épidémie, les liaisons aériennes entre les deux pays seraient fermées dès le lendemain midi. Pour l'ambassadrice de France au Maroc, cela signifie qu'il faut organiser en catastrophe le rapatriement de 22 000 Français de passage, le plus souvent pour des vacances.

Dès le jeudi soir, c'est le branle-bas de combat à l'ambassade. « Nous avons eu une demi-journée pour passer en mode cellule de crise, témoigne l'ambassadrice. Il a fallu installer une salle, brancher des ordinateurs partout, mettre en place une plate-forme téléphonique, organiser l'approvisionnement, des roulements pour les agents... Cette nuit-là, personne n'a dormi. »

Dix jours plus tard, plus de 170 avions ont été mobilisés et la plupart des Français sont rentrés. Mais cela n'a pas été sans mal. La fermeture brutale des liaisons aériennes a rendu la situation explosive. Les touristes, subitement bloqués dans le pays, entassés dans les aéroports, sans vol, anxieux, stressés, certains se plaignant d'être laissés sans information, ont exercé sur l'ambassade une pression énorme. Les agents ont travaillé quinze heures par jour, répondant aux appels des vacanciers mécontents ou inquiets: « Je suis parti de Nantes, je veux rentrer à Nantes! »; « Mais pourquoi faut-il que j'achète un second billet? »; « Je suis dans le sud du pays, un avion ne peut-il pas venir me chercher? »... « Les agents ont été très sollicités, reconnaît l'ambassadrice. Ils sont fatigués, ont peur de la maladie pour eux-mêmes mais leur dévouement est exemplaire. C'est ça, le service public! »

Agenda dantesque

Comme M^{me} Le Gal, de nombreux hauts fonctionnaires sont aujourd'hui au front pour faire tourner l'Etat pendant la crise sanitaire due au coronavirus. Recteurs, préfets, directeurs d'administration centrale... En France, dans les périodes troublées, on se tourne vers l'Etat. Le chef d'une grosse administration centrale, dont la femme est une diplomate danoise, constate que la logique est toute différente dans le pays de son épouse: « Au Danemark, constate-t-elle, la responsabilité se situe plutôt au niveau des cellules locales ou des entreprises du territoire. En France, on attend beaucoup de l'Etat et tout le monde se réfère à lui. Il vaut donc mieux qu'il tienne la route. »

« On est formé pour ça, assure Jérôme Filippini, préfet de l'Eure. On est fait pour gérer les crises. » Mais chacun a ses priorités. Et elles sont plus ou moins ardentes. Celle de Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, c'est de « réduire le nombre de morts ». Depuis quatorze

jours, M. Hirsch consacre « 190 % de [son] temps à l'épidémie. De 7 heures 30 à 23 heures 30, sept jours sur sept ».

Stéphane Bredin, directeur de l'administration pénitentiaire, doit gérer la situation dans les prisons. « Il y a des services publics pour lesquels la continuité de l'Etat n'a pas le même sens que pour le mien », souligne-t-il. L'administration pénitentiaire ne peut pas s'arrêter de fonctionner. Les détenus ne peuvent rien faire sans nous. » M. Bredin doit donc s'assurer qu'il a suffisamment de surveillants pour faire tourner les établissements pénitentiaires. Une gageure, alors que certains d'entre eux – un millier sur 32 000 – restent chez eux pour garder leurs enfants. De fait, le dispositif de garde mis en place pour ceux des soignants n'est pas ouvert aux gardiens de prison.

La situation pourrait dégenerer. Surveillants confinés, malades ou ayant peur de le devenir... « Je dois trouver un moyen de rassurer mes personnels », confie M. Bredin, d'assurer leur sécurité. On ne veut pas être le premier qui plante car on mettrait les autres en difficulté. » Mais les obstacles sont nombreux: pénurie de masques, rumeurs sur les réseaux sociaux, instructions changeantes... L'équation que M. Bredin doit résoudre est redoutable.

Pour Jean-Marc Huart, recteur de la région académique Grand Est, l'enjeu est différent mais non moins important: « Pendant le confinement, explique M. Huart, la continuité de l'Etat est décisive. Il faut en effet maintenir la mission d'éducation nationale. Dans l'académie, nous avons 400 000 élèves. Chacun est aujourd'hui chez ses parents. » Un kit de continuité pédagogique a été élaboré, les enfants des soignants accueillis, les familles appelées une par une. Le recteur se démultiplie par écrans interposés, passant des chefs d'établissement aux familles, sans oublier les élèves et les professeurs.

L'agenda, déjà habituellement chargé, de tous ces hauts fonctionnaires est devenu dantesque. « Mon quotidien, décrit le préfet Filippini, c'est dix-huit heures par jour, sept jours sur sept. Avec passion et une bonne forme physique, on peut tenir plusieurs semaines. Et il faudra tenir... » Martin Hirsch a installé un lit dans son bureau. Pourtant, il n'y passe pas la nuit. « Le soir, je rentre chez moi, confie-t-il. J'ai connu d'autres crises où l'on dormait sur place, mais cela ne durait que trois jours. Là, on est parti pour quatre mois. Mais la présence

de ce lit pliant me rassure. Et si je suis crevé dans la journée, plutôt que d'engueuler mes collaborateurs, je peux faire un somme. »

Les problèmes succèdent aux problèmes dans un rythme hâletant, au détriment des dossiers de fond que l'on n'a plus le temps de traiter. La réforme pénale qui devait entrer en vigueur cette semaine? Elle attendra! De toute façon, le système d'information n'a même pas été mis à jour, faute de techniciens. « On est en gestion de crise permanente, confie Stéphane Bredin. On ne fait plus que gérer, avec les agents qui nous restent, les questions qui remontent du terrain. »

Car, en effet, les administrations se sont vidées, confinement oblige. Le recteur Huart n'a plus qu'une quinzaine de personnes autour de lui, quand le rectorat en compte habituellement 600. « Mais je ne me sens pas seul, soutient-il. Grâce au numérique, tout le monde est sur le pont. » La direction de M. Bredin est passée de 400 à moins de 40 personnes.

« Tous dans le même bateau »

Pour régler les problèmes, mieux vaut faire preuve de débrouillardise. Un subside de 40 euros a par exemple été accordé aux détenus qui ont le moins de moyens. « Cela représente ainsi 32 000 opérations comptables », indique le directeur de l'administration pénitentiaire. Mais on n'a pas assez d'agents pour les faire. Il nous a donc fallu trouver une procédure technique automatique que nous puissions gérer à la direction centrale. Or, c'est contraire aux règles de la comptabilité publique... On est obligé de tordre tous les cadres juridiques habituels... » La tâche est d'autant plus ardue que, constate un autre directeur d'administration centrale, « plus les jours passent, moins la perception des choses est rationnelle ».

Heureusement, assurent tous ces hauts fonctionnaires, une forme de solidarité s'est installée. Un directeur qui a travaillé dimanche 1^{er} mars sur un projet de circulaire s'émervaille que Jérôme Salomon, directeur général de la santé, ait tout de même trouvé un moment pour relire son texte. « On est tous dans le même bateau et on s'entraide, note-t-il. Ce sont des moments très intenses, difficiles, mais aussi de joie parce que l'on voit que ça marche. » Le préfet Filippini se dit d'ailleurs « très fier d'être capitaine à bord de ce navire ». « On entend souvent des gens dénigrer l'Etat, ajoute-t-il. Mais, par les temps qui courent, tous ceux qui ont affaire à lui peuvent constater que la machine répond de manière exceptionnelle. »

Tous? A l'exception peut-être des familles des cadres mobilisés. « On n'a plus de vie, rappelle un DAC. On ne voit plus nos familles, alors ça tire avec les conjoints. Quand on rentre à la maison, on s'engueule. J'entends des "il n'y en a que pour ton boulot! Et en plus, tu vas nous ramener le virus!" » ■

BENOÎT FLOC'H

Une infirmière prend soin d'un homme pris d'un malaise alors qu'il se trouvait dans la file d'attente pour se faire tester, à l'IHU de Marseille, le 23 mars.

DANIEL COLE/AP PHOTO



Le Plaquenil, source d'espoirs et de doutes

L'usage de l'hydroxychloroquine contre le Covid-19 suscite un intérêt mondial, mais les experts sont divisés

La nature humaine a horreur du vide. En témoigne l'intérêt massif suscité par une molécule, l'hydroxychloroquine (Plaquenil), présentée par certains comme la parade face au nouveau coronavirus, alors qu'aucune thérapeutique n'est pour l'instant validée. Donald Trump lui-même s'est fait médecin en chef pour enjoindre à ses concitoyens de se la faire prescrire, avant d'être démenti par sa propre administration, bien plus circonspecte.

Lundi 23 mars, au « 20 heures » de TF1, le premier ministre, Edouard Philippe, a tenté de faire retomber cette fièvre pour l'hydroxychloroquine, née de résultats très préliminaires d'une étude clinique sur un effet modeste, conduite par le professeur Didier Raoult (IHU Méditerranée infection, Marseille). Après avoir constaté que les avis « des personnes les plus éclairées en la matière sont souvent divergents », le premier ministre s'est référé au Haut Conseil de santé publique, qui a recommandé de n'utiliser l'hydroxychloroquine que dans des cas sévères, en milieu hospitalier, et sur décision collégiale des médecins. Un arrêté va être pris en ce sens par le ministre de la santé, Olivier Véran.

Le chef du gouvernement répondait ainsi à la pression de certains élus : « La chloroquine, pourquoi ne l'utilise-t-on pas ? », s'était ainsi interrogé sur France Inter le patron des sénateurs Les Républicains (LR), Bruno Retailleau. Le maire LR de Nice, Christian Estrosi, contaminé par le coronavirus, a indiqué à Radio J qu'il avait « envie qu'on fasse confiance » à Didier Raoult.

Ce dernier a lui-même créé un appel d'air en annonçant, dimanche 22 mars, que son institut allait pratiquer des tests sur tous les malades fébriles qui viendraient consulter, et proposerait aux patients infectés le traitement par hydroxychloroquine combinée à un antibiotique, l'azithromycine – hors autorisation de mise sur le marché. De longues files de patients se sont aussitôt constituées près de l'IHU. Ailleurs, des médecins généralistes et hospitaliers commencent à en prescrire. D'autres mettent en garde contre des utilisations non contrôlées, potentiellement dange-

reuses pour les patients et néfastes à l'évaluation scientifique des effets de la molécule. Cet engouement n'est pas que français. Plusieurs pays ont inscrit l'hydroxychloroquine dans leurs protocoles de traitement, certains constituent des réserves – au Maroc, le gouvernement a préempté les stocks de Sanofi, fabricant du Plaquenil.

En France, l'industriel indique ne pas avoir reçu une telle demande des pouvoirs publics et souligne que les patients habituellement traités contre le lupus ou une polyarthrite – les indications reconnues – doivent rester prioritaires. Décrit sur le site de la revue *International Journal of Antimicrobial Agents*, l'essai clinique dirigé par Didier Raoult concentre tous les espoirs, mais aussi un grand nombre de critiques. Au point que le conseil scientifique constitué pour conseiller l'exécutif et présidé par Jean-François Delfrayssy a demandé une expertise à son sujet.

Des espoirs et des critiques

Chargée de cette mission, l'épidémiologiste et biostatisticienne Dominique Costagliola (directrice adjointe de l'Institut Pierre-Louis d'épidémiologie et de santé publique, Sorbonne Université) est très critique. « Cette étude est conduite, décrite et analysée de façon non rigoureuse, avec des imprécisions et des ambiguïtés. Il s'agit d'un essai à fort risque de biais selon les standards internationaux. Dans ce contexte, il est donc impossible d'interpréter l'effet décrit comme étant attribuable au traitement par hydroxychloroquine », résume-t-elle. Dans une situation normale, selon elle, l'article n'aurait d'ailleurs pas été accepté dans une revue (rappelons ici qu'un des coauteurs de l'étude est le rédacteur en chef de la revue qui l'a accueillie).

Pour parvenir à cette conclusion, la biostatisticienne a disséqué à la fois le protocole et les résultats, et mis en évidence de nombreux points litigieux, qu'elle a consignés dans une note écrite – très détaillée et très technique – au conseil scientifique sur le Covid-19. « Concernant le calcul du nombre de sujets nécessaires, il est conduit comme si on avait une étude randomisée avec deux bras [qui compare deux groupes constitués de façon aléatoire, l'un traité et l'autre non], ce qui

n'est pas le cas, et les éléments fournis ne permettent pas de reproduire ce calcul », ajoute Dominique Costagliola. Mais c'est sur la partie résultats de l'article que ses observations sont les plus inquiétantes.

Sur les vingt-six patients enrôlés dans l'essai, six sont considérés comme perdus de vue : trois sont passés en réanimation, un est décédé, un autre sorti de l'hôpital et un présentait des effets indésirables. Dans l'article, ces six sujets sont exclus de l'analyse des résultats. Un point qui fait bondir la spécialiste. « Cela pose un problème sévère, une analyse rigoureuse aurait dû considérer tout ou partie de ces cas comme des échecs, estime-t-elle. C'est par exemple ainsi qu'on analyse les essais dans le domaine du VIH. »

Autre souci de taille, les résultats de charge virale présentés par les auteurs ne sont pas conformes aux mesures réalisées : cinq des seize patients du groupe non traité n'ont en fait pas été prélevés à J+6 et leur résultat est pourtant considéré par les auteurs comme positif (présence du virus). Alors que dans le groupe traité, où un des vingt patients n'a pas été prélevé, son résultat est noté négatif. Sur ces arguments et d'autres, Dominique Costagliola considère qu'il est impossible de juger si les deux groupes sont comparables. Surtout, « l'analyse a été conduite en vue de favoriser le bras traité » (c'est-à-dire les patients prenant de l'hydroxychloroquine), écrit-elle noir sur blanc dans sa note au conseil scientifique.

Preuves « anecdotiques »

Les faiblesses pointées par la biostatisticienne sont largement partagées par la communauté scientifique, y compris hors des cénacles franco-français. Une note rédigée par trois biostatisticiens britanniques reprend les mêmes arguments. Anthony Fauci, qui dirige l'Institut national américain des maladies infectieuses, a qualifié d'« anecdotiques » les preuves d'une efficacité du Plaquenil, faute d'« essai clinique contrôlé ».

Sur PubPeer, un site destiné à pointer des faiblesses méthodologiques dans la production scientifique, l'article de l'équipe marseillaise concentre aussi une série de ques-

tions. Contacté par *Le Monde* pour éclaircir ces différents points, Didier Raoult n'a pas donné suite à ces sollicitations. Pour faire avancer le débat, l'épidémiologiste Philippe Ravaut (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) a demandé, lundi 23 mars, aux auteurs de l'étude de lui donner accès aux données brutes, individuelles, des personnes ayant participé à l'essai. « C'est une procédure banale aujourd'hui pour des jeux de données d'importance extrême, ce qui est le cas de l'étude de Didier Raoult », justifie ce médecin, qui effectue la démarche en tant que président du conseil scientifique de la fondation Cochrane (une organisation internationale indépendante, dont la mission est de favoriser la prise de décision éclairée par des données probantes).

L'intérêt, explique-t-il, est de comprendre ce qui a été fait, de réanalyser les données d'une façon différente, pour mieux préciser quelles populations pourraient le plus bénéficier de ce traitement et guider d'autres études si elles sont nécessaires. « Aujourd'hui, la transposition de cette étude à la pratique n'est pas une évidence totale et simple », estime Philippe Ravaut, tout en rappelant que Didier Raoult dispose, dans son domaine, d'une reconnaissance mondiale.

A défaut d'avoir convaincu, l'infectiologue marseillais a été entendu : la piste de l'hydroxychloroquine, ouverte au départ par des Chinois, va être évaluée à plus grande échelle. Ainsi, lors de la conférence de presse – organisée par Skype – de présentation de l'essai clinique européen Discovery, coordonné par l'Inserm, et portant sur 800 patients français, les professeurs Florence Ader et Bruno Lina ont évoqué l'inclusion de l'hydroxychloroquine parmi les quatre traitements testés.

Ils n'ont pas prononcé le nom de Didier Raoult. L'essai est « adaptatif », a souligné Florence Ader : « Si nous observons une absence d'efficacité ou trop peu d'efficacité sur l'un ou l'autre des traitements, on pourra arrêter et basculer vers d'autres molécules d'intérêt. » Premiers résultats espérés dans quelques semaines. ■

SANDRINE CABUT,
NATHANIEL HERZBERG ET HERVÉ MORIN

L'ÉTUDE CLINIQUE DIRIGÉE PAR DIDIER RAOULT « EST CONDUITE, DÉCRITE ET ANALYSÉE DE FAÇON NON RIGoureuse, AVEC DES IMPRÉCISIONS ET DES AMBIGUÏTÉS », ESTIME L'ÉPIDÉMIOLOGISTE DOMINIQUE COSTAGLIOLA

« Le manque de discipline de la population m'inquiète »

La prix Nobel Françoise Barré-Sinoussi, a été nommée à la tête d'un comité chargé de conseiller sur les traitements du Covid-19

ENTRETIEN

Colauréate 2008 du prix Nobel de médecine pour sa participation à la découverte du VIH à l'Institut Pasteur en 1983, la virologue Françoise Barré-Sinoussi, présidente de l'association Sidaction, a été nommée à la tête d'un Comité analyse recherche et expertise, composé de douze chercheurs et médecins, qui devait être installé par l'Élysée mardi 24 mars. Ce comité sera chargé de conseiller le gouvernement pour tout ce qui concerne les traitements du Covid-19. Elle s'inquiète des fausses nouvelles qui circulent à propos de l'épidémie due au coronavirus.

Vous qui avez participé à la découverte du virus du sida, vous êtes restée silencieuse jusqu'à présent. Pourquoi vous exprimer aujourd'hui ?

Je suis inquiète, comme tout le monde, face à cette épidémie, qui me rappelle en bien des points beaucoup de choses douloureuses des débuts de l'épidémie de VIH-sida. C'est bien que les experts qui ont les mains dans le cambouis s'expriment, dont certains d'ailleurs ont vécu les premières années de l'épidémie de sida. Mais lorsque j'ai vu les dérives de ces derniers jours, je me suis dit que c'était aussi de ma responsabilité de m'exprimer. On entend parfois n'importe quoi, par exemple, parler de bactéries alors qu'il s'agit d'une infection virale.

Je réagis aussi à la vue, ces derniers heures, des files d'attente devant l'Institut hospitalo-universitaire de Marseille pour bénéfi-

cier d'un traitement, l'hydroxychloroquine, dont l'efficacité n'a pas été prouvée de façon rigoureuse. Certains peuvent être contaminés et risquent de diffuser le virus. C'est n'importe quoi. J'ai connu ce genre de situation dans les années 1980, ce qui peut semer la confusion auprès du grand public, déjà sidéré par l'ampleur de cette épidémie.

Que pensez-vous de l'hydroxychloroquine (Plaquenil) et des attentes qu'il suscite ?

Pour l'instant, pas grand-chose, j'attends les résultats de l'essai Discovery, conçu dans le cadre du consortium « Reacting », qui vient de démarrer et qui portera sur 3200 personnes, dont 800 en France. Un premier groupe recevra des soins standards sans médicament ; un deuxième se verra administrer l'antiviral remdesivir ; puis dans le groupe 3, les patients recevront une association lopinavir-ritonavir ; la même association sera administrée dans le quatrième groupe en combinaison avec un autre médicament, l'interféron bêta, et un cinquième avec l'hydroxychloroquine [seul], qui a été ajouté récemment.

Tous ces groupes de patients sont bien sûr traités avec en plus des soins standards. De premières analyses fiables devraient être connues dans une quinzaine de jours. Cet essai est fait dans les règles de l'art. Soyons patients.

Vous voulez dire que les résultats annoncés par l'équipe du professeur Didier Raoult ne sont pas fiables ?

Les premiers résultats publiés

portent sur un tout petit nombre de personnes, une vingtaine, et l'étude comporte des faiblesses méthodologiques.

Il est absolument indispensable que l'essai de ce médicament soit réalisé avec rigueur scientifique, pour avoir une réponse sur son efficacité, et ses éventuels effets secondaires. Il nous faut quelque chose de sérieux. D'autant plus que l'hydroxychloroquine, ce n'est pas du Doliprane, elle peut avoir des effets délétères et comporter des risques de toxicité cardiaque. Il n'est donc pas raisonnable de la proposer à un grand nombre de patients pour l'instant, tant qu'on ne dispose pas de résultats fiables.

Si cela marche, j'en serais très heureuse, et tester des molécules qui existent déjà sur le marché est une approche tout à fait raisonnable. Mais il faut des réponses solides à ces simples questions : est-ce efficace ? Existe-t-il des effets secondaires graves ?

Des soignants le délivrent déjà, qu'en pensez-vous ?

Il arrive en effet qu'il soit donné à titre compassionnel, ce qui signifie délivrer un médicament qui est déjà sur le marché pour une autre indication à des personnes dans un état grave. Mais attention certains patients pour-

raient mal le supporter. Rappelons-le, c'est bien grâce à la rigueur scientifique des essais cliniques qu'on a pu obtenir les combinaisons thérapeutiques qui permettent aujourd'hui de vivre avec le VIH. Évaluer de nouvelles molécules prendra du temps.

En quoi la situation actuelle vous rappelle-t-elle l'épidémie de VIH ?

Faisons très attention aux effets d'annonce, on en a vécu beaucoup dans le domaine du VIH/Sida. Par exemple, des candidats-vaccins avaient été annoncés comme protégeant du VIH ; certaines personnes les ont utilisés et ont été infectées. Certains ont utilisé des médicaments qui étaient censés les guérir, sans succès. L'actualité nous rappelle de tristes histoires. Ne donnons pas de faux espoirs, c'est une question d'éthique.

Comment concilier rigueur scientifique et urgence épidémique ?

Au début des années sida, il y avait des crises d'hystérie et d'angoisse parfois déraisonnées et déraisonnables du grand public, liées, entre autres, à des informations contradictoires, à de la désinformation, que je retrouve là en partie avec cette pandémie. Pour le VIH/Sida, notre force a

LORS DE L'ÉPIDÉMIE DE VIH/SIDA, CERTAINS ONT UTILISÉ DES MÉDICAMENTS CENSÉS LES GUÉRIR, SANS SUCCÈS. L'ACTUALITÉ NOUS RAPPELLE DE TRISTES HISTOIRES

été la solidarité, le « tous ensemble », que pour le moment je ne trouve pas suffisant dans cette épidémie, même si cela existe chez la majorité des soignants, des chercheurs, et nous devons être admiratifs de ce qu'ils font, et dans le contexte dans lequel ils le font.

Mais la communication devrait être mieux coordonnée, de façon globale, pour être la plus fiable possible. Tout est amplifié par les réseaux sociaux, avec de trop nombreuses fausses informations, ce qui crée des angoisses. Les médias ont un rôle à jouer.

La grande majorité des personnes infectées par le SARS-CoV-2 guérissent alors qu'un diagnostic d'infection VIH dans les années 1980 était une sentence de mort. Le SARS-CoV-2, en revanche, se transmet bien plus facilement que le VIH.

Quelle est l'urgence ?

Pour moi l'urgence est d'arrêter l'épidémie et donc d'appliquer le strict respect du confinement. Et j'en appelle à l'aide de toutes et tous ! C'est la meilleure chose que l'on puisse faire pour aider les soignants. Le manque de discipline de la population m'inquiète.

L'urgence, c'est aussi la recherche. Les procédures sont accélérées, et c'est une bonne chose, pour les essais cliniques bien sûr, mais aussi pour que la recherche fondamentale avance au plus vite. Car la compréhension des mécanismes d'entrée et de multiplication du SARS-CoV-2 dans les cellules permettra de développer les stratégies thérapeutiques de demain.

Des recherches portent aussi sur les anticorps très puissants, sur le même modèle que le VIH, qui pourraient être utilisés en thérapeutique... Des recherches ont démarré à l'Institut Pasteur dans ce domaine ainsi que sur un vaccin, mais tout cela prendra du temps.

Enfin, n'oublions pas les personnes vulnérables, les migrants, les SDF, les personnes dans les prisons... Il faut aussi les protéger, les prendre en charge, en travaillant entre autres avec le milieu associatif. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR PASCALE SANTI



Françoise Barré-Sinoussi, le 10 mars à Paris. MOREAU-PERUSSEAU/BESTIMAGE

La chloroquine testée avec prudence en Chine

Les chercheurs chinois ont été les premiers à rapporter ses effets contre le SARS-CoV-2. Ils évaluent désormais l'hydroxychloroquine

PÉKIN - correspondant

Utilisée en Chine depuis les années 1950 essentiellement contre le paludisme, la chloroquine l'est aussi depuis quelques semaines pour combattre le Covid-19 mais avec précaution. En aucun cas, elle n'est présentée par Pékin comme le remède miracle. De fait, en février, un groupe de chercheurs de l'Académie des sciences a déclaré avoir utilisé avec succès la chloroquine contre la reproduction du SARS-CoV-2. Chen Caixian, un académicien, déclare le 12 février que la chloroquine « a de bonnes capacités antivirales contre le coronavirus évaluées in vitro ».

Elle a ensuite été testée auprès de 135 malades se trouvant dans une dizaine d'hôpitaux à Pékin et dans la province du Guangdong. 130 d'entre eux ne présentaient

que des symptômes bénins ou modérés, cinq avaient des symptômes sévères. Selon Xu Nanping, vice-ministre des sciences et de la technologie, aucun des 130 patients n'a vu son état s'aggraver. Quatre des cinq patients gravement atteints ont pu sortir de l'hôpital et le cinquième a vu son symptôme régresser de « grave » à « normal ». Par ailleurs, un patient de 54 ans atteint du Covid-19 a été testé négatif après avoir reçu un traitement de phosphate de chloroquine a révélé, le 17 février, Sun Yanrong, vice-directrice du centre de biologie du ministère des sciences et technologies.

Le 19 février, la Commission nationale de la santé a introduit la chloroquine parmi les remèdes préconisés pour combattre le coronavirus. Mais aucun des médicaments préconisés ne doit être pris durant plus de dix jours, pré-

cise-t-elle. Or, depuis, la Chine se montre prudente. Commentant les essais effectués, Zhong Nanshan, considéré depuis la crise du SRAS comme le principal épidémiologiste chinois, a expliqué que certes des patients avaient été testés négativement, mais que les résultats n'ont pas encore été confirmés par des expériences rigoureusement contrôlées et qu'il est trop tôt pour dire si le médicament est efficace.

Essais in vitro

Dès le 21 février, la commission de la santé de la province du Hubei, épice de l'épidémie, a prévenu tous les médecins de « surveiller attentivement » les effets secondaires de la chloroquine. L'institut de virologie de l'Académie des sciences a précisé que la dose mortelle se situe entre 2 et 4 grammes par adulte et

que « des effets contraires peuvent inclure la mort instantanée ». Les hôpitaux qui mènent ces tests doivent rapporter tout effet contraire. La commission de la santé du Hubei a toutefois précisé qu'il s'agissait d'un appel à la vigilance et qu'il n'y avait pas eu de décès lié à une surdose.

A la suite de la commission du Hubei, la Commission nationale a défini plus strictement, le 29 février, les conditions d'utilisation de la chloroquine. Le médicament ne peut plus être administré notamment aux femmes enceintes, aux personnes ayant des problèmes cardiaques ou des maladies des reins ou du foie. Il peut seulement être donné aux personnes âgées de 18 à 65 ans et durant sept jours.

Les Chinois pouvant se procurer la chloroquine sur Internet, une femme de Wuhan qui croyait, à

tort, avoir le coronavirus, a dû être admise en soins intensifs en raison de problèmes cardiaques, après avoir absorbé 1,8 gramme de chloroquine, a révélé le 25 février le quotidien *Thepaper*.

Pour Tong Chaohui, vice-président de l'hôpital de Chaoyang, à Pékin, « chaque fois qu'il y a une épidémie, les gens veulent trouver un médicament miracle pour y mettre fin, malheureusement, il n'y a jamais de médicament antiviral miracle. Les chercheurs doivent s'autodiscipliner, conduire des essais cliniques de manière rigoureuse et éviter tout conflit d'intérêts. Plus la situation est difficile, plus les scientifiques doivent protéger, de façon résolue, les fondamentaux de la médecine », écrit-il dans un journal professionnel repris par le *China Daily* le 5 mars. Les scientifiques chinois se tournent désormais vers l'hydroxy-

chloroquine, une molécule proche, destinée à lutter contre des maladies auto-immunes comme le lupus et la polyarthrite rhumatoïde, et jugée moins susceptible d'induire des effets secondaires graves.

C'est cette molécule qui, en France, est préconisée par le professeur Didier Raoult. Deux études récentes, l'une publiée le 9 mars dans *Clinical Infectious Diseases*, l'autre le 18 mars dans *Cell Discovery*, décrivent deux essais in vitro (et non sur des malades), qui montrent que l'hydroxychloroquine est efficace contre le SARS-CoV-2. Les chercheurs chinois s'interrogent sur son intérêt pour traiter les formes les plus graves de Covid-19 et pour lutter contre des réactions inflammatoires sévères, appelées « orages de cytokines ». ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Les Ehpad confrontés aux décès liés à l'épidémie

Les établissements hébergeant des personnes âgées peinent à identifier les résidents touchés par le coronavirus

Des soignants submergés en nombre insuffisant qui tentent de sauver des résidents confinés dans leur chambre, seuls : derrière les portes closes, à l'abri des regards des familles interdites de visite, se joue une tragédie à huis clos dans les quelques centaines d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) en France où le coronavirus a réussi à s'infiltrer. La guerre d'usure contre le Covid-19 ne fait que commencer dans les maisons de retraite. Pour le moment, le gouvernement n'a qu'une visibilité très partielle du nombre de victimes. Faute de moyens mais aussi de volonté des établissements et des autorités sanitaires de se montrer transparentes sur le bilan.

L'Ehpad Le Bosquet de la Mandallaz, à Sillingy (Haute-Savoie), est un des premiers à avoir payé le tribut du coronavirus : le bilan était, début mars, de sept morts, contaminés. « On nous regardait comme des pestiférés au début, raconte Eric Lacoudre directeur de cet établissement associatif. Et puis, passée la peur des gens alentours, on a bénéficié d'un élan de solidarité incroyable. » Un barman d'un village voisin est venu « nous prêter main-forte, des aides-soignants des alentours sont arrivés en renfort, des bénévoles sont accourus pour épauler le personnel à bout de souffle ». S'il témoigne, c'est parce qu'il a « le sentiment d'avoir remonté la pente », mais nombre de ses collègues préfèrent se taire. L'extrême discrétion, voire le silence des chefs d'établissement, alimente souvent les sentiments d'anxiété.

À l'Ehpad des Aiguierelles à Maugeu (Hérault), trois décès de résidents testés positifs ont été recensés, quatre autres sont morts sans être testés mais avec les symptômes de la maladie. Vingt-neuf pensionnaires sur 78 au total sont porteurs du virus ainsi que six soignants sur 40. La direction de

l'Ehpad communique avec les familles mais s'abstient de toutes déclarations publiques.

À Paris, cinq personnes sont décédées au sein de l'Ehpad de la Fondation Rothschild. Tenter de joindre la direction est voué à l'échec. Cinq résidents de l'Ehpad Le Cœur volant à Louveciennes (Yvelines) sont morts avec des symptômes du Covid-19. A Thise (Doubs), quinze pensionnaires sont décédés. Certaines familles ont appris la mort de leur proche sans explication sur les causes du décès.

Le groupe Korian, propriétaire de ces deux établissements, renvoie vers l'agence régionale de santé (ARS) pour toute demande d'information provenant de la presse. Idem à l'Ehpad Le Couarôge à Cornimont (Vosges) où le bilan était de vingt morts, lundi. « Adressez-vous à la préfecture ! », répond la direction de l'établissement.

« Il n'y a pas d'omerta »

Du côté du gouvernement, aucun bilan national n'a pu être produit, non plus, par la direction générale de la santé (DGS). Dans son point quotidien sur l'épidémie, le professeur Jérôme Salomon, directeur de l'instance n'a, jusqu'ici, pas distingué les décès des personnes tombées malades en Ehpad de ceux recensés à l'hôpital ou en ville.

Des raisons objectives expliquent l'absence de cartographie à l'échelle du pays. Dénombrer les morts du Covid-19 en Ehpad supposerait que tous les résidents

« Nous ne connaissons pas la cause de tous les décès »

OLIVIER OBRECHT
directeur général adjoint de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté



À l'Ehpad des Aiguierelles à Maugeu (Hérault), où trois décès de résidents testés positifs ont été recensés. GUILLAUME HORCAJUELO/EPA

malades fassent l'objet d'un test avant ou après leur décès. Or, selon la doctrine fixée par le ministère de la santé, seuls les deux ou trois premiers cas de personnes présentant des symptômes sont testés. Lorsque les personnes âgées contaminées meurent à l'hôpital, les services qui les prennent en charge ne sont guère tenus de savoir si elles habitaient chez elles ou vivaient en Ehpad.

La plupart des ARS ont commencé à établir un bilan provisoire. Interrogée par *Le Monde*, celle de la région Hauts-de-France indique que « dix-huit Ehpad sur près de 580 déclarent au moins un résident positif au Covid-19. A ce jour, 81 résidents sont confirmés positifs et 24 décès sont à déplorer ».

Mais rare sont celles qui communiquent. « Il n'y a pas d'omerta, se justifie Olivier Obrecht, directeur général adjoint de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté. Nous avons simplement une politique de communication très stricte pour ne pas faussement rassurer ni affoler les gens. Quand bien même nous aurions une comptabilisation des morts établissement par établissement, nous ne connaissons pas la cause de tous les décès. » À l'Ehpad de Thise, « seuls trois résidents ont été testés et se sont révélés porteurs du virus », précise-t-il.

Selon nos informations, 39 décès de résidents en Ehpad étaient recensés lundi 23 mars en Ile-de-France. Si l'ARS francilienne préfère ne pas communiquer de chiffres sur les décès, elle a mis en œuvre un « sondage systématique » pour aller chercher l'information auprès des établissements.

« Nous souhaitons avoir une idée précise de la situation. Ce serait une faute très lourde qui nous serait reprochée si on donnait le sentiment de vouloir sous-estimer la réalité de la mortalité chez ces personnes fragiles », explique Aurélien Rousseau, le directeur de l'ARS d'Ile-de-France. « Ces remontées d'informations vont nous permettre d'ajuster au mieux les mesures d'accompagnement des Ehpad et d'évaluer les besoins en masques au cas par cas », explique Isabelle Bilger, responsable des politiques de l'autonomie à l'ARS.

Manque de masques Sans attendre un état des lieux, les gériatres multiplient les appels au gouvernement pour qu'il enrayer de manière plus offensive l'avancée de l'épidémie. Première exigence du corps médical : rendre les dépistages les plus précoces possible. Le professeur Hubert Blain, chef du pôle de gériatrie du CHU de Montpellier alerte depuis quelques semaines ses confrères au sujet des symptômes atypiques que présentent nombre de personnes âgées atteintes du virus : forte diarrhée, perte d'équilibre, troubles cognitifs. Les directeurs d'Ehpad devraient pouvoir être formés à détecter ces signes avant-coureurs qui précèdent la toux et la fièvre, afin d'isoler au plus vite les cas suspects sans attendre qu'ils n'aient eu le temps de contaminer d'autres résidents. Mais détecter de façon

Les gériatres multiplie les appels au gouvernement, notamment pour rendre les dépistages plus précoces

plus précoce les malades, suppose selon le Pr Blain un accès plus facile des Ehpad aux tests de dépistage. Tant pour les résidents que pour les soignants.

La principale revendication des gériatres concerne le port du masque systématique pour les personnels en maison de retraite. « Certaines études montrent que 50 % des patients positifs au Covid-19 sont asymptomatiques », rappelle Gaël Durel, coprésident de l'Association nationale des médecins coordonnateurs et du secteur médico-social (MCOOR). Dans une lettre adressée vendredi 20 mars au ministre de la santé, Olivier Veran, les instances représentatives de la gérontologie estiment les besoins à 500 000 masques par jour pour l'ensemble des Ehpad.

Samedi, M. Veran a accédé à leur demande en annonçant que les établissements pour personnes âgées « disposeront dans la durée de ces 500 000 masques par jour ». « Lorsque des symptômes apparaissent, la dotation devra permettre de couvrir en priorité les

personnes qui œuvrent auprès des cas possibles ou confirmés », a-t-il toutefois précisé.

De fait, interrogées par *Le Monde*, la plupart des ARS expliquent qu'elles ne disposent pas à ce jour des stocks nécessaires pour équiper les soignants y compris quand ils ne sont pas au contact des résidents malades.

Les médecins et les directeurs d'Ehpad se mobilisent également pour que l'hospitalisation des résidents malades soit assurée en dépit de l'augmentation du nombre de victimes dans la population. Dans leur courrier à Olivier Veran, les gérontologues font valoir que les établissements n'ont ni le matériel ni les personnels suffisants pour prendre soin des malades du Covid-19 en état grave. « Il ne faut pas raisonner en termes d'âge pour l'hospitalisation mais en termes de chance de surmonter la maladie », insiste le professeur Claude Jeandel, président du Conseil national professionnel de gériatrie et signataire du courrier.

Aujourd'hui, « nous sommes capables de prendre en charge les gens qu'on considère pouvoir sauver », affirme Aurélien Rousseau, le patron de l'ARS d'Ile-de-France. Ce sont des décisions médicales de ce genre qui sont prises tous les jours par tous les médecins. Elles sont lourdes. Elles sont collégiales. Mais nous restons préoccupés, car nous ne connaissons pas la cinétique de cette épidémie ». En Ile-de-France, La moitié des malades en réanimation ont plus de 60 ans. ■

BÉATRICE JÉRÔME

Morts en série dans une maison de retraite des Vosges

L'Ehpad de Cornimont, qui compte 166 lits, comptabilise ces derniers jours vingt décès « en lien possible » avec le virus

CORNIMONT (VOSGES) -
envoyée spéciale,

Des camions blancs et des fourgonnettes rouges devant l'Ehpad, des hommes en bleu et des croque-morts en combinaisons blanches, et de nombreux cercueils. Lundi 23 mars au matin, de nouveaux corps de résidents du Couarôge, une résidence pour personnes âgées de Cornimont, au sud des Vosges, ont été évacués vers des cimetières alentour. Les brigades de gendarmerie de Saulxures-sur-Moselotte accompagnaient les pompes funèbres, avant des mises en terre intimes, en raison du confinement.

Depuis le début de l'épidémie, le nombre de décès au sein de cet établissement communal qui compte 166 lits sur deux sites, au milieu de prairies courant à perte

de vue, était de 15, samedi, selon *Vosges-Matin*. Il était passé, lundi soir, à 20, « en lien possible avec le Covid-19 », ont annoncé l'Agence régionale de santé du Grand-Est et la préfecture des Vosges. Les patients, âgés, ne sont pas testés.

« C'est inouï »

Dans ce petit coin du massif vosgien où la moyenne d'âge est très élevée, on connaît la route des cimetières. A La Bresse, station de ski toute proche, la moitié du village est âgée de plus de 60 ans. Mais ce qui se passe à Cornimont depuis le 3 mars ne ressemble à rien de connu. « Il y a eu une surmortalité à l'Ehpad et en ville, c'est évident, convient le maire de cette commune de 3 200 habitants, Marie-Joséphine Clément. Des personnes très âgées et avec des pathologies importantes décèdent. »

Il n'y a qu'à lire les avis mortuaires de la presse locale pour voir que les nécrologies se multiplient dans la vallée de la Moselotte depuis deux semaines. « Entre le 6 février et le 3 mars, nous n'avions aucun décès, raconte David Jeangeorges, journaliste pour le site *Remiremontvallées*. Rien que dimanche 22 mars, nous avons eu une dizaine de décès dans le secteur. Même en 2003, lors de la vague de la canicule, nous n'avions pas connu ça, c'est inouï. » Du 13 au 23 mars, onze avis de décès ont paru sur la seule commune de Cornimont.

De nombreuses personnes sont infectées. Plusieurs élus du secteur présentant des symptômes de la maladie sont placés en quarantaine. Le maire d'une commune voisine, âgé de 64 ans et dont la mère est morte du Covid-19 à l'Ehpad de Cornimont,

est dans un état sérieux, en réanimation. « Au Couarôge, ça a commencé le 3 », explique Marie-Joséphine Clément au *Monde*.

Quatre jours plus tard, la maire – une ancienne aide-soignante de l'Ehpad – sonne elle-même l'alarme. Par un communiqué de presse, elle annule le carnaval annuel du 8 mars en raison d'un cas confirmé d'infection au coro-

Il n'y a qu'à lire les avis mortuaires de la presse locale pour voir qu'ils se multiplient depuis deux semaines

navirus au sein de l'établissement confiné depuis le 2 mars. Les choses se dégradent ensuite très vite. Le 14 mars, deux résidents sont touchés ainsi qu'un membre du personnel soignant, puis 17 arrêts maladie sont déclarés : quatre soignants sont infectés, un est hospitalisé. Des étudiants de l'école d'infirmières de Remiremont et du personnel de la maison de retraite de Saulxures-sur-Moselotte sont appelés en renfort. La sécurité civile veille sur place.

« Comment le virus est-il arrivé ici ? », se questionne la maire. Nous sommes près de l'Alsace. On a des personnes en ville qui font partie du mouvement évangélique. La commune se trouve à cinquante kilomètres de Mulhouse, où l'église La Porte ouverte chrétienne s'était réunie du 17 au 24 février. De nombreuses personnes venues de toute la

région en étaient reparties contaminées. « Est-ce que les personnes infectées dans ma commune y étaient allées ? Je n'en sais rien », concède l'édile.

Un autre Ehpad de la région Grand-Est, celui de Sommedieu dans la Meuse, est également frappé par le virus. Dimanche soir, 23 résidents étaient atteints du Covid-19 au sein de cet établissement de 83 pensionnaires, avec déjà trois décès et 13 agents contaminés, dont deux hospitalisés, sur les 80 que compte le personnel. « Malgré le grand professionnalisme de nos agents et toutes les mesures de confinement et de sécurité appliquées, ils n'arrivent pas à contenir l'épidémie, écrit le maire, Daniel Sanzey, sur son compte Facebook. Il n'y a pas de raison qu'on cache la vérité. » ■

ARIANE CHEMIN
ET KATRIN TLUCZYKONT

Face à l'épidémie, l'aide aux plus démunis s'organise

Les distributions alimentaires ont repris et des chambres d'hôtel sont réquisitionnées pour les sans-abri

Après un temps d'hésitation puis une suspension temporaire des activités liée au confinement, associations, collectivités locales et pouvoirs publics s'organisent pour relancer l'aide aux plus démunis ainsi que les distributions alimentaires. Les appels aux dons et au bénévolat se sont multipliés et ont été entendus. Une plate-forme numérique a été mise en place par le gouvernement le 12 mars (Jeuxaider.gouv.fr), pour permettre aux Français de venir en aide aux personnes en difficulté.

Le Samusocial de Paris a reçu de BNP Paribas 20 000 Ticket Restaurant et, avec trois autres associations – Aurore, l'Armée du salut et le Secours populaire –, s'appête à distribuer 5 000 paniers-repas par jour à partir du mardi 24 mars. « Pour nos centres d'hébergement et d'accueil, nous avons besoin de vêtements, savons, jeux et téléviseurs », indique l'association qui s'appête à rouvrir, début avril, un très attendu accueil de jour en plein cœur de la capitale, au Carreau du Temple.

« Nous n'avons jamais cessé nos distributions alimentaires et constatons 25 % d'affluence en plus, des personnes qui sont arrivées deux heures à l'avance et qui ont faim, observe Etienne Mangeard, chargé des bénévoles à l'Armée du salut. Nous avons bien du mal à trouver la bonne organisation pour faire respecter les distances de sécurité sanitaire, explique-t-il. Nous avons heureusement bénéficié de dons de masques et de gel hydroalcoolique provenant d'une pharmacie qui en fabrique et de la société L'Oréal. » A Lyon, la banque alimentaire a pu ravitailler les nombreux squats, notamment celui de jeunes migrants dans le collège désaffecté Maurice-Scève.

« Nous sommes submergés d'appels de bénévoles qui se proposent pour un coup de main, mais il n'est pas facile de leur trouver des tâches compatibles avec la situation épidémique et les mesures de sécurité que nous devons respecter, témoigne M. Mangeard. S'ils sont âgés ou confinés en famille, aucun risque ne doit être pris et on peut seulement leur demander de conditionner des paniers-repas. »

« Les bonnes volontés sont nombreuses, une trentaine en deux jours, se félicite Houria Tareb, secrétaire générale du Secours

« Nous sommes submergés d'appels de bénévoles »

ÉTIENNE MANGEARD
chargé des bénévoles
à l'Armée du salut

populaire de Haute-Garonne. Beaucoup de jeunes, entre 24 et 44 ans, proposent leur aide. Par exemple, des étudiants à qui nous confions des missions de soutien moral par téléphone, ou de distribution de colis alimentaires. »

Places hivernales prolongées

Sur le front de l'hébergement, le ministre chargé de la ville et du logement, Julien Denormandie, avait promis une attention particulière envers les sans-abri. Sur les 157 000 places en hébergement d'urgence disponibles, 14 000 places dites « hivernales » seront prolongées jusqu'à fin mai, et 2 000 places en hôtels de tourisme sont réquisitionnées: 170 chambres à l'Hôtel Kellermann (13^e arrondissement de Paris) que le président de la République a visité lundi 23 mars; des auberges de jeunesse à Lille et à Lyon; 600 chambres promises par le groupe Accor. Les centres UCPA, l'Union nationale des centres sportifs de plein air, et les villages VVF pourront également être mobilisés. L'épidémie ayant fait fuir les touristes et vidé les écoles, des hébergements sont ainsi libérés dans les établissements scolaires et hôteliers. « Nous n'avons plus de problème immobilier », constate Jean-François Carencio, président de Coallia, qui s'appête à gérer plusieurs de ces structures d'accueil.

« Entre 30 % et 40 % de nos salariés sont absents pour de bonnes raisons, comme rester confinés ou garder leurs enfants à la maison, et je salue ceux qui sont au front, si dévoués, engagés et réactifs », insiste Florian Guyot, directeur général d'Aurore. Cette association a réussi, en quarante-huit heures, à ouvrir, lundi 23 mars, au sud de Paris, un centre dit « de desserrement » de 55 chambres destiné à accueillir des familles à la rue ou résidant en centres d'hébergement et en hôtel, suspectées d'être infectées par le virus et qu'il faut confiner quelques semaines.



Un homme sans-abri, à Paris, le 17 mars. JOËL SAGET/AFP

Un autre centre pour hommes isolés ouvre dans le nord de Paris, ainsi qu'à Nanterre et Argenteuil, avec l'objectif d'en créer dans chaque département.

Sur le plan sanitaire, la situation des sans-domicile et des personnes démunies semble, pour le moment, maîtrisée: « A Médecins du monde, où nous mobilisons surtout de jeunes médecins bénévoles, nous n'avons pas interrompu nos maraudes, explique Philippe de Botton, son président. Nous sommes prêts à collaborer avec l'Etat et les agences régionales de santé [ARS] pour, par exemple, assurer des veilles sanitaires dans les centres de desserrement. Pour l'instant, peu de cas déclarés dans cette population nous remontent. » M. de Botton se réjouit du fait que « l'Etat prend conscience de tout ce que font les associations ».

Nicole Smolski, médecin à la retraite et membre du Collectif des bénévoles de la Croix-Rouge, à Lyon, accompagne le squat du collège désaffecté Maurice-Scève et ses 400 jeunes Africains qui dorment à plusieurs dans des salles de classe: « Si un cas se déclaire, ce serait catastrophique. Mais nous avons fait de l'information, de la prévention. Ces jeunes suivent très consciencieusement nos consignes. Mais il nous manque des masques », interpelle-t-elle.

« On croise les doigts »

« On croise les doigts »

Une inquiétude partagée, à Toulouse, par Raoul Ngaradje, demandeur d'asile tchadien membre du collectif Russell qui gère deux squats de plus de 300 migrants. « On n'a pas encore de cas, mais on croise les doigts! Médecins du monde est venu faire de la prévention mais nous souhaiterions un relogement en hôtel pour éviter la propagation du virus, que l'ARS nous rende visite pour s'assurer que tout le monde va bien. »

« Cette épidémie et les difficultés qu'elle fait surgir nous poussent à innover et à collaborer entre associations », résume M. Mangeard. « Nous nous réjouissons aussi de fidéliser de nouveaux bénévoles qui découvrent, dans ce contexte dramatique, l'importance de nos missions », conclut M^{me} Tareb. ■

JULIA PASCUAL
ET ISABELLE REY-LEFEBVRE

« Comment confiner dans leur logement ceux qui n'en ont pas ? »

Le sociologue Julien Damon pose la question de la prise en charge délicate des sans-abri

ENTRETIEN

Julien Damon, professeur associé à Sciences Po, conseiller scientifique de l'Ecole nationale supérieure de Sécurité sociale et auteur d'une note intitulée « Sans-abri et épidémie: que faire? », que vient de publier la Fondation Jean-Jaurès, pose la question de l'ajustement des services liés aux sans-abri.

Vous relevez que l'épidémie due au coronavirus met davantage en danger les populations fragiles, dont les sans-abri...

Les sans-abri comptent parmi les personnes les plus vulnérables physiquement et exposés publiquement. Quand ils sont à la rue toute la journée, et toute l'année, ils présentent des pathologies qu'on a davantage de mal à soigner. Ils sont de ce fait plus vulnérables à un virus. Certains subissent, dans les centres d'hébergement, des niveaux élevés d'exiguïté et de promiscuité qui, là encore, peuvent favoriser la transmission du virus.

A cela s'ajoutent les problèmes d'hygiène. Quand vous vivez complètement à la rue, c'est compliqué de pouvoir se laver les mains avec du savon. En période normale, les points d'eau accessibles, propres et sécurisés sont déjà insuffisants. En période épidémique, leur absence est criante. Pour les sans-abri, comme pour tout le monde. Ce que nous dit l'épidémie, à long terme, c'est la nécessité de villes plus saines.

Se pose aussi, pour les sans-abri, la question du confinement et du consentement à celui-ci...

Comment confiner dans leur logement ceux qui n'en ont pas? Comment gérer une proximité particulièrement problématique dans des foyers parfois surpeuplés? Comment traiter des personnes qui vivent dans l'espace public quand l'espace public doit être évacué? Par ailleurs, si ces personnes refusent d'être confinées, que peuvent faire les autori-

tés? Une amende n'a pas grand sens pour des personnes souvent insolubles. Se pose dès lors la question, éminemment sensible, de la contrainte. En situation exceptionnelle, faite d'incertitudes juridiques, tout peut s'imaginer. Les questions ne sont pas philosophiques mais extrêmement pragmatiques. Faut-il demander à des policiers – qui pourraient faire jouer leur droit de retrait face à l'immoralité ou à la crainte de contagion – de mettre à l'abri de force les sans-abri? Mais quelles conditions sanitaires basiques assurer dans ces centres d'urgence? Comment gérer les addictions de personnes qui, en manque, n'aspirent qu'à sortir pour se fournir?

L'arsenal juridique, complété par les textes produits à l'occasion d'une situation d'exception, saura être valablement utilisé. Concrètement, les pouvoirs publics, avec les associations, feront aussi bien qu'ils le pourront. Mais le sujet ouvre sur des abîmes de perplexité et de complexité.

Les premières réponses des pouvoirs publics vous paraissent-elles être à la hauteur?

En France, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont concernées. Les associations ont alerté très tôt sur les risques sanitaires. Se livre en ce moment l'une des batailles les plus singulières du combat contre l'épidémie! Emmanuel Macron a indiqué que la trêve hivernale allait être prolongée. Et qu'il était possible de sortir de son confinement pour aider les plus vulnérables. Des places d'hébergement vont être ouvertes ou réquisitionnées. Mais les pouvoirs publics doivent en débloquent, et de qualité suffisante, pour que ces personnes acceptent d'y aller! Est-ce qu'au-delà des annonces, les réalisations suivront partout et de façon suffisante? C'est plus discutable. Comme pour l'ensemble de la population, on constate pour ce public spécifique une impréparation des autorités. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
SOLENN DE ROYER

Les demandes d'asile à l'arrêt

Les guichets en préfecture et les structures dédiées ont fermé à cause du confinement

On n'y arrive plus, on est obligé de fermer. Lundi 23 mars, Didier Leschi, le directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), s'est rendu à l'évidence: l'enregistrement de la demande d'asile est devenu impossible presque partout sur le territoire. Alors qu'un peu plus de 10 000 nouveaux demandeurs d'asile s'enregistraient chaque mois depuis le début de l'année, ce chiffre va s'effondrer en mars, sous l'effet de la pandémie due au coronavirus et de ses conséquences.

La semaine dernière, le gouvernement avait pourtant décidé que l'asile devait être préservé

au titre des services publics indispensables, alors même qu'il interrompait l'accueil des étrangers en préfecture pour les demandes de titre. Désormais, au ministère de l'intérieur, on acte l'échec: « Nous sommes malheureusement dans un cas de force majeure qui nous empêche de réaliser cette activité comme nous le souhaiterions », expliquait-on lundi, place Beauvau.

Fermeture des frontières

Plus aucun service ne permet d'enregistrer une demande de protection internationale en Ile-de-France, alors que la région concentre la moitié du volume natio-

nal. Les services d'enregistrement ont tous fermé. Depuis le 18 mars, seul le guichet de Paris fonctionnait encore. Ce n'est plus le cas. L'OFII a par conséquent suspendu sa plate-forme téléphonique francilienne de délivrance de rendez-vous, qui avait petit à petit réduit sa voilure: « Le 18 mars, on est descendu à vingt rendez-vous sur une journée alors qu'on en délivrait encore plus de 280 le 13 mars », témoigne M. Leschi. Celui-ci signale au passage que la demande d'asile est aussi impactée par la fermeture des frontières aériennes et terrestres, qui réduit les flux d'arrivées sur le territoire.

En région, sur la trentaine de guichets consacrés à l'enregistrement des demandes en préfecture, une dizaine restaient ouverts lundi 23 mars mais ceux de Lyon, Marseille, Bordeaux ou Rennes – et bientôt Toulouse – sont d'ores et déjà fermés. « Entre l'indisponibilité des agents, ceux qui sont malades et les mises en retrait, la chaîne de l'asile s'est progressivement arrêtée », poursuit M. Leschi. Les structures de pré-enregistrement de la de-

mande, gérées par des associations, subissent le même sort, à Paris, Montpellier, Nantes, Bordeaux, Poitiers, Grenoble...

« Personne n'a résisté », confie Pierre Henry, de France terre d'asile (FTDA). Personne n'a mesuré la panique qui s'est emparée des gens quand le président de la République a annoncé le confinement. On a fait face à une improvisation totale. L'appareil social s'est effondré en quelques jours. »

« On est dans une situation très exceptionnelle, observe à son tour Gérard Sadik, de la Cimade. Il est difficile de dire qu'il faut maintenir une activité d'asile alors que presque toutes les libertés fondamentales sont suspendues. La question qui se pose est: combien de temps cela va durer? » Place Beauvau, les services travaillent à maintenir un accueil des demandeurs les plus « vulnérables ». « Il faut réfléchir assez vite à comment protéger la filière asile, insiste Didier Leschi. Dans cette pandémie, il y a quelque chose de la peur de l'étranger, de l'étranger, qui est compliqué à gérer. » ■

J. P.A.

La justice invitée à fermer les CRA

Plusieurs organisations ont saisi lundi le Conseil d'Etat en référé, pour réclamer la « fermeture temporaire » des centres de rétention administrative (CRA), où sont enfermées des centaines d'étrangers en situation irrégulière. Pour les requérants, dont le Gisti ou le Conseil national des barreaux, le maintien en activité des CRA « contribue au développement de la pandémie », alors même que les perspectives d'éloignement, en raison de la fermeture des frontières, sont illusoire. Une audience doit avoir lieu jeudi.

En Chine, des rescapés racontent leur calvaire

Deux mois après son entrée en vigueur, la quarantaine est assouplie dans le Hubei, où le virus est apparu

SHANGHAÏ - correspondance

Chen Haotao a frôlé la mort. Au pire de la maladie, cette habitante de Wuhan de 59 ans a bien pensé qu'elle allait y rester. Elle n'était plus qu'à moitié consciente et ne réagissait pas aux sollicitations. La tête enfermée dans une espèce de scaphandre de plastique qui l'alimentait en oxygène, elle n'avait plus la force de bouger, de parler, ni de s'alimenter. Elle recevait médicaments et nutriments par intraveineuse. On lui a fait tellement de tests que les médecins ne savaient plus où la piquer. «*Le cinquième jour à l'hôpital dans cet état-là, le médecin m'a dit que ma mère allait mourir*», raconte sa fille, Chen Nini.

Deux mois après sa contamination, M^{me} Chen récupère doucement à Wuhan, chef-lieu de la province du Hubei, où le virus est apparu en décembre 2019 et dont la quarantaine imposée en janvier a été assouplie par les autorités, mardi 24 mars. Ceux qui souhaitent quitter la région seront autorisés à le faire dès mercredi s'ils disposent d'une attestation médicale, a fait savoir la Commission de la santé locale. Et l'interdiction des déplacements sera levée le 8 avril à Wuhan, en quarantaine totale depuis le 23 janvier.

Engorgement des hôpitaux

Chen Haotao, elle, pense avoir été contaminée en décembre 2019 dans le marché aux animaux sauvages de Huanan. «*Elle a d'abord été traitée dans une clinique locale, qui ne l'a pas diagnostiquée assez tôt*», se plaint sa fille. Rapidement, l'engorgement des hôpitaux de la ville a rendu impossible l'accès à un lit. «*Nous avions le numéro 1010 sur la liste d'attente*», précise Chen Nini. Une dizaine de jours plus tard, alors que ses symptômes s'aggravent, la mère obtient un lit. Elle est traitée avec l'umifénovir, un antiviral utilisé en Chine et en Russie, mais qui n'est pas approuvé en Occident. Tandis que sa mère se retrouve entre la vie et la mort, un médecin suggère à Chen Nini d'ajouter des anticorps, de l'immunoglobuline de type G, à son traitement. Alors que la Chine avait promis que les frais médicaux des patients seraient couverts, elle doit débours 27 000 yuans (3 529 euros) pour ce traitement. Mais trois jours après l'administration de ces molécules qui renforcent le système immunitaire, la santé de sa mère s'améliore.

Des patients guéris du Covid-19 font de l'exercice dans un centre de quarantaine, le 12 mars, à Wuhan.

CHINA DAILY/REUTERS



Dix jours plus tard, elle est sauvée : on réduit sa dose d'antibiotiques (utilisés pour combattre les risques de surinfections) et elle peut être transférée vers un autre hôpital. L'appareil qui lui permet de respirer est plus petit. On lui donne toujours des antiviraux, mais la médecine chinoise prend progressivement le relais. Aujourd'hui, un mois et demi après son entrée à l'hôpital, elle peut à nouveau descendre de son lit et prendre des douches toute seule. Elle espère rentrer chez elle d'ici deux semaines.

Sa fille, Chen Nini, 32 ans, a présenté des symptômes début février : une toux sèche, restée sans gravité. Son mari aussi semble infecté. Chen Nini lui cuisine des soupes de poulet et lui donne des bains de pieds aux plantes médicinales chinoises. Son oncle, âgé de 55 ans, a eu moins de chance : «*Alors que tout le monde s'inquiétait pour ma mère, lui qui était en pleine santé a été emporté en quelques jours par le virus*», raconte la jeune femme.

Sun Yingchun, professeur de journalisme à l'Université de communication de Chine, à Pékin, a raconté à *Soulker*, un média culturel chinois en ligne, les détails de son calvaire. M. Sun, 50 ans, est un grand gaillard du nord de la Chine à la tignasse épaisse et au bouc grisonnant : il a fallu quatre soignants pour soulever son 1,92 m et ses 100 kg afin de le mettre sur un brancard. Il a rapporté la maladie d'une visite à Wuhan, chez ses parents, début janvier. Il prend pourtant toutes les précautions possibles après avoir lu des informations sur le virus dans la presse étrangère. Mais dix jours après son retour à Pékin, le 24 janvier, il est admis dans un hôpital du centre de la capitale. En plus d'une fièvre carabinée, il présente des symptômes de pneumonie.

Il décrit des médecins en tenues de cosmonautes et des machines de toutes sortes qui ronronnent auprès des lits. A côté de lui, un patient est inconscient. Sun Yingchun a peur : il souffre d'hypertension et a eu une encéphalomyélite,

une maladie du système nerveux, un an plus tôt. Son état s'aggrave rapidement. «*Je ne pouvais dormir qu'une à deux heures par jour. J'étais en permanence dans le coton. Et surtout, je n'arrivais pas à respirer. Je me serais coupé un bras pour une bouffée d'air frais*.» Quand la peur de mourir l'envahit, il tente de se rassurer avec des préceptes bouddhistes. Il entend souvent une femme crier.

«Pleuré pour cette société»

Quelques jours plus tard, le soir du 6 février, alors qu'il va un peu mieux, il apprend la mort de Li Wenliang, l'ophtalmologue de Wuhan qui avait tenté d'alerter ses confrères sur la présence d'un virus de type SRAS dans son établissement, avant d'être interrogé et accusé d'avoir diffusé des rumeurs. Son cas a ému la Chine entière. «*Je pense que tous ceux qui ont pleuré pour Li Wenliang cette nuit-là ont aussi pleuré pour eux-mêmes, et pour cette société*», commente-t-il. M. Sun sait qu'il a la chance d'être traité à Pékin, où le

«Je n'arrivais pas à respirer. Je me serais coupé un bras pour une bouffée d'air frais»

SUN YINGCHUN
patient de 50 ans

système de santé tient le choc, loin des conditions des hôpitaux de Wuhan. Après 14 jours en salle de soins intensifs et autant en service général, il sort enfin. Dehors, explique-t-il, «*chaque respiration est alors devenue un plaisir*».

Tous les patients ne souffrent pas de symptômes aussi violents. Malgré ses 71 ans, Wang Weili n'a contracté qu'une forme relativement bénigne de la maladie : quand elle se rend dans un hôpital de Wuhan pour une forte diarrhée, le 1^{er} février, les médecins vérifient l'état de ses poumons. Ils constatent une légère infection. A l'époque, les capacités de tests sont lar-

gement insuffisantes à Wuhan. M^{me} Wang est un cas suspect. Elle est isolée dans une chambre d'hôtel le 7 février, évitant ainsi de contaminer son mari. Elle ressent des nausées, parfois des maux de tête. Le 12 février, elle est testée positive.

Transférée à l'hôpital, elle est mise sous perfusion : «*On me donnait les mêmes médicaments que ceux que je prenais en comprimés avant, mais là, c'était par intraveineuse*», nous explique-t-elle au téléphone. Après sept jours à l'hôpital, son état est stable, elle est à nouveau placée en isolement dans un hôtel pour 14 jours, avant de rentrer chez elle. Elle devra encore se rendre à l'hôpital pour un dernier contrôle fin mars. «*Je me sens en pleine forme*», dit-elle. Pourtant, cette grand-mère membre d'un groupe de danse s'inquiète encore, pour sa vie sociale cette fois-ci. «*Les gens ont peur de ce virus comme de la peste. Si des amis danseurs découvrent que j'ai attrapé le virus, ils ne voudront plus de moi*», craint-elle. ■

SIMON LEPLÂTRE

De retour à Pékin, une si longue quarantaine pour les voyageurs

Les Chinois et étrangers rentrant dans le pays sont soumis à un protocole strict de la part des autorités, qui redoutent les cas importés

PÉKIN - correspondant

Alors que la France essaie d'empêcher l'arrivée sur son territoire de tous les non Européens, mais laisse 130 000 Français rentrer, se contentant de les contrôler «*au cas par cas*», Pékin mène une tout autre politique. Depuis mi-mars, chacun, étranger comme Chinois, peut entrer dans le pays, mais est placé d'office en quarantaine durant deux semaines.

Depuis le 23 mars, les contrôles se sont renforcés, et plus aucun vol international n'arrive directement à Pékin. Tous les avions atterrissent dans des aéroports situés à des centaines de kilomètres de la capitale, où les passagers sont testés. S'ils sont en bonne santé et si personne n'est malade dans l'avion, ils continuent leur vol sur Pékin. Le cas échéant, ils sont placés en quarantaine dans un hôtel de la ville où ils ont atterri.

A l'aéroport de Pékin, une couleur a pris le dessus : le blanc. De l'équipe médicale aux préposés aux toilettes, en passant par les services de l'immigration, tous les Chinois au contact des voyageurs rentrant de l'étranger sont vêtus de combinaisons intégrales, de masques chirurgicaux, de lunettes et, la plupart du temps, de masques faciaux transparents.

Potentiels pestiférés

Mais l'aéroport n'est qu'un sas. Une fois les formalités habituelles accomplies, chaque voyageur doit monter dans un bus dont l'habitacle est séparé de la cabine par une épaisse toile en plastique. Un véhicule de police ouvre la route à ce convoi de potentiels pestiférés. Direction le Parc international des expositions, transformé en QG de campagne anti-Covid-19 de la ville de Pékin.

C'est là que tout se joue. C'est là que chaque résident se rend de-

vant des médecins de son arrondissement qui, assis derrière une petite table, vont lui dire s'il doit passer sa quarantaine dans un hôtel ou à domicile. Depuis mardi 24 mars, des tests à l'acide nucléique ont également été mis en place. Tout cela est bien organisé. Une famille avec deux adolescents souhaitant rentrer chez elle, arguant qu'elle habite une maison indépendante, a dû attendre une heure. Le temps que le médecin contacte le comité de quartier et que celui-ci mène une rapide enquête. Résultat : les voisins de cette famille ont plus de 80 ans, il vaut mieux que celle-ci ne rentre pas. «*Je les comprends*», témoigne le père, malgré sa déception.

Jusqu'au jeudi 19 mars, les personnes vivant seules, les plus de 70 ans, les mineurs de moins de 14 ans et les femmes enceintes pouvaient rentrer chez eux. Depuis, les célibataires n'y ont plus droit, sans doute pour des raisons

logistiques. A partir du 25 mars, les quarantaines à domicile ne sont en principe plus autorisées.

Chaque jour, une personne relève votre température, la police du quartier vérifie de temps à autre que «*tout se passe bien*», que vous n'avez pas changé de nom ni de numéro de téléphone, les gardiens apportent vos livraisons et les employés désinfectent le seuil de votre porte. Pas question de sortir. Dans certains cas, un déclencheur d'alarme est même posé sur votre porte. Une salariée de Bayer, Australienne d'origine chinoise, a été prise à partie alors qu'elle faisait son jogging, sans masque, durant sa quarantaine. Son altercation avec la police étant devenue virale sur les réseaux sociaux, son employeur l'a licenciée et la Chine l'a expulsée.

Etre confiné à l'hôtel est évidemment encore moins drôle. Si certains se retrouvent placés par leur comité de quartier dans un cinq-

étoiles, d'autres n'ont pas cette chance. «*C'est crasseux. Il y a des mégots de cigarette et des pelures d'orange par terre. Manifestement la chambre n'a pas été nettoyée avant notre arrivée*», témoignent Luc et Capucine Néouze, un couple confiné au sud de Pékin. Evidemment pas question qu'un employé vienne nettoyer la chambre.

Policiers dans les couloirs

En fait, «*seuls des médecins et des bénévoles, d'ailleurs très compétents et aimables, gèrent l'hôtel. Ils dorment à l'étage en dessous du nôtre et portent en permanence d'innombrables vêtements de protection. Leur vie n'est vraiment pas marrante*», constate Luc Néouze. A force de protester, le couple a obtenu de quoi nettoyer sa chambre. La facture n'est pas négligeable : près de 900 euros par chambre, payables d'avance, pour quatre nuits et des plateaux-repas «*franchement pas bons*».

Pas question évidemment de sortir. Un policier rôde en permanence dans chaque couloir de la plupart des hôtels réquisitionnés. L'angoisse du retour et de la quarantaine est tel que plus de 200 Français s'échangent désormais des informations pratiques sur un groupe Wechat créé pour l'occasion. «*Cela permet de se préparer psychologiquement*», remarque Sabine. «*Chapeau à l'organisation en Chine et aux volontaires pendant tout le parcours*», note tout de même Daniel, sans être contredit par personne.

La propagande espère même en tirer profit. Les Néouze ont reçu un appel de leur comité de quartier leur demandant de rédiger un article pour montrer que «*tout se passe bien*». Comme l'indique un slogan à la sortie du Parc international des expositions : «*Le printemps finit toujours par mettre fin à l'hiver*». ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Les pays d'Asie consternés par l'absence de masques en Europe

La Corée du Sud, Taïwan et le Japon s'étonnent du dénigrement d'un accessoire qui a contribué à limiter la propagation du virus chez eux

ANALYSE

Le confinement généralisé de la population en France, après l'Italie et l'Espagne, rend perplexes les pays développés d'Asie. Ceux-ci voient tout à coup des sociétés aux économies sophistiquées n'avoir comme seule solution pour contrer l'explosion des contaminations que de recourir à une méthode primitive, au coût économique immense, que seule la Chine autoritaire, la première touchée par l'épidémie, a dû mettre en œuvre.

En serions-nous arrivés là si nous n'avions pas regardé de haut les mesures prophylactiques mises en place par les tigres asiatiques ? Celles-là même qui ont permis à Taïwan, Hongkong, la Corée du Sud et Singapour, et aussi, jusqu'à aujourd'hui le Japon, de se protéger d'une propagation exponentielle du virus. Voire, comme pour la Corée du Sud, de la juguler.

Les leçons du SRAS de 2003

Une telle riposte, aux allures de ratage, laisse un goût amer à ces pays qui doivent désormais se barricader contre l'arrivée de personnes infectées, venues non plus de Chine directement, mais de pays contaminés dans un deuxième temps.

Tous ces Etats asiatiques ont tiré des leçons de l'épisode de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) survenu en 2003, du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) en 2015 et de plusieurs accès de grippe aviaire. Les aéroports de la région s'étaient alors dotés de caméras infrarouges mesurant la température des passagers, une mesure écartée en France au prétexte que « son efficacité n'est pas prouvée ». Les voyageurs ont pris l'habitude de remplir des formulaires de santé pour les remettre à des préposés en blouse blanche.

Face à l'épidémie de Covid-19, ces protocoles ont été très vite activés et enrichis, afin d'établir la traçabilité des personnes déclarées plus

Une rame de métro où des gens soupirent et toussent est le scénario idéal de propagation de l'infection

tard infectées. Des mises en quarantaine ont ciblé les individus venant de zones infectées, ainsi que des restrictions à l'entrée du territoire – du moins à Taïwan, Hongkong et Singapour.

La mise à disposition de gels hydroalcooliques dans les lieux publics et la désinfection des surfaces ont été la règle depuis le début. Enfin, les gouvernements se sont assurés que des masques étaient disponibles – tout en en réservant suffisamment, et de qualité supérieure, au personnel médical. Certains pays comme la Corée du Sud ont misé sur le dépistage massif.

En France, comme dans le reste du Vieux Continent, cette chaîne prophylactique est largement incomplète, du moins vue d'Asie. Ainsi du port préventif du masque, qui n'est autre qu'un mode de confinement ambulatoire et individuel très largement présent dans la panoplie de la région.

A Hongkong, le microbiologiste Yuen Kwok-yung qui conseille le gouvernement de la région autonome et a fait partie de la délégation de scientifiques qui a visité la ville chinoise de Wuhan en janvier, épice de l'épidémie, a immédiatement préconisé le port « universel » du masque du fait des caractéristiques du virus, très présent dans la salive : pour se protéger soi, mais aussi les autres, en raison de la contagiosité de personnes asymptomatiques ou ressentant peu de symptômes.

Le masque relève en Asie du « bon sens » : une rame de métro bondée où des gens discutent entre eux, soupirent et toussent est le scénario idéal de propagation de l'infection. Dans les villes chinoises, il est ainsi devenu au plus fort de l'épidémie interdit de se déplacer sans masque – ce qui a permis d'autoriser les sorties, tout en régulant leur fréquence au niveau de chaque immeuble. « Vous voulez stopper l'épidémie ? Mettez un masque ! », a lancé Hu Shuli, la fondatrice du site d'information chinois *Caixin*, dans un éditorial daté du 19 mars à l'attention des Occidentaux.

Née il y a des décennies au Japon, où c'est une politesse pour les gens se sentant malades d'en porter, la culture du masque s'est généralisée lors de la crise du

SRAS dans toute l'Asie du Nord-Est. En Chine, la pollution de l'air en a fait un attribut normal du citadin, qui en fait des réserves chez lui.

Aussi, les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), reprises par les pouvoirs publics en France, de n'en porter que si l'on est « malade », ont dérouter en Asie, tout comme l'argument selon lequel les différentes normes de masques rendent compliquée son utilisation.

« Faire fuir le client »

Cela a nourri une culture du déni, et du dénigrement : des vidéos d'incidents montrant des Asiatiques conspués précisément parce qu'ils portaient des masques dans le métro à Paris ont profondément choqué en Asie. Comme le fait que le personnel en contact avec le public français – les policiers, les caissières, les serveurs et le personnel médical non urgentiste – susceptible de propager le virus n'en porte pas. Le port de masque est même parfois proscrit pour le personnel de vente en France par crainte de « faire fuir le client » – l'inverse de l'Asie où un vendeur sans masque indispose.

L'autre argument mis en avant en Europe est de prévenir la pénurie de masques pour le personnel médical. Or, celle-ci a bien lieu, alors que la Chine a rétabli ses stocks et souhaite en livrer aux Etats européens. Les pays d'Asie ont connu des difficultés d'approvisionnement en masques en janvier. La Corée du Sud a mis en place des mesures de rationnement. D'autres ont dopé leurs productions face à la demande.

A Hongkong, des fabriques ont surgi pour en confectionner. A Taïwan, des associations industrielles ont uni leurs forces pour monter soixante lignes de production en un mois. En Chine, General Motors et le constructeur de voitures électriques BYD ont décidé d'en fabriquer en masse. Une réponse dans l'urgence en forme de leçon pour l'Europe. ■

BRICE PEDROLETTI

Afghanistan : le virus complique encore le processus de paix

Le retrait des troupes américaines est ralenti, dans un pays où l'épidémie émerge

Alors que la moitié de la planète est aujourd'hui confinée, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a effectué, lundi 23 mars, un déplacement surprise à Kaboul, pour sauver un processus de paix que Washington pensait avoir lancé pour de bon. Le 29 février, les Etats-Unis ont signé, à Doha, au Qatar, un préaccord bilatéral avec les talibans afghans.

Ce voyage n'a servi à rien. L'impasse est telle que les Etats-Unis ont décidé, dans la nuit de lundi à mardi, de sévir en réduisant, pour 2020, de 1 milliard de dollars (931 millions d'euros) son aide. M. Pompeo se dit prêt à faire de même en 2021. « Nous entamerons également, a-t-il ajouté, un examen de tous nos programmes et projets pour identifier des réductions supplémentaires et allons reconsidérer nos engagements en vue des futures conférences de donateurs pour l'Afghanistan ».

M. Pompeo n'a pas réussi, à ce stade, à réconcilier Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah, dont l'opposition virulente a plongé le pays dans une crise politique qui bloque tout espoir de réconciliation nationale. M. Ghani, président sortant, a été déclaré réélu, le 18 février. Son principal concurrent, Abdullah Abdullah, ex-chef de l'exécutif, revendique aussi la victoire. Les deux hommes ont organisé, le 9 mars, deux cérémonies d'investiture parallèles.

De source diplomatique occidentale, à Kaboul, on indiquait que le secrétaire d'Etat a évoqué « l'urgence » d'engager les pourparlers avec les talibans. Il leur a demandé, pour ce faire, de s'accorder sur la composition du gouvernement, ainsi que sur celle de la délégation chargée de conduire la discussion face aux talibans. Les intéressés lui ont indiqué qu'ils n'étaient pas parvenus à s'entendre.

Lundi, un proche de M. Ghani assurait au *Monde* qu'il avait déjà concédé 40 % des postes de ministre au camp Abdullah, et que la délégation de négociation était passée de 15 à 20 membres pour

répondre aux exigences de leur opposant. M. Abdullah, qui préside le comité exécutif supervisant le travail des négociateurs, entend aussi présider le Conseil des ministres lorsque viendra la question du processus de paix. Inacceptable, pour M. Ghani.

M. Pompeo a aussi voulu faire évoluer la position du président Ghani sur la question des prisonniers talibans. Le texte signé, le 29 février, entre Washington et les talibans prévoit, en effet, qu'en échange de la libération, par les insurgés, de 1 000 membres de forces de sécurité afghanes, 5 000 talibans bénéficieront de la même mesure. M. Ghani s'y est opposé, considérant que cela ne pouvait être qu'un élément de la négociation et non un prérequis.

Le premier mort du Covid-19

Les talibans ont repris les combats deux jours après avoir signé la paix avec les Américains, et assuré qu'ils ne négocieraient rien tant que ces prisonniers ne seraient pas libres. Sous pression, M. Ghani a proposé de laisser partir 1500 talibans, les plus âgés et souffrants, ainsi que les fins de peine. Puis, il libérera les 3500 restants par paquets de 100, au cours des discussions, si les insurgés « réduisent leur violence ».

Dimanche, une réunion inédite par vidéo a réuni des représentants talibans, présents à Doha, et du pouvoir, à Kaboul, pour trouver une issue à cette impasse.

La pandémie de Covid-19 est, en effet, venue se mêler à un processus déjà fort complexe. Les déplacements sont contraints par les fermetures des frontières. Les avions sont cloués au sol. Et même un point central de l'accord de Doha, le retrait des militaires américains, a dû être ralenti. L'Afghanistan a annoncé, dimanche, son premier mort du Covid-19 et 40 cas identifiés. Ces chiffres sont jugés très bas, au regard de la faiblesse du système de santé afghan et d'une longue frontière avec l'Iran, l'un des pays les plus touchés au monde. ■

JACQUES FOLLOROU

Le nombre de contaminations progresse en Asie du Sud-Est

A Bangkok, le gouvernement a imposé la fermeture des principaux lieux d'activité. En Malaisie, l'armée a été appelée à la rescousse

BANGKOK - correspondant
en Asie du Sud-Est

Les dirigeants de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, affichaient depuis le début de l'épidémie de Covid-19 une insouciance quasi totale à l'égard d'une menace en train de se déployer silencieusement depuis le début de l'année à l'intérieur de leurs frontières : l'arrivée en masse de voyageurs chinois avait créé chez eux un premier foyer de contamination, surtout en Thaïlande, pays qu'avait visité, en janvier, environ 7 000 touristes originaires de Wuhan.

La « guerre » qu'ils auraient dû mener était à leurs portes mais ils n'ont pas livré bataille ; leurs pays se situaient sur la « ligne de front », mais ils ont laissé s'installer chez leurs compatriotes un fallacieux sentiment de sécurité. Désormais, c'en est fini de la complaisance : depuis une dizaine de jours, le nombre de personnes infectées grimpe dangereusement, et des mesures proches de celles prises un peu plus tôt en France et en Italie sont en train d'être appliquées.

En Thaïlande, les autorités ont décrété l'état d'urgence, mardi 24 mars, avec plus de 600 cas déplorés, la veille, contre environ 80 voicis une dizaine de jours. Elles avaient déjà ordonné la fermeture de tous les commerces non essentiels de Bangkok. L'épidémie n'a pour l'instant fait qu'un seul mort.

Bangkok, temple extrême-oriental de la consommation, affiche en ce début de semaine un visage pour le moins inhabituel : centres commerciaux, restaurants, bars, stades de boxe – la célèbre *muay thai* –, tous ces lieux de plaisirs sont fermés. Les Thaïlandais sont « invités » à limiter leurs déplacements. Les élèves des écoles, collèges et universités avaient auparavant été contraints de prendre des vacances forcées.

Les décisions et les conseils parfois contradictoires du gouvernement du premier ministre Prayuth Chan-ocha, dont le sens politique et l'habileté à gouverner se limitent largement, en tant qu'ex-général, à avoir été l'auteur du coup d'Etat de 2014, n'ont guère été suivis par la population. L'annonce de dimanche préve-

nant que le royaume allait fermer 18 postes frontières avec le Laos, la Birmanie et le Cambodge, a provoqué la fuite de 80 000 personnes, avec parmi elles de nombreux travailleurs migrants originaires de ces pays frontaliers. Ces masses de gens se sont précipitées lundi dans les stations de bus de Bangkok, provoquant une forte pagaille en périphérie de la capitale. Tout cela, bien sûr, au mépris des mesures de « distanciation sociale » préconisées par les autorités.

Lettres ouvertes de médecins

Les spécialistes redoutent les conséquences virales d'une telle arrivée en masse dans les provinces périphériques du pays, ces dernières restant par ailleurs ouvertes à la libre circulation des personnes : toutes les régions, exceptées Bangkok et deux provinces avoisinantes, continuent de mener une vie quasi normale. Les plages de l'île de Phuket restent très fréquentées par les touristes étrangers.

Des groupes de médecins ont publié des lettres ouvertes dans la presse, relayées par des éditoriaux, avertissant des risques de

dangers d'une « crise majeure » si le gouvernement ne se décidait pas à interdire tous les mouvements de population.

Le comportement des Thaïlandais et les mesures prises localement vont cependant dans le bon sens : alors que le niveau de la crise est à peu près celui que connaissait la France début mars, presque tous les habitants de Bangkok portent un masque. Dans les gares et les aéroports, la température de chaque passager est prise au moyen d'un thermomètre apposé sur le front. A leur arrivée dans des aéroports provinciaux ou dans les ports de petites îles touristiques, rapportent des voyageurs, leur température

En Thaïlande, les plages de l'île de Phuket restent très fréquentées par les touristes étrangers

est à nouveau contrôlée, tandis que les étrangers sont priés de remplir un questionnaire sur leurs récents déplacements.

Avec plus de 1300 cas d'infection et dix morts, la Malaisie est, de son côté, le pays officiellement le plus touché par le virus dans la région Asean. Après avoir décrété, mercredi 18 mars, un « contrôle des mouvements » de la population, le gouvernement vient de décider de faire appel à l'armée.

Des barrages surveillés par les soldats ont été érigés sur les grandes artères de Kuala Lumpur depuis lundi. Ils exigent, selon des résidents interrogés par téléphone, la présence d'un seul conducteur par véhicule et le port d'un masque de protection. Aucune permission n'est cependant requise pour sortir faire ses commissions, même si un ticket de caisse peut-être demandé aux barrages.

L'un des principaux clusters de l'épidémie s'était formé en février après l'organisation par le Tablighi Jamaat, un mouvement de l'islam piétiste fondé en Inde dans les années 1920, d'un événe-

ment qui avait réuni une vingtaine de milliers de personnes dans une banlieue de Kuala Lumpur. Plus de 200 participants ont alors été contaminés.

La décision sans précédent de faire intervenir l'armée dans la Fédération de Malaisie a été prise quand les responsables politiques se sont aperçus, selon le ministre de la défense, Ismail Sabri, que plus de la moitié des Malaisiens avaient plus ou moins ignoré les ordres.

Alors que la Birmanie et le Laos continuent de nier le moindre cas d'infection sur leurs territoires, une exception vive avec un scepticisme croissant par les observateurs, l'épidémie continue de se propager au Cambodge et en Indonésie. A Sihanoukville, dans le Sud cambodgien, 31 touristes français viennent d'être contaminés.

A Bali, un touriste français de 72 ans, retrouvé mort affalé sur sa moto il y a une semaine, a été testé positif, post mortem. 514 personnes ont été infectées en Indonésie, selon les chiffres officiels, et 48 personnes sont mortes à cause du virus. ■

BRUNO PHILIP

En Hongrie, des Iraniens testés positifs menacés d'expulsion

Le premier ministre nationaliste hongrois, Viktor Orban, a lié immigration et pandémie

VIENNE - correspondant régional

Pour eux, la crise du coronavirus pourrait signifier un retour forcé au pays. Quinze étudiants iraniens inscrits dans des universités de Budapest, en Hongrie, sont menacés d'expulsion depuis lundi 16 mars pour ne « pas avoir suivi les instructions » lors de quarantaines liées à la maladie, selon le ministère de l'intérieur hongrois. Des faits que les étudiants contestent, alors que le premier ministre nationaliste Viktor Orban a lié immigration et coronavirus. « Ils ont tourné l'opinion publique contre nous en nous faisant passer, à tort, pour des hors-la-loi », dénonce auprès du Monde l'une de ces étudiantes, sous le couvert de l'anonymat par crainte de représailles, alors qu'elle est actuellement assignée à domicile.

Tout a démarré début mars, quand deux Iraniens de retour de leur pays sont testés positifs au SARS CoV-2. Il s'agit des deux premiers cas en Hongrie. M. Orban dénonce dès lors le rôle de l'immigration dans la propagation du virus. « Comme les mouvements de populations propagent la maladie, et que l'immigration est un mouvement en soi, il y a un lien logique entre les deux éléments, affirme-t-il. L'épidémie a été amenée en Hongrie par des étrangers et se propage parmi les étrangers. » Peu importe que les étudiants iraniens soient tous présents légalement sur le territoire hongrois, où ils payent des frais de scolarité de plus de 10 000 euros par an.

A la suite de ce dépistage, tous leurs contacts, dont plusieurs autres étudiants étrangers, ont été placés en quarantaine obligatoire dans un hôpital de la capitale. C'est ici que les versions divergent. Selon le ministère de l'intérieur, les Iraniens « ont été agressifs avec le personnel et ont quitté la salle de quarantaine sans autorisation ». Un Iranien est même accusé d'avoir jeté des chaises par la fenêtre. Le gouvernement hongrois a ensuite multiplié les messages sur Facebook annonçant que « les Iraniens qui ne coopèrent pas avec les autorités sanitaires, nous les expulserons ».

« Charges hallucinantes »

A leur sortie de quarantaine, le 12 mars, la plupart des étudiants iraniens sont en effet attendus par la police. « On nous a remis des actes d'expulsion avec des charges hallucinantes, comme avoir agi contre la sécurité nationale ou commis des violences envers les employés de l'hôpital. Personne d'entre nous n'avait fait cela », assure l'étudiante interrogée par Le Monde, qui reconnaît juste quelques tensions. « La police était venue nous chercher à 3 heures du matin, sans prévenir, pour nous mettre en quarantaine, les Iraniens, les Coréens et les Nigériens, mais pas les Italiens. A l'hôpital, ils nous ont mélangés alors qu'on ne savait pas qui était malade et qui ne l'était pas. Nous avons juste contesté cette décision. »

Inquiétudes sur la loi d'urgence d'Orban

Le premier ministre nationaliste hongrois, Viktor Orban, est vivement critiqué pour vouloir proroger l'état d'urgence en s'arrogeant des pouvoirs élargis à l'occasion de la crise du coronavirus. Un projet de loi, qu'il a échoué à faire adopter en urgence, lundi 23 mars, prévoit qu'il puisse légiférer sur tous les sujets par décret et la suspension de toutes les élections, pour une durée indéterminée. Le projet prévoit aussi jusqu'à huit ans de prison en cas de non-respect du confinement et cinq ans pour fausses informations, dans un pays où ce motif est souvent utilisé pour attaquer les derniers médias indépendants. Le projet n'a pas obtenu la majorité des 4/5^{es} nécessaire, mais devrait être adopté la semaine prochaine, une majorité plus restreinte suffisant alors.

« Ils ont tourné l'opinion contre nous en nous faisant passer, à tort, pour des hors-la-loi », dénonce une étudiante

« L'un de nos amis a été testé positif, alors qu'on avait été placés dans la même chambre. Cela nous a fait paniquer. Il est sorti de sa chambre pour demander aux responsables de l'hôpital de le mettre dans une chambre à part. Ils lui ont répondu qu'il n'y avait pas de place. Le ton est monté. Un autre Iranien a commencé à hurler. Mais aucune violence n'a eu lieu », abonde un autre étudiant auprès du Monde, en évoquant des problèmes de communication, les étudiants ne maîtrisant pas le hongrois. « Les actes d'accusation sont du copier-coller, les charges n'ont rien de solide, dénonce l'avocat de l'une d'entre eux, Zsolt Szekeres. Avant de les expulser, les autorités devraient d'abord prouver que le crime est suffisamment sérieux pour constituer une réelle menace à l'ordre public. »

Angoisse d'un retour en Iran

Or, sans attendre, dès mardi 17 mars, les étudiants ont reçu un billet d'avion pour l'Iran, pour un vol le lendemain. Ceux-ci contestent immédiatement l'expulsion en justice. « Nous sommes, pour la plupart, vers la fin de nos études, une expulsion va détruire nos vies », dénonce l'étudiante. Sans compter l'angoisse de retourner en Iran dans une situation où la pandémie de coronavirus semble incontrôlable. Leurs recours devraient être examinés à une date indéterminée du fait de la fermeture des tribunaux en raison de l'épidémie, tandis que les autorités iraniennes ont convoqué l'ambassadeur de Hongrie à Téhéran pour lui demander des explications. En attendant, les Iraniens sont tous assignés à résidence avec horaires de sortie réglementés.

Pour M. Szekeres, qui est employé du Comité Helsinki, une ONG qui défend les droits des immigrés, le cas des Iraniens est utilisé « par la propagande gouvernementale pour mélanger une rhétorique antimigrants et l'image de dureté qu'ils veulent envoyer au public hongrois sur le coronavirus ». La présence de cette ONG financée, entre autres, par la fondation du milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, désigné comme ennemi d'Etat par M. Orban, a été dénoncée par les médias proches du pouvoir. « Soros est du côté des Iraniens fauteurs de trouble », a titré le quotidien Magyar Nemzet. La Hongrie, qui a fermé ses frontières à tous les étrangers, comptait, dimanche 22 mars, 132 cas dépistés de Covid-19. Pour la plupart, des citoyens hongrois. ■

GHAZAL GOLSHIRI
ET JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Le pari à risque de l'Afrique du Sud

Le pays est l'un des premiers du continent à confiner sa population

JOHANNESBURG - correspondant régional

Dès l'après-midi, les premiers soldats étaient vus en train de prendre leurs quartiers dans certaines parties de Johannesburg : l'armée sud-africaine commençait son déploiement dans la capitale économique. Le ton était donné. Le confinement national décrété lundi 23 mars au soir par le président Cyril Ramaphosa ne sera pas, c'est un euphémisme, facile à imposer en Afrique du Sud. A partir de sa mise en œuvre, dans la nuit de mercredi à jeudi, il expose même le pays de près de 60 millions d'habitants, l'économie la plus diversifiée d'Afrique, à de possibles difficultés, voire à de graves troubles sociaux. Mais le temps pressait, et l'Afrique du Sud était confrontée à un choix terrible : agir maintenant, avec le risque de voir se produire des débordements liés aux conséquences du confinement, ou laisser exploser l'épidémie, avec la certitude de voir se produire une catastrophe sanitaire aux répercussions sociales par ailleurs inévitables, à plus ou moins brève échéance. Le choix s'est porté sur la première solution, avec un dispositif de combat de l'épidémie.

Dans un document confidentiel du gouvernement que Le Monde a pu consulter, il est prévu que des comités de quartier seront en charge, une fois le confinement mis en place, de passer de maison en maison pour déterminer si des malades s'y trouvent, opérer des tests et prendre des mesures qui, elles, ne sont pas décrites à ce stade. Y aura-t-il des mises en quarantaine forcées ? Le nombre de test est-il suffisant à l'échelle nationale ? Ces questions sont encore en suspens, comme le sont les détails concernant d'éventuels centres pour y regrouper les malades. L'idée d'utiliser les écoles vides a été émise.

Seule certitude : il est encore temps de tenter de juguler la propagation du virus à travers l'Afri-

que du Sud, avant que la situation ne devienne incontrôlable. Bien que n'ayant recensé, lundi 23 mars, qu'un peu plus de 400 cas positifs à travers le pays, et pas de victime à ce jour, le gouvernement sud-africain a donc décidé de mettre en place des mesures sévères afin de stopper la progression du virus. Le nombre de victimes pourrait en effet être très élevé, et créer une réaction en chaîne en paralysant les hôpitaux (à ce stade, il y aurait environ 10 000 lits à travers le pays, et il est possible de tableur sur des millions de malades si rien n'est fait).

Le président Cyril Ramaphosa, lors de son adresse à la nation, en a décrit les grandes lignes avec sobriété et conviction. Il a dit aussi sa détermination à voir mises en place des mesures que, il y a seulement quelques semaines, personne ne jugeait simplement envisageables tant elles semblaient risquées. Certains détails des conditions de cette phase de confinement de trois semaines (dans un premier temps, elle durera jusqu'au 16 avril) doivent encore être précisés.

Fragilités structurelles

Cyril Ramaphosa n'a pas jugé bon de définir, par exemple, si de petites sorties pour un jogging, considérées comme un délassement de nantis, et dont la mention aurait été déplacée dans ce contexte, seraient autorisées. Le point central se résume en quelques mots : « Tous les Sud-Africains devront rester à la maison », en dehors des catégories professionnelles réduites à leur plus simple expression : santé, sécurité, ravitaillement, eau et électricité, secteur financier. Il est aussi prévu que les mines continuent d'opérer, tout au moins celles qui produisent le charbon destiné à alimenter les centrales thermiques, afin d'éviter que l'Afrique du Sud soit plongée dans l'obscurité. En réalité, l'arrêt presque total de l'économie, première conséquence dramatique du confinement, va peut-être permettre à la compagnie nationale, Eskom,

Un confinement revient à affamer, potentiellement, une grande partie de la population sud-africaine

d'être à la hauteur de la faible demande, sans plus craindre les coupures de courant.

C'est la seule note encourageante pour les particuliers, si on considère les risques qu'encourt un pays comme l'Afrique du Sud à être ainsi confrontée à ses fragilités structurelles. Comment demander à un cinquième de la population, qui vit dans ce qu'on appelle avec froideur technocratique des « habitats informels », dont une grande partie est constituée de bidonvilles, de rester chez soi quand la maison n'est qu'un assemblage de tôle et de carton, dans un quartier sans eau courante ni toilettes dignes de ce nom, et où les habitants vivent grâce à de petits salaires gagnés en allant travailler au loin, au mieux, ou grâce au secteur informel, sans la moindre chance d'épargner. Le travail salarié, en Afrique du Sud, implique de couvrir de grandes distances. Un confinement revient donc à affamer, potentiellement, une grande partie de la population.

Face à cette donnée de base, de multiples solutions ont été élaborées. Des distributions d'eau, par exemple, auront lieu dans les régions où sévissent de graves pénuries. Les prix seront encadrés. Un plan national est en train d'être mis en place pour soutenir à la fois les petites entreprises et les salariés, qui se trouveront au chômage technique, mais aussi, sans que les détails soient encore très clairs, les plus exposés des citoyens sud-africains, à commencer par ceux du secteur informel. C'est une forme d'assurance-chômage qui se teste, peut-être.

Même si ces mesures sont exceptionnelles, elles pourraient indiquer la direction de futures réformes pour mettre fin à la stagnation du modèle social qui menace la stabilité du pays, comme on le voit à présent.

Dans ces conditions, il est logique que la protection des plus modestes ait occupé le plus clair du discours de Cyril Ramaphosa. Un « fonds de solidarité » pour soutenir les plus démunis a été créé, et les contributions volontaires sont appelées à l'alimenter. L'idée sous-jacente est que le secteur privé, les grandes fortunes ou les principales sociétés locales, notamment celles contrôlées par le « capital blanc », préféreront s'adonner à un peu de générosité plutôt que de voir brûler l'Afrique du Sud.

Les deux familles les plus riches du pays, les Oppenheimer et les Rupert, ont déjà décidé de donner (à ce fonds ou à un autre mécanisme, ce n'est pas encore clair) 1 milliard de rands (50 millions d'euros) chacune. La somme semble impressionnante, mais Johann Rupert est crédité d'une fortune se montant à 200 milliards de rands, Nicky Oppenheimer à la moitié.

Depuis son arrivée au pouvoir, en février 2018, Cyril Ramaphosa est constamment attaqué par l'opposition radicale, y compris au sein de son parti, le Congrès national africain (ANC), pour sa proximité supposée avec, justement, le « capital blanc » et des figures comme celle, hautement symbolique, de Johann Rupert. Cette période de crise est aussi un pari pour sa propre crédibilité : l'action de solidarité peut, au passage, s'avérer une habile opération de relations publiques, et recoudre la narration nationale sud-africaine en mode héroïque et solidaire, ou au contraire se retourner et pousser à la colère face à la constatation des conséquences effarantes, dans le pays, des inégalités sociales et raciales. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Avec une semaine de retard, Boris Johnson confine enfin le Royaume-Uni

Le premier ministre britannique serait très réticent « à transformer le pays en un Etat policier »

LONDRES - correspondante

Aucun premier ministre n'a envie de prendre de telles mesures : lors d'une courte déclaration pré-enregistrée depuis le 10 Downing Street lundi 23 mars au soir, Boris Johnson a enfin annoncé un confinement de la population britannique, pour éviter d'en arriver à la situation italienne, « sauver des vies et protéger notre NHS [service de santé national] », a insisté le premier ministre.

Jusqu'à présent, le gouvernement s'était contenté de consignes non obligatoires : il conseillait depuis une semaine aux Britanniques de limiter au maximum leurs déplacements et de respecter une distanciation sociale dont beaucoup n'ont pas tenu compte le week-end dernier, préférant profiter d'un beau soleil de printemps dans les parcs londoniens ou sur les plages du Devon. L'épidémie progressant de manière désormais exponentielle (335 morts recensés lundi, 46 de plus que la veille), M. Johnson n'avait plus vraiment le choix.

Pour les trois prochaines semaines, les rassemblements de plus

de deux personnes sont désormais interdits. Les pubs, restaurants, théâtres et écoles ont fermé ces deux derniers jours mais à partir de mardi 24 mars, c'est au tour de tous les magasins non essentiels hors alimentation et pharmacies de fermer le rideau. « Vous ne devez sortir que pour aller au travail, aller acheter à manger ou des médicaments. Vous pouvez encore faire de l'exercice mais une fois par jour, pour un tour en vélo ou du jogging par exemple. Plus de visite aux familles et aux amis », a insisté Boris Johnson.

Communications brouillonnes

Les bibliothèques et les aires de jeux seront fermées, les mariages suspendus, mais pas les enterrements. Si ces consignes ne sont pas respectées, « la police a les pouvoirs d'imposer des amendes et de disperser les rassemblements », a ajouté M. Johnson. Ces pouvoirs extraordinaires sont en partie rendus possibles par l'adoption en cours lundi soir à Westminster, de la loi d'exception « Coronavirus », permettant d'aller jusqu'au confinement obligatoire des citoyens.

Il y a dix jours, Boris Johnson, et ses conseillers scientifiques, pariaient encore sur l'immunité collective (à partir d'un certain pourcentage de la population infectée, l'épidémie ralentit). Ils ont fini par abandonner cette stratégie audacieuse mais potentiellement très meurtrière — elle entraînerait au bas mot la mort de 250 000 personnes, selon les modélisations de l'Imperial College London. Pour autant, depuis, Downing Street a hésité, multiplié les communications brouillonnes, parfois contradictoires, insistant d'abord sur le peu d'intérêt à fermer les écoles et les pubs, revenant sur sa décision quelques jours plus tard par exemple.

En cause, selon les médias britanniques, les dissensions entre les scientifiques conseillant le gouvernement, les tensions au sein même du cabinet, et les réticences du premier ministre à prendre des mesures privatives de liberté dans un pays si attaché aux checks and balances (« contre-pouvoirs »), à l'Etat de droit et à son Parlement. « Le premier ministre est extrêmement réticent à transformer le pays en un Etat

policier, comme l'ont fait d'autres pays », estime une source proche de Downing Street citée par le site en ligne Buzzfeed dans un article publié le week-end dernier.

Le Royaume-Uni est « une terre de libertés », avait ainsi déclaré M. Johnson mercredi 18 mars. « Je ne veux pas en arriver aux mesures qu'on a vues dans d'autres pays, il est important que les Britanniques puissent continuer à sortir et à faire de l'exercice, il est important de maintenir cette liberté », insistait-il encore dimanche 22 mars.

Lundi soir, l'heure n'était plus aux critiques sur son manque de réactivité, sur cette grosse semaine de perdue dans la lutte contre la pandémie, mais à l'union sacrée. « Le premier ministre a raison de demander aux gens de rester chez eux, pour protéger le NHS [National Health Service – Service de santé national] et sauver des vies. C'est la bonne réponse à la pandémie de coronavirus, celle que nous réclamions », a estimé Jeremie Corbyn, leader des travaillistes, principal parti d'opposition au gouvernement Johnson. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Les majors pétrolières prises au piège du Covid-19

Face à la chute des prix du baril, les firmes sabrent dans leurs investissements, au risque d'hypothéquer l'avenir

Est-ce un violent trou d'air ou le début de la fin pour les grandes compagnies pétrolières ? Si personne ne connaît avec exactitude l'ampleur du choc à venir, une chose est certaine : pour les groupes pétro-gaziers, la crise qui s'annonce est à nulle autre pareille. Elle combine une crise sanitaire planétaire, une crise économique majeure et une crise pétrolière aiguë, sur fond d'enjeux climatiques toujours plus pressants.

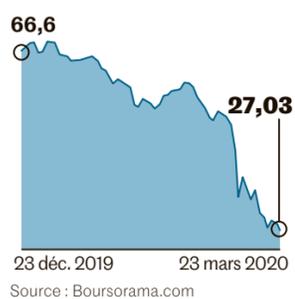
D'abord, le ralentissement de l'activité généré par l'épidémie due au coronavirus a fait chuter la demande pétrolière en Chine, qui tirait jusqu'ici le marché mondial. Les prix du pétrole ont commencé leur lente décrue. Mais, début mars, est venue se greffer une guerre des prix entre les plus grands producteurs de pétrole. La Russie a fait voler en éclats son alliance avec l'Arabie saoudite et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), pour partir à l'assaut des producteurs de pétrole de schiste américain. Le royaume saoudien a répliqué en produisant plus que jamais pour inonder la planète, et a proposé à ses clients des réductions massives pour conquérir des parts de marché. Dans ce jeu où tout le monde perd, les prix ont plongé. Mardi 24 mars, le cours du Brent était à 27 dollars, contre 70 dollars début janvier.

Réduction des investissements

Cette chute est catastrophique pour les pays producteurs. Mais elle représente aussi un risque abyssal pour les compagnies pétrolières : les grandes majors ont toutes annoncé, ces derniers jours, des plans d'économie pour tenter de faire face à la vague qui vient.

Lundi, le groupe français Total a ainsi détaillé un plan de réduction de ses investissements de 3 milliards de dollars (-20%) et un sévère programme d'économies, qui passe de 400 millions à 800 millions d'euros. Le budget 2020 de l'entreprise était basé sur

Cours du baril de Brent, en dollars, à la clôture



un baril de pétrole à 60 dollars en moyenne sur l'année. Si la situation venait à se prolonger, cela entraînerait un manque à gagner de 9 milliards de dollars pour Total, a expliqué le PDG du groupe, Patrick Pouyanné, dans une vidéo adressée aux salariés, dans laquelle il en appelle à leur « capacité de résistance ». Le groupe suspend aussi son programme de rachat d'actions, augmente sa dette et gèle immédiatement la quasi-totalité des recrutements.

Son rival anglo-néerlandais Shell a également annoncé lundi son intention de ne plus verser de dividendes – tout comme le groupe italien ENI ou le norvégien Equinor. Shell s'est aussi lancé dans une opération de coupes sévères, en prévoyant de réduire ses investissements de 20%, soit de 3 milliards à 4 milliards de dollars en 2020.

Aux Etats-Unis, le choc est encore plus fort. Depuis plusieurs années, le boom du pétrole de schiste, en particulier au Texas, a poussé les entreprises à continuer à investir et à augmenter

leurs dettes. Pour une raison d'abord technique : les forages de schiste sont très productifs les premiers mois, mais déclinent ensuite beaucoup plus rapidement que pour le pétrole conventionnel. Pour maintenir le niveau de production, il faut forer toujours plus, ce qui exige des capitaux importants. Avec un prix du pétrole en dessous des 30 dollars le baril, ce modèle est menacé et avec lui, la position des Etats-Unis comme premier producteur mondial – en 2019, le pays avait dépassé les 12 millions de barils par jour, en grande partie grâce à la production texane.

Deux autres éléments sont à prendre en compte : les Etats profitent des prix bas pour remplir leurs stocks nationaux, et la demande est toujours entravée par les restrictions de circulation qui pèsent sur un milliard d'êtres humains confinés. « On arrive à un moment où une compagnie pétrolière qui extrait un baril de pétrole de la croûte terrestre détruit de la valeur, puisqu'il n'y aura plus d'espace pour le stocker ou le brûler »,

résume sans détour le consultant Robert McNally, ancien conseiller de George W. Bush.

Selon une étude du cabinet spécialisé Rystad Energy publiée lundi 23 mars, les compagnies du secteur de l'exploration-production sont susceptibles de réduire leurs projets de 192 milliards de dollars à 61 milliards, soit une baisse de 68% par rapport à 2019. Avec un prix du baril autour de 30 dollars en moyenne sur l'année 2020, le nombre de nouveaux projets lancés serait réduit à la portion congrue.

Gain de temps pour la planète

« Il y avait déjà une tendance globale à la baisse dans les budgets d'exploration-production depuis 2015 », analyse Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du centre énergie de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Or la diminution massive de ces projets porte en elle un enjeu crucial pour l'avenir : pour les majors, il ne s'agit pas uniquement de répondre à la demande croissante de pétrole – le monde consomme

Si l'industrie pétrolière n'investit pas dans l'exploration, elle ne sera plus en mesure de répondre à la demande

environ 100 millions de barils de pétrole par jour –, mais aussi de faire face à une réalité physique. Les puits de pétrole s'épuisent progressivement et perdent en moyenne entre 3 millions et 4 millions de barils par jour de capacité de production chaque année. Autrement dit : si l'industrie pétrolière n'investit pas dans l'exploration dans les prochaines années, elle ne sera plus en mesure de répondre à la demande. Un point sur lequel l'Agence internationale de l'énergie (AIE) alerte régulièrement. La situation actuelle est d'autant plus préoccupante

pour les entreprises du secteur pétrolier qu'elle illustre à quel point elles restent ultradépendantes du prix du baril.

Et ce, malgré la communication des compagnies – notamment européennes – sur leurs investissements dans les énergies renouvelables et la mobilité électrique. « Il va y avoir des interrogations fondamentales sur les stratégies d'investissements de ces entreprises », note M. Eyl-Mazzega, selon lequel certaines entreprises pourraient désormais trouver plus rentable de se tourner vers les énergies renouvelables.

« Face à l'urgence climatique, cela fait gagner du temps à la planète, puisque les décisions pour différents projets d'exploitation de nouvelles ressources de pétrole et de gaz seront très probablement décalées », souligne Cécile Marchand, des Amis de la Terre. Mais celle-ci ne se fait guère d'illusion : le risque est grand qu'il s'agisse seulement d'un simple décalage dans le temps. Pas d'un changement de modèle. ■

NABIL WAKIM

Le secteur parapétrolier face à une crise existentielle

La chute des prix du pétrole heurte de plein fouet un secteur déjà mal en point. Certains groupes français sont en première ligne

Ce sont des entreprises peu connues du grand public, mais centrales pour l'industrie pétrolière. Les sociétés de services, de maintenance et d'exploration pétrolière venaient à peine de se remettre de la dernière crise pétrolière de 2014. Elles font désormais face à une situation encore plus incertaine : la crise qui vient va être profonde et sérieuse. Avec un pétrole passé au-dessous des 30 dollars (environ 28 euros), les grandes entreprises pétrogazières ont annoncé leur volonté de réduire considérablement leurs investissements. Première cible : les nouveaux projets d'exploration de gaz et de pétrole, jugés trop coûteux dans un tel contexte.

Or ces entreprises sont totalement dépendantes des nouveaux projets engagés. Elles fournissent des études sismiques et des ba-

teaux, des capacités de forages, construisent les plates-formes, etc. Certains géants du secteur ont déjà montré leurs faiblesses : aux Etats-Unis, le groupe américain Halliburton – géant du forage connu pour avoir été dirigé par l'ancien vice-président républicain Dick Cheney – a annoncé son intention de licencier 3500 salariés à Houston (Texas), et des dizaines de milliers d'autres travailleurs du gaz et du pétrole de schiste pourraient se retrouver sans emploi dans les prochaines semaines, en particulier dans le Bassin permien, au Texas et au Nouveau-Mexique.

Dans l'immédiat, la crise engendrée par la pandémie due au coronavirus a un effet direct pour ces entreprises : elle perturbe les circuits d'approvisionnement internationaux du secteur, alors que de nombreux matériels sont fa-

briqués en Chine, mais aussi en Italie. Mais c'est la vague de fond de la baisse des prix du brut qui va avoir le plus de répercussions.

En 2014, lorsque le baril avait chuté fortement, les majors du pétrole avaient fait pression sur leurs fournisseurs et sur les sociétés de service pour qu'elles réduisent fortement leurs prix. Les groupes du secteur risquent de se retrouver piégés dans une équation impossible : d'une part, une injonction à baisser leurs tarifs, et, d'autre part, une forte diminution du nombre de projets.

Inquiétude des salariés

Combien de temps ces entreprises pourront-elles tenir si le pétrole reste sous les 30 dollars ? Plusieurs entreprises installées en France risquent d'être durablement touchées. Au premier rang desquelles figure TechnipFMC.

L'ex-fleuron français des plates-formes pétrolières a fusionné lors de la dernière crise, en 2014, avec un équipementier américain, mais ce processus n'est pas allé sans difficultés. Le groupe avait décidé de séparer de nouveau ses activités il y a quelques mois.

Mais cette opération est désormais suspendue : « La justification stratégique de la séparation demeure inchangée », a assuré le groupe, mi-mars, dans un communiqué, mais « l'impact de ces événements a créé un environnement de marché qui n'est pas actuellement propice à la séparation prévue ».

Le groupe emploie toujours plusieurs milliers de personnes en France et gère plusieurs usines sur le territoire. Pour l'heure, TechnipFMC a plusieurs grosses commandes en cours. Mais l'avenir risque d'être sombre. De quoi

susciter l'inquiétude de salariés déjà bousculés par les différentes vagues de réorganisation.

Le groupe français Vallourec risque aussi de se retrouver en grande difficulté : il fabrique des tubes sans soudures utilisés pour les forages et est particulièrement bien positionné aux Etats-Unis, dans le pétrole et le gaz de schiste.

Déjà fragile, il a reconnu, vendredi 20 mars, que la crise actuelle devrait avoir « des conséquences sur les activités du groupe, et plus particulièrement en Amérique du Nord, où de nombreux opérateurs du pétrole et gaz non conventionnel annoncent leur volonté de réduire fortement leurs plans de forage ». Vallourec venait de signer, fin février, un projet de recapitalisation de 800 millions d'euros, qui doit encore être entériné lors de son assemblée générale, au début du mois d'avril.

Deux autres entreprises françaises spécialisées dans les études sismiques et les forages en mer, CGG et Bourbon, sont aussi susceptibles de connaître de grandes difficultés.

La période sera d'autant plus compliquée pour les entreprises qui sont exclusivement centrées sur les hydrocarbures, comme TechnipFMC ou CGG, et qui n'ont pas cherché à se diversifier dans d'autres secteurs, comme l'éolien offshore ou l'hydrogène. La vague sera mondiale, mais les entreprises européennes pourraient être particulièrement concernées. Selon une étude du cabinet spécialisé Rystad, environ 200 entreprises du secteur en Europe pourraient se retrouver en faillite dans les prochains mois – en grande majorité, des acteurs britanniques et norvégiens. ■

NA.W.

L'économie américaine en chute libre

Le chômage pourrait s'envoler à des niveaux jamais atteints depuis la Grande Dépression

NEW YORK - correspondant

Le Tweet a été écrit en majuscules, reflet de l'angoisse de Donald Trump face à l'épidémie causée par le coronavirus. « *Nous ne pouvons pas laisser le remède devenir pire que le mal. A la fin des quinze jours [de semi-confinement], nous aurons une discussion sur la direction que nous voulons prendre* », s'est lamenté le président américain, dans la nuit du dimanche 22 au lundi 23 mars.

Lundi, Larry Kudlow, conseiller économique de Donald Trump, s'est voulu plus explicite sur Fox News : « *Nous ne pouvons pas fermer l'économie. Le coût est trop lourd pour les individus* », a expliqué M. Kudlow, expliquant qu'il faudrait faire des « *compromis difficiles* ». « *Il faut se demander si le confinement fait plus de mal que de bien* », a ajouté M. Kudlow. « *L'Amérique sera de nouveau et bientôt ouverte aux affaires*, a renchérit le président, lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche. *Nous n'allons pas laisser cela se transformer en un problème financier de longue durée*. »

L'heure n'est pas à la levée des barrières sanitaires au détriment de la santé des Américains, alors qu'une étude de l'Imperial College de Londres évoque 2,2 millions de morts américains, si rien n'est fait. Mais la réflexion reflète la panique économique qui s'est emparée des Etats-Unis. L'économie tombe comme une pierre.

Le cas américain est vu comme la continuation logique de la pan-

démie, après l'Asie et l'Europe. En fait, c'est le cœur de la première économie mondiale qui menace de s'arrêter, alors que le pays ne dispose pas du filet social européen. Les simulations sont alarmistes : Goldman Sachs et Bank of America prévoient une récession équivalente à un quart du produit intérieur brut au deuxième trimestre, estimation moyenne entre celle de JPMorgan (-14 %) et de Morgan Stanley (-30 %).

Glissade de Wall Street

Le chômage pourrait s'envoler à des niveaux jamais atteints depuis la Grande Dépression des années 1930. Steve Mnuchin, secrétaire au Trésor, a évoqué un taux de 20 % si rien n'est fait, avant de se faire démentir par Trump. Le président de la Réserve fédérale de Saint Louis, James Bullard, n'exclut pas une envolée à 30 %, ce qui signifierait que 50 millions d'Américains seraient sans emploi sur une population active de 164 millions. Le chiffre des demandes d'allocation-chômage sera connu jeudi 26 mars, mais il s'annonce abyssal, sans doute aux alentours de 2 millions, selon Goldman Sachs. Or, en perdant leur emploi, de nombreux salariés perdent aussi leur assurance-maladie.

L'affaire est aggravée par la chute de la Bourse. L'indice Dow Jones a perdu 37 % de sa valeur depuis le plus haut atteint en février et effacé tous les gains acquis depuis l'élection de Donald Trump. Quelque 10 000 milliards de dollars (9 275 milliards d'euros) se

Au deuxième trimestre, la récession pourrait atteindre -14%, selon JP Morgan, ou -30%, selon Morgan Stanley

sont envolés. Et surtout, rien ne dit que l'affaire est finie.

Instruite par les crises précédentes, la Réserve fédérale (Fed, banque centrale américaine) a agi immédiatement : baisse des taux d'intérêt, qui sont désormais nuls, intervention sans limite pour acheter des bons du Trésor, immobiliers et d'entreprise. Lundi, la Fed a décidé d'agir pour des montants illimités, mesure qui rappelle la décision prise, en 2012, par Mario Draghi, alors président de la Banque centrale européenne (BCE), de sauver « *quoiqu'il en coûte* » l'intégrité de la zone euro.

Cette promesse n'a pas empêché Wall Street de poursuivre sa glissade. En fait, la situation a changé. La crise de 2008 était financière, provoquée par le surendettement de la finance et une bulle immobilière. L'Amérique connaissait un problème de solvabilité et de liquidité des banques, qui a été résolu. Ce problème existe aujourd'hui, mais il n'est pas la cause de la crise. Celle-ci est due à l'arrêt de toutes les activités, notamment des petites

et moyennes entreprises. L'action de la Fed est nécessaire, mais très insuffisante, ce qui permet à Erik Brynjolfsson, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT), de plaisanter sur Twitter : « *Cette crise nous a appris une chose, à savoir que si les Martiens attaquaient la Terre, notre première réponse serait de baisser les taux d'intérêt*. »

La remarque est pertinente. Les sauveurs de la crise de 2020 ne peuvent être que les Etats. Comme l'écrit le *Wall Street Journal*, « *ce que la Fed a appris de Lehman [dont la faillite, en septembre 2008, avait précipité la crise financière], le Trésor doit aujourd'hui l'apprendre avec le coronavirus* ». Selon le quotidien des affaires américain, de même que la banque centrale est le « *prêteur en dernier ressort* », le Trésor américain doit garantir « *un revenu en dernier ressort* ». Aux salariés et aux entreprises.

C'est sur ce point qu'achoppent les négociations entre démocrates et républicains au Sénat, incapables de s'entendre sur un plan de soutien à l'économie qui pourrait tourner autour de 2 000 milliards de dollars. Faute d'avoir un système de chômage partiel et d'assurance sociale, le Trésor devrait envoyer un chèque aux ménages américains. Le chiffre évoqué - 1 000 dollars par adulte - est à la hauteur des enjeux... uniquement si la crise dure un mois.

L'autre sujet porte sur le renflouement des entreprises en faillite, à commencer par Boeing et les compagnies aériennes. Et

ce, alors que les entreprises ont multiplié les rachats d'actions ces dernières années, au détriment des investissements. Même Donald Trump s'est rallié à cette critique. En réalité, ce procès est celui d'hier. Une partie des républicains défendent les rachats d'actions, qui permettent de réallouer les capitaux. Surtout, il convient de sauver l'économie de demain. « *Si nous devons renflouer, renflouons bien* », suggère David Wilcox dans un article publié par le Peterson Institute, think tank de centre gauche de Washington, qui donne la recette : des prêts pour les entreprises qui affrontent des problèmes de liquidités.

Si cela ne suffit pas, c'est qu'elles ne sont pas viables. Il suggère, dans ce cas, un passage par la case dépôt de bilan, comme l'avait fait l'industrie automobile en 2009, puis par l'injection de capitaux par le contribuable, avec garanties pour les salariés et clause de retour à meilleure fortune pour l'Etat. En attendant, les groupes américains font la course aux liquidités.

L'intervention de la puissance publique suscite une vive résistance : l'administration Trump est soupçonnée de corruption, soucieuse de renflouer ses amis et bailleurs de fonds politiques, comme les producteurs de pétrole du Texas et de l'Oklahoma. Le président américain a refusé d'affirmer en conférence de presse que les sociétés de son empire hôtelier ne bénéficieraient pas du renflouement public. « *Je suis sans cesse fustigé*. » ■

ARNAUD LEPARMENTIER

ASSURANCE De nouvelles mesures de soutien aux entreprises

Le secteur de l'assurance a annoncé, lundi 23 mars, le déploiement de nouvelles mesures pour soutenir les entreprises face à l'épidémie de Covid-19. Les compagnies vont « *contribuer à hauteur de 200 millions d'euros* » au Fonds national de solidarité en faveur des très petites entreprises (TPE) et indépendants, a fait savoir la Fédération nationale de l'assurance (FFA) dans un communiqué. Les assureurs « *s'engagent également à différer le paiement des loyers pour les PME et TPE appartenant à l'un des secteurs dont l'activité est interrompue* », a ajouté la fédération. Un certain nombre de compagnies d'assurances sont en effet propriétaires de parcs immobiliers. - (AFP)

AGROALIMENTAIRE

Pernod Ricard anticipe une chute de son bénéfice d'exploitation annuel

Le géant français des spiritueux Pernod Ricard va subir une chute de son bénéfice d'exploitation annuel à cause de la crise du coronavirus, qui bloque les voyages et force les lieux de consommation à fermer, a-t-il révélé, mardi 24 mars. « *Sur la base des nouvelles hypothèses de l'impact [du Covid-19], nous anticipons une décroissance interne du résultat opérationnel courant d'environ 20 % pour l'exercice 2019-2020* », qui s'achève fin juin, a prévenu, dans un communiqué, Alexandre Ricard, PDG du groupe. - (AFP)

L'Allemagne boucle le plus gros plan de sauvetage de son histoire

Berlin va emprunter la somme de 156 milliards d'euros sur les marchés

BERLIN - correspondance

C'est une décision qui en dit long sur le caractère historique de la crise. L'Allemagne, qui s'était faite, depuis une décennie, la fière championne des excédents budgétaires, s'apprête à faire exception au principe constitutionnel du « *frein à la dette* », qui lui interdit tout recours au déficit budgétaire, hors choc exceptionnel. En raison de la crise sanitaire, Berlin va emprunter sur les marchés la somme de 156 milliards d'euros pour sauver son économie du désastre lié à la pandémie due au coronavirus.

L'ampleur des mesures de soutien, qui doivent être votées, mercredi 25 mars, par le Bundestag, n'a aucun équivalent dans l'histoire de la République fédérale. La vitesse avec laquelle elles ont été décidées par le gouvernement et les Länder est également inouïe.

Lundi 23 mars, le ministère des finances a dévoilé officiellement son plan « *Corona* ». Le gouvernement souhaite adopter un budget complémentaire pour l'année 2020 entièrement financé par la

dette. Le ministère des finances a fondé ses besoins de financement sur l'hypothèse d'une chute de 5 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui signifierait une baisse des entrées fiscales de 33,5 milliards d'euros.

Les dépenses, elles, devraient augmenter d'un tiers, soit une hausse de 123 milliards d'euros par rapport aux prévisions. La somme nécessaire pour boucler le budget, 156 milliards, est considérable. C'est presque le double des 80 milliards d'euros que l'Etat allemand avait empruntés pour faire face aux conséquences de la crise économique et financière de 2008-2009.

Une des mesures-phares du plan est un dispositif d'aide directe aux indépendants et aux très petites entreprises (TPE), privés de chiffre d'affaires à cause du confinement. Quatre millions de personnes étaient considérées comme travailleurs indépendants en 2018, a précisé l'institut Destatis, lundi 23 mars. Une enveloppe de 50 milliards d'euros sous forme d'aides directes (et non de crédits) doit empêcher une vague de faillites, qui seraient désastreuses sociale-

ment. Chaque travailleur indépendant ou petite entreprise touchée par la crise sera éligible à une aide immédiate pouvant aller jusqu'à 15 000 euros.

Les locataires et les propriétaires immobiliers pourront aussi se prévaloir du soutien de l'Etat en cas de défaut de paiement des loyers. Les locataires en difficulté ne seront pas expulsables pendant six mois.

Empêcher les faillites

Parallèlement à ce budget complémentaire, le gouvernement veut encore faciliter le recours à l'emprunt des entreprises en cas de défaut de trésorerie. A l'annonce des premières mesures de confinement, vendredi 13 mars, les ministres des finances et de l'économie avaient accordé aux entreprises en panne de liquidités un crédit illimité auprès de la banque publique d'investissement KfW. Ce dispositif a été renforcé lundi. Pour permettre à la banque publique de faire face à l'afflux de demandes, l'Etat fédéral a décidé d'augmenter de 465 milliards d'euros sa garantie maximale à l'établissement, qui s'élève désormais à 822 milliards d'euros. Cette garantie pourra éventuellement être majorée de 30 % par la suite, prévoit le texte.

Et pour qu'aucun doute ne subsiste sur la résolution du gouvernement d'empêcher les faillites, Berlin veut se doter, en sus, d'un « *fonds de stabilisation de l'économie* » d'un volume de 600 milliards d'euros. Cet instrument doit remplir un double rôle. Tout d'abord, fournir des garanties publiques aux emprunts des grandes entreprises, dans le cas où les marchés douteraient de leur ca-

pacité à honorer leurs dettes. Ensuite, il pourra entrer au capital de groupes en difficulté, afin de parer à tout risque d'être achetés à bon prix par des investisseurs étrangers. Lors de la crise financière, l'Etat fédéral était venu au secours de la banque privée Commerzbank par le biais d'un rachat d'actions. La compagnie aérienne Lufthansa, qui fait face à une dramatique chute d'activité, pourrait être l'une des premières à demander l'aide de l'Etat.

Ce méga plan de sauvetage n'a suscité aucune réserve ni du côté des politiques ni de la part des économistes, habituellement les plus opposés au recours à la dette. Le plan adopté lundi a un potentiel d'action de plus de 1200 milliards d'euros. Certains garde-fous ont cependant été précisés : le tabou d'une mutualisation de la dette au niveau européen n'a pas sauté. Pas question non plus d'abandonner, à terme, l'obligation d'équilibre budgétaire.

Malgré l'énormité des chiffres, des craintes subsistent sur les conséquences sociales de la crise. Si elle devait durer plusieurs mois, les mesures destinées aux indépendants seraient insuffisantes. L'IAB, le centre de recherche lié à l'agence pour l'emploi, estime qu'en cas de recul de l'activité de 4,7 %, son scénario le plus pessimiste, l'Allemagne pourrait passer de 2,4 millions à 3 millions de chômeurs. Pour l'instant, l'agence croule sous les demandes d'indemnisation du chômage partiel : selon le ministère du travail, 2 millions de personnes pourraient être forcées à réduire leur temps de travail d'ici à la fin de l'année. ■

CÉCILE BOUTELET



PERTES & PROFITS | COMMERCE

PAR PHILIPPE ESCANDE

Le mythe de la mondialisation heureuse

On les appelait les « *semeuses de peste* », ces sorcières que l'on brûlait allégrement, accompagnées de juifs et de lépreux, lors de la grande peste noire qui démarra en France en 1348. Aujourd'hui, seul le président chinois Xi Jinping se risque à invoquer le démon pour désigner le coronavirus. Mais comme au Moyen Age, chacun cherche son coupable parmi ses convictions. Pour Donald Trump, ce sont évidemment les Chinois, pour d'autres la pollution, le capitalisme, le totalitarisme, la mondialisation libérale... Cette dernière fait un bon suspect. En encourageant la circulation des hommes, des biens et des idées, elle a préparé le terrain à la propagation massive du virus. D'ailleurs, elle est partie de Chine, berceau et premier bénéficiaire de la mondialisation de ce début de siècle. Ce n'est pourtant pas nouveau non plus. Déjà au XIV^e siècle, la peste avait pris le chemin de la Route de la soie dans les bagages des marchands génois. Bien avant notre civilisation capitaliste et globalisée.

Gagner en souveraineté

En revanche, comme la peste du Moyen Age avait activé la chute de l'empire romain d'Orient, les grandes épidémies, comme les guerres, accélèrent le déclin des ordres anciens les plus fragiles. Le coronavirus est en train de faire vaciller le mythe déjà chancelant de la mondialisation heureuse. L'acrimonie progressive des Etats-Unis contre la Chine, avec son cortège de rétorsions, de taxes douanières et d'interdits, avait déjà commencé à affaiblir l'empire chinois, coupable de

vouloir supplanter l'Amérique et détruire sa prospérité. A cela s'ajoutent les peurs technologiques et environnementales dans les pays développés. L'heure du repli nationaliste a sonné. C'était d'ailleurs le thème de campagne de Donald Trump.

Ce combat américain a soulevé un vent d'inquiétude en Occident sur le thème de la souveraineté menacée par la perte de ses capacités industrielles. Du côté des entreprises, la guerre commerciale a fait s'élever des barrières et naître des inquiétudes. Celles-ci étaient les grandes gagnantes de la mondialisation, avec la mise en concurrence de tous les employés et usines dans le monde. Elles découvrent l'autre face de la pièce : une dépendance dangereuse. Place à la diversité et à la proximité. Au principe d'efficacité qui faisait rechercher la moins chère des solutions s'est substitué un principe de sûreté quand arrive l'imprévu. L'Etat n'est-il pas dans la même situation quand il s'aperçoit un peu tard que neuf dixièmes des masques de protection sont produits en Chine ? Alors on invoque, comme l'a fait le président de la République jeudi 19 mars, ou son ministre de l'économie dans la foulée, la nécessité de changer de modèle. Ce sera l'un des chantiers de l'après-crise, assure Bruno Le Maire, en évoquant la réorganisation des chaînes de valeur pour « *gagner en indépendance et en souveraineté* ». La pandémie nous fera-t-elle basculer dans ce monde plus étroit et autosuffisant ? Si la reprise est rapide, le vent de la réalité effacera ces bonnes intentions écrites sur le sable. Si elle s'éternise... ■

L'Europe suspend le pacte de stabilité

Sans hésiter, ils ont provisoirement enterré le pacte de stabilité et de croissance, et ce, sans limite dans le temps. Lundi 23 mars, les ministres des finances de l'Union européenne, réunis par visioconférence, ont décidé d'activer la clause dite de « *suspension générale* ». Imaginée en pleine crise de la zone euro et jamais utilisée jusqu'ici, celle-ci prévoit qu'en cas de crise grave et généralisée à l'ensemble de l'Union européenne, les Vingt-Sept puissent se délester des contraintes budgétaires auxquelles ils sont habituellement soumis. A commencer par celle qui fixe le niveau maximal de leur déficit public à 3 % du produit intérieur brut (PIB). « *Le texte était prêt avant, il n'y a même pas eu de discussion* », précise une source.

Les fabricants de respirateurs montent en cadence

Face à l'urgence de la situation, les spécialistes mondiaux reçoivent le soutien d'une partie de l'industrie

C'est le dernier recours, l'ultime chance de survie pour les victimes du Covid-19 qui se trouvent en détresse respiratoire aiguë. Les appareils d'assistance respiratoire risquent pourtant de manquer rapidement en France, comme dans la plupart des pays, pour ces malades de plus en plus nombreux dans les hôpitaux. Dimensionnés pour une activité normale, les 5000 lits de réanimation équipés de ces respirateurs officiellement recensés à ce jour, et les 7000 lits de soins intensifs dotés d'appareils plus légers, pourraient se révéler insuffisants.

En l'absence d'un inventaire officiel de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) dépendant du ministère de la santé – que certaines sources disent en cours –, on ignore de combien de respirateurs dispose le pays. L'information en provenance des industriels, dont les plus importants sont américains, allemands, suisses, suédois et chinois, est également parcimonieuse, même s'ils sont « tous mobilisés pour répondre à une demande qui explose », affirme une porte-parole du Syndicat national de l'industrie des technologies médicales.

Le PDG de GE Healthcare, Kieran Murphy, qui concentre la produc-

tion dans son usine du Wisconsin, note que « la demande d'équipements médicaux est sans précédent ». Pour relever ce « défi mondial », il a accru sa capacité de fabrication « avec l'ajout de chaînes de production et le renforcement des effectifs dans les équipes pour produire 24 heures sur 24 ». Reste à savoir où iront ces appareils, alors que les Etats-Unis n'en sont qu'au début de la pandémie.

Mobilisation de temps de guerre

La question se pose aussi pour les autres américains, Medtronic et Resmed, les allemands Löwenstein et Dräger, le suisse Hamilton. « On nous en demande des centai-

nes chaque semaine », témoignait, dès la mi-mars, Christophe Hentze, directeur général France de Löwenstein Medical, sur Franceinfo, et son usine de Hambourg met les bouchées doubles.

Le groupe Air liquide, numéro deux mondial des gaz industriels (notamment pour l'oxygène fourni aux hôpitaux), dispose de deux usines de fabrication en France, à Antony (Hauts-de-Seine) et à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Le premier assemblée des respirateurs hospitaliers, le second des appareils de ventilation à domicile. « Pour livrer les marchés français et européens », le groupe a mis en place des équipes de nuit et de

Airbus a des discussions avec des constructeurs automobiles pour produire des composants

week-end : le site francilien passera d'une production de 500 appareils à 1100 en avril ; celui du Sud-Ouest, de 200 à 600 appareils, utilisables dans les hôpitaux provisoires dressés par l'armée.

La question du prix de ces appareils n'est pas un problème, même s'ils coûtent entre 10 000 et 45 000 euros selon leur sophistication. C'est la vie de dizaines de milliers de malades qui est en jeu. Une partie de l'industrie, très éloignée du secteur médical, se mobilise d'ailleurs pour apporter son concours à une activité modeste au niveau mondial. Airbus mène ainsi des discussions avec des constructeurs automobiles et d'autres secteurs, au Royaume-Uni et en Espagne, pour produire des composants et mettre sa puissance technologique (imprimantes 3D...) et des sites à la disposition des fabricants qui assemblent ces respirateurs. « On attend une feuille de route plus précise dans les jours à venir », indique un porte-parole.

En Italie, c'est au début du mois de mars que le président du Conseil, Giuseppe Conte, a téléphoné à Gianluca Preziosa, patron d'un petit fabricant de respirateurs, pour l'appeler à l'aide. Son entreprise de Bologne, Siare Engineering, a reçu l'appui de

techniciens de l'armée, mais aussi de Fiat-Chrysler et de Ferrari, pour l'aider à atteindre son objectif : produire 2000 appareils en quatre mois, quand il n'en sort d'ordinaire que 160 unités par mois.

D'autres constructeurs automobiles, américains, européens et japonais, forts de leurs compétences dans les systèmes de ventilation, l'électronique, l'ergonomie et la maîtrise de la chaîne logistique, se sont mis sur les rangs dans plusieurs pays. Une véritable mobilisation de temps de guerre. Jusque sur Internet, où des concours d'innovation sont lancés, parfois avec fortes récompenses à l'appui, pour concevoir très vite des appareils abordables.

La crise passée, il faudra se poser la question des équipements médicaux à prévoir pour une crise, et renforcer la réserve sanitaire existant pour des cas de catastrophe naturelle et industrielle ou d'attaque (nucléaire, chimique, bactériologique...). Dans son allocution télévisée du 12 mars, M. Macron avait souligné la nécessité de retrouver une souveraineté pour les produits de santé, qu'il s'agisse des principes actifs à la base des médicaments (en partie venus de Chine, d'Inde et des Etats-Unis), des matériels de protection (gels, masques) et des tests.

La Commission européenne a annoncé, jeudi 19 mars, la création d'une « réserve stratégique d'équipements médicaux de soins intensifs, tels que des respirateurs », dans laquelle les pays de l'Union pourront puiser. « Presque tous semblent avoir été pris par surprise » et les pénuries se font « pressantes », a constaté le commissaire européen en la gestion des crises, Janez Lenarcic.

JEAN-MICHEL BEZAT

Les entreprises participent à l'effort en produisant des masques

PETITES ET GRANDES SOCIÉTÉS répondent à l'appel des pouvoirs publics pour livrer masques et flacons de gel hydroalcoolique. Si la production de flacons de cette solution désinfectante est simple – L'Oréal, L'Occitane, Chargeurs et LVMH y ont converti des usines –, la fabrication de masques est plus complexe. « Les besoins sont immenses », observe Guillaume Gibault, PDG du Slip Français qui, au nom de la filière mode et luxe, coordonne 90 fabricants textiles et confectionneurs, prêts à produire des masques antiprojection de salive et des masques alternatifs au modèle FFP2 qui protège d'une contamination au Covid-19.

Selon la direction générale des entreprises, il en faudrait 100 millions par mois pour équiper le personnel de santé dans le pays. Or, le stock de l'Etat s'élève à 86 millions d'unités. « Il était de 117 millions de masques chirurgicaux au début de la crise », a rappelé le premier ministre, Edouard Philippe, sur TF1, lundi 23 mars, en avouant que leur consommation était « considérable, supérieure aux prévisions ». Deux jours plus tôt, le ministère de la santé avait indi-

qué qu'il allait en commander 250 millions. Les quatre fabricants français de masques FFP2 certifiés ont augmenté leur cadence de production. Le but de l'exécutif est aussi de répondre à la demande des « entreprises de l'agroalimentaire, des hypermarchés, des officines de pharmacie, de la gestion de l'eau et des déchets », précise M. Gibault. Dans nombre d'entre elles, le personnel exige d'être équipé, sous peine de faire valoir son droit de retrait.

Demandes de tests

L'import de Chine est une piste pour remédier à la pénurie. Le don aussi. LVMH livrera 10 millions d'unités aux autorités, dont 3 millions de FFP2, tandis que Kering leur remettra 3 millions de masques chirurgicaux. Encadrés par un premier cahier des charges établi par l'Institut français du textile et habillement, des fabricants français se sont mis à la production de masques antiprojection qui n'ont pas les propriétés barrières des FFP2. L'usine picarde de Chargeurs fournit sa première série gracieusement à La Poste. En Normandie, les tricots

Saint James ont lancé une production de masques en tissu. Les fabricants de slips Eminence et Lemahieu ont élaboré leur modèle. Tout comme Oscar de la Table.

Au total, 238 000 pièces peuvent être fabriquées chaque jour dans l'Hexagone, assure M. Gibault. Reste à obtenir « un référentiel commun » auprès des autorités, chaque modèle devant présenter la filtration adéquate. « La direction générale de l'armement [DGA] est chargée de caractériser les différents éléments », explique Pierrick Chalvin, délégué général d'Unitex, organisation professionnelle d'Auvergne-Rhône-Alpes. Or, le laboratoire de la DGA sis à Vert-le-Petit (Essonne), croule sous les demandes de tests. Deux prototypes ont obtenu ladite « caractérisation » : LTC et Boldoduc. A Charlieu (Loire), le premier sort 100 000 unités par jour. Et le second fait appel à 1500 couturières qui, à domicile, assemblent les pièces découpées et stérilisées à Dardilly (Rhône). Les 50 000 unités produites par jour évitent à cette PME de 50 salariés le recours au chômage technique. ■

JULIETTE GARNIER

Le transport public contraint de s'adapter à la crise sanitaire partout dans le monde

Les opérateurs doivent gérer la baisse du trafic et assurer, en priorité, la mobilité des soignants

Royaume-Uni, Etat de New York, Allemagne... Après, l'Italie, l'Espagne et la France. Le Covid-19 répand la pratique du confinement au fur et à mesure de son avancée mondiale vers l'Ouest. La conséquence se fait sentir dans tous les secteurs de l'économie, mais c'est un enjeu particulier pour le transport public, qui doit à la fois accompagner la diminution des déplacements et continuer à transporter soignants et autres travailleurs essentiels.

Le groupe français Transdev, premier opérateur de transport public à travers le monde, est un bon indicateur de ce phénomène. L'entreprise, filiale de la Caisse des dépôts, qui a publié des résultats 2019 plutôt bons, a des activités dans près de 650 réseaux (dont environ 400 en France) à travers 18 pays. « Pour nous, la France est en avance de phase par rapport au reste des zones où nous sommes présents », explique

Thierry Mallet, le PDG de Transdev. Nous y constatons une diminution de la fréquentation d'environ 90 %, une baisse des circulations des trams et bus de 50 % à 70 % et une réduction des effectifs sur le terrain d'environ 50 %.

« Ailleurs en Europe, nos réseaux n'en sont pas à ces niveaux », ajoute M. Mallet, mais ils commencent à prendre la tendance française. Nous constatons un recul de 30 % de la fréquentation de nos trains régionaux en Allemagne et de nos réseaux de bus aux Pays-Bas. Même chose par endroits aux Etats-Unis : en Géorgie, à New York ou en Californie. »

Transdev n'étant pas présent en Espagne et en Italie (où le transport public a lui aussi été très réduit), la France lui sert donc de laboratoire du coronavirus. C'est le cas en particulier à Mulhouse, très touché par le Covid-19, et où l'entreprise gère les transports urbains. « Face à la crise, nous avons trois priorités, qui sont les

mêmes partout dans le monde, détaille M. Mallet. Avant tout, garantir la sécurité sanitaire de nos personnels et passagers ; ensuite, assurer un service minimum ; enfin, protéger économiquement nos entreprises. »

Modèles économiques différents

Pour la sécurité sanitaire, le groupe tricolore a mis en place des procédures, qui ont été également intégrées dans un décret pris le 19 mars par le ministère des transports et généralisées au transport public français : arrêt de la vente physique des billets, entrée dans les bus et trams par la porte arrière et condamnation des places situées à proximité des chauffeurs. « Les personnels en sont en général satisfaits. Nous avons peu de cas de droit de retrait, précise Thierry Mallet. Nous sommes très attentifs à maintenir sur ce sujet un dialogue permanent – au moins une réunion quotidienne – avec les syndicats. »

L'autre défi, c'est le service minimum. Un peu partout, la priorité est de plus en plus donnée au transport des soignants. Ainsi la RATP fait-elle fonctionner vingt navettes gratuites réservées aux personnels de santé. A Anney, des bus supplémentaires relient les pôles de transport aux centres hospitaliers. A Nice, toutes les lignes de bus vont être supprimées à partir de mercredi 25 mars, sauf celles desservant des établissements de santé. A Rouen, Transdev a adapté ses horaires pour une meilleure desserte du CHU.

Au Havre, le transport pour personnes à mobilité réduite est transformé en transport à la demande pour les soignants.

Dans ce grand chambardement, il faut malgré tout garder un œil sur la pérennité économique de l'entreprise. « Nous surveillons nos niveaux de cash tous les jours », souligne le patron de Transdev. C'est vital pour pouvoir continuer nos opérations et payer nos chauffeurs. »

Le groupe doit composer avec des modèles économiques très différents. En France, en particulier (mais pas seulement), ses clients, c'est-à-dire ceux qui paient, sont plutôt les autorités organisatrices de la mobilité (villes, régions). Mais ailleurs, la part payée par l'utilisateur peut être beaucoup plus forte : c'est le cas aux Pays-Bas et encore plus au Portugal, où le chiffre d'affaires est issu à 100 % de la vente de billets.

« Nous négocions avec nos autorités pour tâcher de diminuer l'incidence de la crise », explique Thierry Mallet. A Dublin, nous avons un accord pour que nos frais sur le réseau de tramway soient pris en charge. Mais là où la recette voyageurs est plus forte, la baisse de fréquentation est plus dure à encaisser. En France, nous avons dû mettre du personnel au chômage partiel, en particulier dans le transport scolaire. Transdev est en bonne position pour affronter cette tempête. Mais elle est violente. Et elle ne fait que commencer. » ■

ÉRIC BÉZIAT

Colis, courriers : La Poste réduit ses tournées

Le temps de travail des facteurs et des personnels va être progressivement baissé

La Poste n'est désormais plus en mesure d'assurer ses tournées habituelles, six jours sur sept. La pandémie due au coronavirus a déjà entraîné une réduction des effectifs de l'opérateur public. Selon nos informations, le groupe a décidé, lundi 23 mars, de prendre les devants en adaptant son organisation, « pour protéger la santé des postiers et assurer ses missions essentielles ».

Les mesures qui auront le plus de conséquences pour les Français concernent la distribution de courrier et des colis. Le temps de travail des facteurs et des personnels dans les centres de tri va en effet être peu à peu réduit, « sans impact sur la rémunération », précise le groupe. Ils travailleront quatre jours la semaine du 23 au 28 mars, puis trois jours par semaine à partir du lundi 30 mars.

La tournée des facteurs n'aura alors plus lieu que trois fois par semaine, « au maximum », précise un dirigeant de La Poste. « Si l'absence de progression, si le confinement devient plus contraignant, il y aura moins de passage », prévient-il. Les journaux ne pourront plus être distribués par voie postale quotidiennement dans les boîtes aux lettres, « mais plus de 80 % des abonnements de la presse quotidienne sont aujourd'hui livrés par portage », souligne l'opérateur public.

Concernant les différentes missions du facteur, la priorité sera donnée aux services assurant un lien social avec les clients (portage des repas aux seniors, des médi-

caments et produits sanitaires nécessaires aux personnels soignants, offre « Veuillez sur mes parents »). Cette nouvelle organisation du travail ne remettra pas en question le passage quotidien pour ces services de proximité.

1160 bureaux ouverts sur 7700

La Poste, qui distribue plus de 1 million de colis par jour, appelle d'ailleurs ses clients à concentrer leurs commandes et leurs envois sur ce qui est strictement nécessaire. Quant aux bureaux de poste, la grande majorité d'entre eux sont désormais fermés : seuls 1600 resteront ouverts (sur 7700), avec pour missions prioritaires l'accès au cash des clients. Le groupe réfléchit à ouvrir parallèlement des bureaux dédiés aux colis en instance, qui chaque jour s'accumulent par milliers derrière les comptoirs.

Cette nouvelle organisation autour d'un service postal de base se met en place, alors que six syndicats de l'établissement (CGT, CFDT, SUD, CFE-CGC, CFTC et UNSA) avaient interpellé, vendredi 20 mars, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, et leur PDG, Philippe Wahl. Dans un courrier, ils demandaient une « discussion au sujet des missions que devrait assurer prioritairement le groupe La Poste » pendant la crise du coronavirus. Ils alertaient sur la situation sanitaire et sociale au sein du groupe, où « les conditions de sécurité sont bien loin d'être maximales ». ■

VÉRONIQUE CHOCRON

Résultats 2019 en hausse pour Transdev

Avec un chiffre d'affaires de 7,4 milliards d'euros (en hausse de 6,7%) et un bénéfice net de 45,7 milliards (contre 96 millions de pertes un an auparavant), le groupe de transport public urbain Transdev affiche des résultats 2019 en amélioration par rapport à 2018. La nouvelle stratégie de l'entreprise, qui consiste à se recentrer sur le transport public subventionné, semble porter ses fruits. « Ces résultats sont d'abord dus à notre performance opérationnelle, se satisfait Thierry Mallet, le PDG de Transdev. Ils sont donnés sans l'artifice comptable qu'aurait pu être une reprise des provisions qui avaient alourdi les comptes l'an dernier. » Seul point noir : une forte hausse de la dette, qui a plus que triplé par rapport à 2018, pour atteindre 1,86 milliard d'euros.

LRM divisée sur la candidature d'Agnès Buzyn

Certains macronistes plaident pour que l'ancienne ministre de la santé soit écartée du second tour parisien

Retour au monde médical pour Agnès Buzyn. Après avoir stoppé net sa campagne pour la mairie de Paris au lendemain du premier tour, l'ancienne ministre de la santé a demandé sa réintégration à l'hôpital. A titre bénévole, elle aide déjà pour quelques jours Unicancer à s'organiser face à la crise du coronavirus, selon une information du *Journal du dimanche* confirmée au *Monde* par cette structure qui fédère dix-huit centres privés de lutte contre le cancer français. La spécialiste d'hématologie et de cancérologie espère ainsi se rendre utile, dans cette période où le système de santé manque de bras.

Cette décision marque-t-elle la fin de sa carrière politique ou une simple parenthèse? Concrètement, Agnès Buzyn va-t-elle rester la tête de liste de La République en marche (LRM) pour le second tour des municipales à Paris, envisagé pour le 21 juin, selon le projet de loi adopté par le Parlement dimanche 22 mars? Lors d'une réunion téléphonique avec son équipe, mercredi 18 mars, l'ex-ministre ne s'est pas posé la question. « C'en était étrange, raconte un participant. Sans un mot d'analyse de notre mauvais score, on a parlé de la suite de la campagne, des éléments à changer dans le programme... Un peu comme les personnages de dessin animé qui continuent à courir dans le vide. »

Un dirigeant macroniste le confirme: « Agnès m'a assuré qu'elle voulait continuer. Elle est toujours candidate dans sa tête et entend bien le rester, après avoir repris sa casquette de médecin le temps de la crise. »

« C'est impardonnable »

Pour certains, il y a pourtant de quoi s'interroger. Non seulement la candidate désignée un mois avant le premier tour pour remplacer Benjamin Griveaux n'a pas réussi le miracle espéré: ses listes ont réuni 17,3 % des suffrages exprimés, loin derrière celles d'Anne Hidalgo (29,3 %) et de Rachida Dati (22,7 %), ce qui rend hors de portée une victoire de la majorité dans la capitale. Mais surtout, ses confidences au *Monde* sur la « mascarade » que représentait à ses yeux cette campagne en pleine épidémie et ses critiques à demi-mot du manque de réactivité de l'exécutif face au coronavirus ont semé le trouble. S'appuyant sur ces déclarations, trois

Pendant un déplacement d'Agnès Buzyn lors de sa campagne à Paris, le 23 février.

JULIEN MUGUET
POUR « LE MONDE »



médecins, représentants d'un collectif de soignants, ont porté plainte jeudi contre Agnès Buzyn et contre le premier ministre, les accusant de s'être « abstenus » de prendre à temps des mesures pour endiguer l'épidémie.

L'ex-ministre peut-elle rester candidate? Au sein de LRM, le sujet reste un dilemme. Trois positions coexistent. Pour les plus radicaux, les propos d'Agnès Buzyn dans *Le Monde* la disqualifient. « C'est impardonnable, estime un membre du bureau exécutif du parti. En mettant en cause le sommet de l'Etat sur un sujet où il peut y avoir des milliers de morts et des poursuites pénales, elle a tiré à balles réelles sur la République! »

« Jeter le discrédit sur l'ensemble du gouvernement dans un moment si compliqué et alors que les gens croient toutes les fake news qui circulent, c'est totalement inconscient. Cela va laisser des traces très profondes », abonde un autre. Pour eux, le parti présidentiel n'a d'autre choix que de « débran-

cher » cette candidate « absolument pas au niveau », après ce qu'ils considèrent comme un « suicide politique ». Ils préconisent donc d'« abandonner », en gardant des listes dans les arrondissements, mais sans avancer de nom de remplacement.

De la pure « science-fiction »

D'autres macronistes estiment nécessaire que le parti présidentiel présente une figure pour le tour décisif. A leurs yeux, la meilleure solution serait donc de « changer de candidat ». Autrement dit de trouver... un troisième chef de file pour cette campagne folle dans la capitale! « Comme on ne peut pas continuer avec Buzyn, et ne pas être présent, c'est la moins mauvaise option », estime un cadre du parti. « On aura tout connu dans cette élection, c'est dingue... », souffle un membre de l'équipe de campagne. Resterait alors à trouver le bon profil... « Le problème, c'est que personne ne se dégage pour prendre la relève », observe un

stratège de LRM. Cela n'avait déjà pas été simple de remplacer Griveaux. Alors là... »

La dernière option préconisée en interne consiste à ne rien changer. Plusieurs dirigeants veulent ainsi maintenir la candidate affaiblie, en estimant qu'elle a commis « une erreur », mais qu'elle doit « continuer ». Un scénario poussé, en particulier, par le premier des marcheurs. « Il n'y a pas de doute, Agnès Buzyn sera encore notre candidate pour le second tour », affirme au *Monde* le délégué général de LRM, Stanislas Guerini, qui s'est entretenu avec elle, à la suite de ses propos critiques sur la gestion de la crise du coronavirus.

« Agnès Buzyn est arrivée en troisième position du premier tour, elle est notre candidate pour le second tour, et il n'y a pas de raisons, à ce stade, de remettre cela en question », abonde la députée LRM de Paris, Laetitia Avia. « A titre personnel, je l'espère », précise la porte-parole du parti présidentiel, qui

« Le problème, c'est que personne ne se dégage pour prendre la relève », observe un stratège de LRM.

s'est engagée dans la campagne de Benjamin Griveaux puis dans celle de l'ex-ministre de la santé.

« On ne peut pas se payer le luxe d'avoir un troisième candidat, estime un cadre de LRM, partisan du statu quo. Il faut assumer le moment de faiblesse d'Agnès, qui a parlé comme un médecin et non comme un politique, et ne pas tout changer une nouvelle fois. Dans ce quinquennat, où les choses tangent souvent, on ne peut pas se permettre de fusiller chaque personne qui fait une erreur... »

Plusieurs macronistes estiment surtout que cette question n'est pas prioritaire en pleine crise sanitaire. « Echafauder des plans pour le second tour, c'est de la science-fiction à l'heure actuelle », évacue un proche d'Emmanuel Macron. Pour un autre, le sort de M^{me} Buzyn dépend moins d'elle ou du parti que de la manière dont le pays sortira de l'épidémie. « Dans quel état sera le pays? Quel sera l'avis des Français sur notre gestion de la crise? Tout ça rejaillira très fortement sur Agnès », juge un poids lourd de la majorité.

Pour certains, le plus plausible est que les élections soient repoussées bien au-delà de juin, et que le premier tour soit annulé. « A ce moment-là, reprendra-t-on Agnès Buzyn pour tout recommencer? », se demande une tête de liste parisienne. Heureux de ne pas avoir à répondre à la question dans l'immédiat. ■

DENIS COSNARD
ET ALEXANDRE LEMARÉ

A Lyon, la trêve de Collomb et Kimelfeld face à la crise sanitaire

Les élus sortants, affaiblis par le premier tour des élections municipales et par des rivalités internes, sont mobilisés malgré le confinement

LYON - correspondant

Dans leur ville figée par la crise sanitaire, les Lyonnais posent ici ou là des lumignons sur le rebord de leurs fenêtres. Une habitude qui renvoie aux heures les plus dures de la capitale rhône-alpine. Les illuminations spontanées, à l'origine de la Fête des lumières, remerciaient Marie d'avoir sauvé la ville de la peste au XVII^e siècle.

Revisité à l'heure du coronavirus, le geste fortement symbolique inspire aujourd'hui la Conférence des évêques de France, qui propose d'allumer les lumignons et de sonner les cloches de toutes les églises du territoire, mercredi 25 mars, jour de l'Annonciation. Mais des actes de solidarité se multiplient bien au-delà de la sphère religieuse, conformément aux racines de l'an-

cienne *Lugdunum*. « De jour en jour, les gens réalisent la profondeur de la crise, il y a une empathie envers les soignants, une entraide qui s'organise, les gens redécouvrent la nécessité de la solidarité », affirme le maire de Lyon, Gérard Collomb.

Même si la police lyonnaise a verbalisé cinq cents personnes pour sortie injustifiée, entre samedi et dimanche après-midi, les rues se vident de façon spectaculaire. Et après une semaine de bouleversement sans précédent, les collectivités se mobilisent. Quelque 1 500 agents municipaux restent sur leurs lieux de travail, 2 000 sont en télétravail, et 2 000 en réserve. La mairie livre des repas dans les chambres des résidences de personnes âgées, et prévoit un numéro vert pour apporter des paniers de provisions aux personnes iso-

lées. Dix-sept écoles sont restées ouvertes pour accueillir 180 enfants de personnels soignants. Tous les parcs sont fermés. Le service des métros, trams et bus est réduit de 45 %.

A peine sortis du chamboulement politique du premier tour des élections municipales, qui a vu la poussée écologiste rebattre les cartes (EELV est arrivée en tête avec presque 30 % des voix), les élus sortants se retrouvent à jouer les prolongations dans une situation singulière, poussés à coopérer alors qu'ils se livraient jusqu'alors à une guerre fratricide.

Lorsqu'il a fallu poser des barrières pour interdire l'accès aux berges du Rhône, très prisées des promeneurs, David Kimelfeld, le président de la métropole, a prévenu par SMS Gérard Collomb, lequel a répondu positivement. Les deux hommes ne s'étaient

plus adressé la parole depuis des mois, bloquant les dossiers.

« Il y va de notre responsabilité, je veux être ultra-pragmatique, tout le reste est entre parenthèses », assure David Kimelfeld. Pour nous, le premier enjeu est de canaliser les initiatives, pour les rendre compatibles avec l'efficacité médicale, l'élan de solidarité est impressionnant, les agents de la métropole se proposent spontanément », note l'ancien infirmier, qui devra chercher des alliances en vue du second tour des élections.

Fonctionnement inédit

En attendant, M. Kimelfeld a réuni mardi par visioconférence tous les groupes politiques, pour proposer un fonctionnement inédit. « On se soustrait à certaines règles, nous n'avons pas vraiment le choix, assume-t-il, on ti-

rera les leçons de cette épreuve, il faudra que l'on se souvienne de l'importance des services publics, des commerces, des artisans. »

La métropole s'est passée d'appel d'offres réglementaire pour commander 40 000 litres de gel hydroalcoolique à une entreprise de la région. Des subventions sont accordées sans passer par la commission permanente. Le président de la métropole a décidé de supprimer le pointage des agents d'entretien, pour éviter les contacts. L'urgence ambiante allège considérablement les contraintes administratives, avec un assentiment tacite du préfet, selon les hauts fonctionnaires territoriaux.

Jumelée avec Canton, la métropole s'apprête à recevoir de la ville chinoise 100 000 masques chirurgicaux, qu'elle va fournir à l'agence régionale de santé (ARS).

Impliquées dans diverses aides sanitaires et sociales, les collectivités craignent le choc économique qui va suivre l'épidémie. La métropole repousse taxes et loyers, et débloque 100 millions d'euros jusqu'au mois de juin, à destination des TPE et indépendants en difficulté.

De son côté, Laurent Wauquiez s'apprête à annoncer un vaste plan de relance. Confiné au Puy-en-Velay, l'ex-président de LR pilote la deuxième région de France en enchaînant les conférences téléphoniques. Il a débloqué un fonds d'urgence de 20 millions d'euros pour soutenir les achats de matériels indispensables aux professionnels de santé. Une aide régionale massive aux entreprises se dessine, combinée avec les leviers de l'Etat et de la métropole. ■

RICHARD SCHITTLY

Le dernier souffle de Manu Dibango

Le saxophoniste est mort des suites du Covid-19, mardi 24 mars, à l'âge de 86 ans, selon ses proches

DISPARITION

Ses fans l'appelaient « Papa Manu », « Le Doyen » ou simplement « Manu ». Le 18 mars, un communiqué publié sur sa page Facebook annonçait son hospitalisation, à la suite d'une infection par le coronavirus. Les mots se voulaient rassurants (« *Il se repose et récupère dans la sérénité* »). Manu Dibango, saxophoniste et vétéran des musiciens africains en France, est mort, mardi 24 mars, a annoncé sa famille. Il avait 86 ans.

« Chers parents, chers amis, chers fans,

Une voix s'élève au lointain...

C'est avec une profonde tristesse que nous vous annonçons la disparition de Manu Dibango, notre Papy Groove, survenue le 24 mars 2020 à l'âge de 86 ans, des suites du Covid-19.

Les obsèques auront lieu dans la stricte intimité familiale, et un hommage lui sera rendu ultérieurement dès que possible. »

Il laisse derrière lui soixante années de carrière et d'engagements, sans pause ni éclipse, enchaînant plusieurs vies, les oreilles toujours en alerte, à l'écoute du son des époques qu'il traversait.

Saxophoniste au son charnu et rond, identifiable dès les premières mesures, il savait aussi être pianiste, vibraphoniste, joueur de marimba, pouvait jouer de la mandoline et, récemment, du balafon. Il était également chanteur, arrangeur et chef d'orchestre. Manu Dibango, compositeur de *Soul Makossa* (1972), le titre avec lequel il avait acquis une notoriété mondiale, résumait tout cela en une formule, lancée dans un de ces puissants éclats de rire qu'il semait à la volée : « *Je me contente de faire de la musique.* »

Son histoire commence sous le nom d'Emmanuel Dibango, né d'une mère couturière et d'un père fonctionnaire, le 12 décembre 1933, à Douala, le port où débarquèrent les premiers Européens au Cameroun. L'organiste du temple protestant où sa mère est chef de chœur lui met la musique à l'oreille et puis également un oncle, vaguement guitariste.

En 1949, il a 15 ans lorsque son père l'envoie en France, pour faire des études. Après vingt et un jours de traversée, il débarque à Marseille, avant de rejoindre sa famille d'accueil à Saint-Calais (Sarthe). Au milieu de ses bagages, il y a trois kilos de café qui paieront à ses hôtes son premier mois de pension.

Nommé artiste de l'Unesco pour la paix en 2004, il a mis sa notoriété au service de combats jugés importants

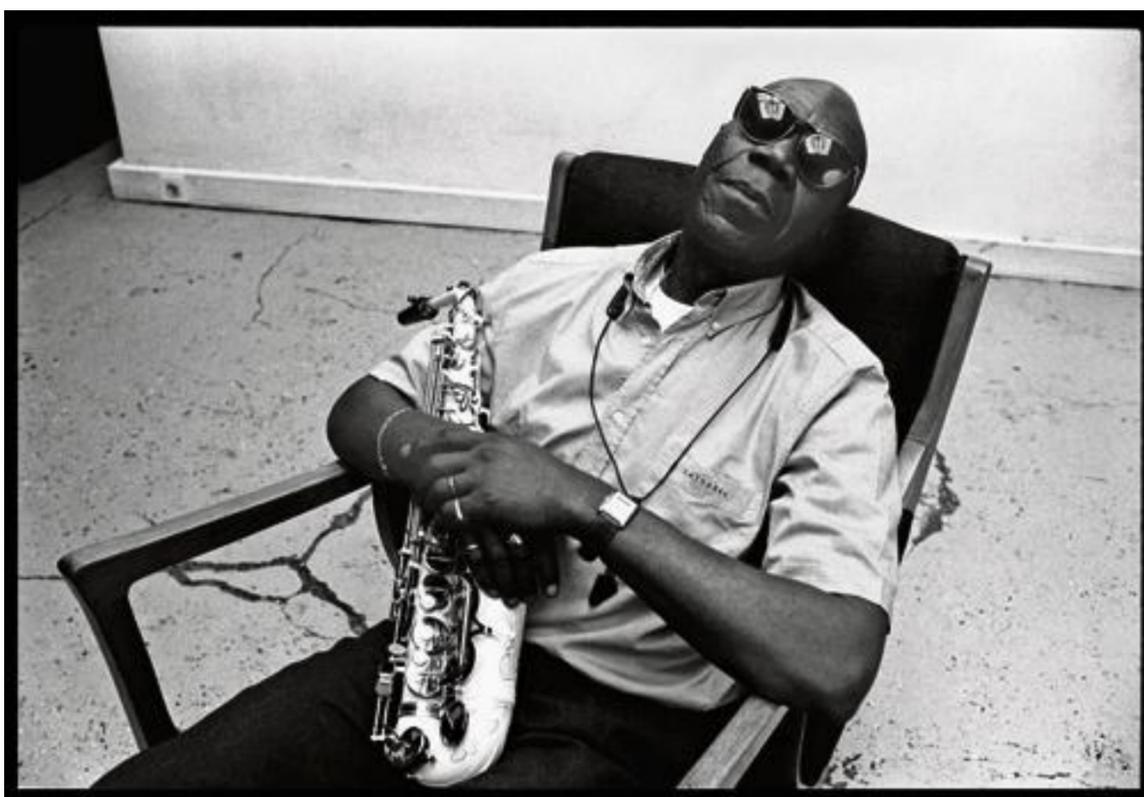
Manu Dibango aimait raconter cette anecdote qui lui inspirera le titre de sa première autobiographie, écrite en collaboration avec Danielle Rouard, *Trois kilos de café*, parue chez Lieu commun, en 1989 (une seconde paraîtra en 2013, chez L'Archipel, *Balade en saxo, dans les coulisses de ma vie*).

Après le collège à Saint-Calais, il fréquente le lycée de Chartres, où il apprend le piano avec un des enseignants. C'est pour lui l'âge des premières cigarettes et surtout sa découverte du jazz, grâce à un compatriote de quatre ans son aîné, rencontré en colonie de vacances, à Saint-Germain-en-Laye, Francis Bebey (1929-2001), lui aussi futur musicien auteur-compositeur camerounais notoire. Celui-ci lui fait aimer Duke Ellington. Ils créent ensemble un trio dans lequel Dibango tient mandoline et piano.

Au début des années 1950, il découvre le saxophone alto, son futur identifiant. L'année de son bac, préparé (plus ou moins) à Reims, il file vers Paris pendant les vacances. Il y passe ses nuits à fréquenter caves et cabarets où frétille et se vit le jazz. Il ne pense pas encore faire de la musique un métier mais son échec au bac va ouvrir le chemin.

Quand son père lui coupe les vivres, en 1956, il part à Bruxelles. De retour à Paris, embauché au Tabou, un cabaret à la mode, il y drague un mannequin, Coco. Elle deviendra sa femme. Il retourne en Belgique avant de prendre la direction de l'orchestre d'une boîte bruxelloise, Les Anges noirs.

Un jour y passe Joseph Kabasele, dit « Grand Kallé » (1930-1983), l'un des ténors de la rumba congolaise. C'est le créateur d'*Indépendance cha cha*, l'hymne des indépendances africaines, le premier tube panafricain, que Kabasele compose à Bruxelles, en 1960, au moment de la table ronde réunissant les dirigeants politiques congolais et les autorités belges. Il embauche Manu Di-



A Paris, en 2005. DELPHINE WARIN/DIVERGENCE

bango comme saxophoniste dans son orchestre African Jazz, lui fait enregistrer avec lui et son groupe une quarantaine de morceaux dans un studio à Bruxelles, puis l'embarque en Afrique.

Manu Dibango s'installe avec sa femme à Léopoldville (future Kinshasa) où il ouvre son propre club, le Tam-Tam. En 1962, il commence sa carrière discographique sous son nom, grave une série de 45-tours à Léopoldville ou Bruxelles, dont le fameux *Twist à Léo* (Léo pour Léopoldville), un de ses premiers succès.

Triomphe à l'Olympia

Après une courte période de retour au Cameroun où il ouvre un second Tam-Tam, il retourne s'installer en France, y collabore avec Dick Rivers, Nino Ferrer, dont il devient le chef d'orchestre, Mike Brant... tout en continuant à enregistrer plusieurs 45-tours. Après un premier album, *Saxy Party*, constitué de reprises et de compositions personnelles, arrive 1972, année charnière et départ d'une nouvelle vie pour lui.

Outre la parution d'*African Voodoo* (réédité en vinyle en 2019, sur le label Hot Casa Records), réunis-

sant des enregistrements à l'origine destinés à servir de musiques d'illustration pour la publicité, la télévision et le cinéma, pour lequel il composera par ailleurs plusieurs BO au fil de sa carrière, 1972 est surtout l'année où il grave *Soul Makossa*. Un titre qu'il pensait au départ anecdotique, la face B d'un 45-tours de l'hymne qu'il avait composé pour soutenir l'équipe nationale du Cameroun, où se déroulait la 8^e Coupe d'Afrique des nations de football.

Soul Makossa, inclus dans l'album *O Boso*, se vendra à des millions d'exemplaires à travers le monde. Il sera « emprunté », sans son accord, par Michael Jackson pour *Wanna Be Startin' Something* sur l'album *Thriller*, en 1982, puis par Rihanna dans *Don't Stop the Music* en 2007, ou encore Jennifer Lopez sur un clip, en 2012, du titre *Feelin' So Good*.

En 1973, *Soul Makossa* permet à Manu Dibango de triompher à l'Olympia, lui ouvre les pistes de danse africaines, les ondes aux Etats-Unis. Un DJ new-yorkais venu faire à Paris dans les boutiques de disques africains a craqué sur ce morceau d'une efficacité redoutable pour faire danser.

Manu Dibango se voit invité dans la foulée au prestigieux Apollo Theater, à Harlem, puis par le Fania All Stars, qui réunit le gotha de la salsa en pleine ébullition à New York. « *A l'époque, racontera plus tard Manu Dibango, chacun revendiquait les racines africaines dans le Black et le Spanish Harlem. Les Fania All Stars m'ont demandé de tourner avec eux. J'étais le seul Africain de la bande, j'apparaissais donc un peu comme un symbole.* »

Avec le Fania, Dibango se produit au Madison Square Garden, au Yankee Stadium, tourne en Amérique latine. Après cette aventure, il jette l'ancre à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pendant quatre ans. Il y dirige l'Orchestre de la Radio-télévision ivoirienne. Viendront ensuite l'envie de toucher au reggae, à la musique cubaine, de se mélanger aux sons urbains dans l'air du temps (hip-hop, électro), sans jamais oublier le jazz, son fil rouge tout au long de ses déambulations musicales.

Nommé artiste de l'Unesco pour la paix en 2004, Dibango a soutenu mais sa notoriété au service de combats qu'il jugeait importants : la faim dans le monde (Tam-Tam pour l'Ethiopie), la libération de

LES DATES

12 DÉCEMBRE 1933

Naissance à Douala (Cameroun).

1949

Départ pour la France.

1972

« Soul Makossa ».

1976

Premier concert à l'Olympia.

1985

« Tam-Tam pour l'Ethiopie ».

17 OCTOBRE 2019

Concert « Safari Symphonique », au Grand Rex, à Paris.

24 MARS 2020

Mort à Paris.

Nelson Mandela, la liberté d'expression ou le réchauffement climatique. Son métier de musicien le mettait toujours autant en joie, déclarait, quelques semaines avant sa mort, Manu Dibango, tout occupé à préparer un nouveau projet, autour du balafon. « *Je suis passionné et curieux* », résumait-il, pour dire que raccrocher, ce n'était certainement pas à l'ordre du jour pour lui. ■

PATRICK LABESSE

L'inquiétude monte chez les précaires de la culture

Artistes, auteurs ou vacataires, sans assurance-chômage, ont vu leurs revenus se tarir et soulignent la faiblesse des mesures d'urgence

Annulez tout, mais payez tout le monde. » Dès le 13 mars, après la cascade d'annulations de foires, expositions, conférences et avant le grand confinement décrété trois jours plus tard, le site Documentations. arts exhortait les lieux culturels à ne pas laisser les artistes en rade. Car la crise sanitaire qui a mis la culture à l'arrêt fragilise avant tout les plus précaires – plasticiens, auteurs, indépendants et vacataires – traités en outsiders d'un monde dont ils sont pourtant les piliers.

Le gouvernement a certes annoncé des mesures d'urgence. Le Centre national du livre (CNL) et la Sofia (organisme agréé par le ministère de la culture pour la gestion collective du droit de prêt en bibliothèque) ont décidé de maintenir le versement de leurs subventions aux manifestations littéraires annulées, en contrepartie

de leur engagement à verser aux auteurs la rémunération prévue au titre de leurs interventions. Les indépendants et autoentrepreneurs pourront aussi recourir à l'aide de 1500 euros mise en place par le fonds de solidarité, conditionné à une baisse de chiffre d'affaires de plus de 70 % entre mars 2019 et mars 2020. L'Urssaf, qui gère le recouvrement des cotisations sociales des artistes-auteurs, a enfin reporté l'échéance de paiement des cotisations dues normalement au 20 mars.

Un revenu minimum

Si le gel du calcul des droits pendant la période de confinement offre un répit, les créateurs n'en restent pas moins inquiets. « Ces dispositifs permettent des lissages de trésorerie, guère plus. Aucun dispositif d'aide ne concerne spécifiquement les artistes », déplore Grégory Jérôme, membre du groupe

Economie solidaire de l'art (ESA). Quant aux 2 millions d'euros dévolus aux arts plastiques, sur les 22 millions d'euros débloqués le 18 mars par la Rue de Valois, ils sont à l'évidence insuffisants, d'autant que les modalités de reversement sont encore floues.

« Si nous ne sommes pas enseignants, nous n'avons pas droit au chômage. Donc nous n'avons aucune rentrée d'argent et des charges qui courent, ne serait-ce que pour nos ateliers », résume l'artiste Agnès Thurnauer, qui doit exposer en mai à la galerie Michel Rein, à Paris.

L'artiste performeuse Violaine Lochu semble mieux lotie, car elle jouit du statut d'intermittente du spectacle. Mais ses revenus dépendent beaucoup des missions d'action pédagogique menées notamment en école d'art, pour lesquelles elle est rémunérée en vacances ou CDD. « Mes interven-

tions sont le plus souvent officiellement reportées. Peut-être seront-elles in fine annulées, selon la durée du confinement et la situation économique des structures », explique-t-elle, précisant qu'aucune compensation ne lui a été proposée. En revanche, les équipes des lieux où elle devait exposer en mai et en juin lui ont promis un revenu minimum. « C'est très important, car cela permet de se projeter et de continuer à créer, indique-t-elle. Cependant, aucun contrat n'a été signé, comme c'est souvent le cas en France, où tout repose sur la confiance... »

Des postes exposés

De fait, dès le 19 mars, 14 syndicats et organisations professionnelles, dont le Syndicat national des artistes plasticiens CGT et la Guilde française des scénaristes, sont montés au créneau pour exiger la mise en place immédiate d'une

aide d'urgence pour les artistes auteurs. Le lendemain, les vacataires de la Ville de Paris prenaient leur tutelle à partie, en rappelant que report et annulation des prochaines expositions temporaires laisserait une grande partie d'entre eux sans salaire ni indemnisation.

Tous les vacataires en contrat avant la fermeture ont occupé des postes exposés au risque de contagion. Or, leur statut implique qu'ils ne bénéficient pas d'une couverture par l'employeur en cas d'infection – ils n'ont au mieux qu'une indemnisation par l'Assurance-maladie, et à condition d'avoir cumulé assez d'heures d'activité les mois précédents. La fermeture des musées va enfin aggraver les situations induites par la réforme de l'assurance-chômage, les contrats proposés par Paris Musées ne permettant déjà plus aux vacataires de recharger leurs droits.

Les guides des musées – 5000 en France, cumulant souvent deux statuts de microentrepreneur et salarié en contrats courts – ne sont pas moins inquiets. « Nous sommes en bout de chaîne, moins identifiés que les intermittents, mais totalement sujets aux aléas du monde. Quand on n'a pas de travail, on n'a pas de revenus », déplore Armelle Villepelet, déléguée générale de la Fédération nationale des guides interprètes et conférenciers. Et d'ajouter : « Beaucoup de guides ont dépensé les réserves qu'ils se constituaient pour tenir l'hiver – période généralement calme. » Ces derniers sont d'autant plus inquiets que la fin du confinement ne signifiera sans doute pas une reprise d'activité immédiate. « Il faudra quelques mois avant que les gens voyagent, soupire Armelle Villepelet, surtout s'ils ont des difficultés financières. » ■

ROXANA AZIMI



Dans la plus stricte intimité

Le photographe Lucas Barioulet a suivi les obsèques, d'un Ehpad de Paris à Ruffieu, dans l'Ain, d'une victime du Covid-19. Enterrée seule, ou presque, dans le cadre des dispositions relatives à la lutte contre le virus

Il enfle des gants, puis il protège son visage d'un masque. « En vingt ans de métier, jamais je ne me suis occupé d'une mise en bière immédiate dans de telles conditions », confie Gilles de Percin, assistant funéraire. Dans la chambre étriquée de l'Ehpad du 20^e arrondissement de Paris où il pénètre, deux employés des pompes funèbres sont déjà là. Le décès a eu lieu à 4h30, il est 14 heures, il faut faire vite. Pas de soins ni de toilette, les mesures sont strictes : la défunte, 89 ans, compte parmi les victimes du Covid-19. « Nous n'avons touché le corps que pour l'envelopper dans deux poches en plastique au lieu d'une, pour plus de sécurité », explique Micaiah, jeune employé des pompes funèbres.

Gilles doit organiser les obsèques en un temps record : vingt-quatre heures, et uniquement par téléphone. « Nous ne pouvons





pas recevoir les familles en face à face, c'est difficile dans un métier où le contact humain est essentiel», se désole-t-il. Deux agents de la police administrative entrent à leur tour dans la pièce. C'est à eux que revient la tâche de sceller le cercueil en l'absence de famille. «*En ce moment, nous avons deux ou trois cas par jour*», constate l'un d'eux, avant de repartir aussitôt. Une fois le cercueil placé dans le corbillard, direction l'église Saint-Gabriel, à quelques centaines de mètres de là. Le père Luc, proche de la défunte, a ouvert exceptionnellement sa paroisse.

UNE PRIÈRE POUR TOUTES LES VICTIMES
Dans le cadre des mesures liées à la lutte contre le Covid-19, la Conférence des évêques de France a fixé à vingt le nombre maximal de personnes autorisées à assister à une cérémonie d'obsèques. Mais, aujourd'hui, ils ne sont

que deux à avoir pu faire le déplacement. Louis, un ami qui vit en Ile-de-France, est venu avec sa voiture, et muni de son attestation, pour dire quelques mots. Il s'attendait à ce qu'il n'y ait personne. «*Cette dame a donné sa vie aux autres [elle travaillait dans l'aide sociale] et, quand elle part, il n'y a personne. C'est très dur*», s'attriste le père Luc face aux sièges vides. La musique résonne. Quatre employés funéraires portent le cercueil, sur leurs épaules, jusqu'au choeur.

Depuis l'autel, le père Luc appelle à un moment de prière, pour la défunte, et pour toutes les autres victimes de la maladie. A quelques mètres, un paroissien prie, lui aussi, les mains gantées et croisées sur la poitrine. Après une courte cérémonie, le cercueil est chargé dans le corbillard. Anthony, jeune assistant funéraire de 21 ans, prend place au volant. L'inhumation aura lieu le matin suivant

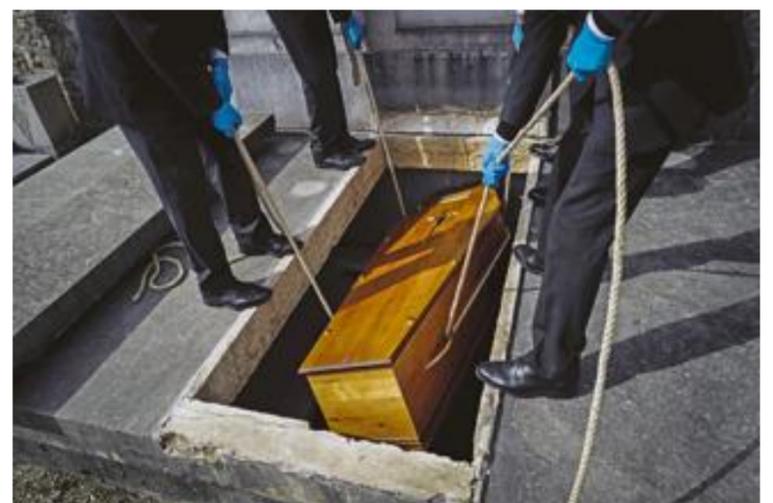
à 11 heures au cimetière de Ruffieu, il préfère partir tôt et dormir sur place. Après 5 heures de route et un contrôle de police, à 23 heures, le corps arrive dans l'Ain.

Le lendemain, seuls deux membres de la famille et deux habitantes du village sont réunis autour du caveau familial. «*D'autres voulaient venir, mais le commissariat les en a dissuadés*», commente Régis, le neveu de la défunte. Les mains gantées de caoutchouc, les employés des pompes funèbres locales se préparent en retrait : ils porteront le cercueil par les poignées pour ne pas avoir de contact avec le bois. «*Il ne sera pas possible de toucher le cercueil, j'en suis sincèrement navré*», chuchote l'un des assistants funéraires. Régis s'approche alors doucement et se recueille une longue minute, immobile, avant de quitter le cimetière, en silence. ■

TEXTE ET PHOTOS : LUCAS BARIOULET

Du décès de la victime, dans sa chambre de l'Ehpad, à Paris, à la cérémonie célébrée par le père Luc, dans l'église voisine, en présence de deux proches seulement...

... jusqu'à son départ vers Ruffieu (Ain) et le caveau familial, où la défunte repose, une trentaine d'heures seulement se sont écoulées.



Albert Uderzo

Dessinateur, créateur d'« Astérix »

Albert Uderzo n'en faisait pas mystère : il préférait Obélix à Astérix. D'abord parce qu'il créa de lui-même le livreur de menhirs, sans René Goscinny, en 1959, quand fut lancée la série dans les pages du magazine *Pilote*. Ensuite parce que, sans jamais oser se l'avouer à lui-même, Obélix, c'était un peu lui. Un souvenir revient. La Baule (Loire-Atlantique), décembre 2013 : Albert Uderzo et son épouse Ada ont accepté, après de nombreuses hésitations, de recevoir deux journalistes du *Monde* pour parler du litige qui les oppose depuis plusieurs années à leur fille Sylvie, sur fond d'héritage et de soupçons de manipulation. Le rendez-vous a lieu à midi dans le salon d'un hôtel de luxe ; un buffet froid est commandé.

Deux heures plus tard, le moment est venu de se dire au revoir et de payer l'addition. « *C'est pour nous, évidemment* », affirme-t-on. « *Pas question* », intervient le dessinateur. On insiste. Lui aussi. Les politesses se termineront devant la caisse enregistreuse du comptoir où un avant-bras d'une fermeté d'airain, comme trempé dans une marmite de potion magique, fera physiquement barrage à toute tentative d'atteinte à son savoir-vivre.

Force de la nature ayant vaincu une leucémie quelques années plus tôt, l'homme paraissait alors invincible, inébranlable. Le menhir a fini par tomber. C'est un monument, dans tous les sens du terme, qui est mort à l'âge de 92 ans, le 24 mars. Un monstre sacré de la bande dessinée.

Besoin de reconnaissance

D'Obélix, Albert Uderzo possédait également la sensibilité à fleur de peau et cette générosité sans calcul qui lui valut, tout au long de sa carrière, de croiser un certain nombre d'aigrefins attirés par le succès commercial d'*Astérix*, série aux plus de 375 millions d'albums vendus. « *Faut-il attendre que je meure pour qu'on parle en bien de moi ?* », s'insurgeait-il en mai 2017, un mois seulement après une opération du poumon qui l'immobilisait dans son hôtel particulier de Neuilly (Hauts-de-Seine). Un article de presse évoquant la renommée mondiale de *Tintin* – série qui s'est bien moins vendue qu'*Astérix* (230 millions d'exemplaires) – l'avait mis en pétard : « *Il n'y en a que pour Tintin ! Astérix est pourtant une réussite extraordinaire, mais personne n'en parle, on s'en fout !* »

Cette reconnaissance, Albert Uderzo a toujours couru après pendant sa carrière, tout particulièrement après la mort de René Goscinny, en 1977, et sa décision de poursuivre seul les aventures de l'irréductible Gaulois, s'exposant ainsi au feu des critiques. Celles-ci ne l'épargnèrent pas. Le dessinateur souffrit en silence d'être ramené rétrospectivement à un rôle d'exécutant, lui qui travailla comme un acharné entre 14 et 84 ans.

Sa main boursoufflée, à la fin de sa vie, témoignait des cadences qu'il s'imposait plus jeune, notamment pendant cette période faste où il fallait livrer chaque semaine à *Pilote* une page d'*Astérix* et une autre de *Tanguy et Laverdure*, deux séries réalisées dans des styles radicalement différents. Là était une autre spécificité de son esthétique : Uderzo fut, et est encore après sa mort, l'un des rares dessinateurs à avoir été aussi à l'aise dans la BD humoristique que dans la BD réaliste.

Une autre chose, enfin, l'agaçait : être rangé dans l'école de bande dessinée franco-belge. « *Désolé, je n'ai rien de belge, s'amusa-t-il ce même jour dans le*



Goscinny et Uderzo (à droite) dans les années 1970. STAFF / AFP

salon de sa demeure parisienne. *Ce sont les Américains qui m'ont appris à dessiner. J'ai fait de la BD issue de Walt Disney.* » Rappeler ses origines italiennes, en espérant l'entendre les revendiquer, était tout aussi vain. « *On est très français* », aimait-il marteler en incluant sa femme Ada, née de l'autre côté des Alpes et rencontrée alors qu'il avait 25 ans.

Produit de l'immigration

Albert Uderzo est né, lui, à Fismes, le 25 avril 1927, une petite ville de la Marne où son père, menuisier de profession, s'était installé après avoir quitté l'Italie. Son destin ressemble pour le coup à celui de René Goscinny, né en 1926 à Paris d'un père polonais et d'une mère ukrainienne. Cette similitude fait d'*Astérix*, héros très « français » au nom dérivé d'un symbole typographique (l'astérisque), un pur produit de l'immigration.

Albert Uderzo doit, lui, son patronyme à une petite ville de Vénétie, Oderzo, anciennement Opitergium. Fondée au X^e siècle av. J.-C., celle-ci a été détruite à plusieurs reprises par les Barbares avec la chute de l'empire romain. Las de ces invasions à répétition, une partie de ses habitants s'installèrent au VI^e siècle sur la lagune, où ils participèrent à la fondation de Rialto, la future Venise, ne laissant que ruines et désolation derrière eux.

« *On raconte alors que, au milieu de ce chaos, les marchands drapiers de Trévise ont découvert un seul être vivant : un jeune bébé qu'ils adoptèrent en lui donnant le nom de la cité détruite. Cet enfant aurait fait souche jusqu'aux représentants du nom actuel que je porte* », relate le dessinateur dans son autobiographie, *Albert Uderzo se raconte* (Stock, 2008). Ses parents vivaient à La Spezia, en Ligurie. C'est à la suite d'une bouillie avec ses frères que son père avait décidé d'émigrer vers

25 AVRIL 1927 Naissance à Fismes (Marne) dans une famille d'immigrés italiens

1934 Naturalisation française

ANNÉES 1940 Premiers dessins publiés

ANNÉES 1950 Rencontre avec René Goscinny (1926-1977)

1959 Le duo crée *Astérix* (Uderzo au dessin, Goscinny au scénario) pour le journal « *Pilote* »

1961 Parution du premier album de la série, « *Astérix le Gaulois* »

1966 « *Astérix et les Normands* » passe le million d'exemplaires vendus

1979 « *Astérix chez les Belges* », dernier album scénarisé par Goscinny, mort en 1977

2009 « L'Anniversaire d'*Astérix* et Obélix ». Le Livre d'or, dernier album réalisé par Uderzo

24 MARS 2020 Mort

la France, en 1923. Alberto retirera plus tard de lui-même le « o » de son prénom, « *afin de faire plus français* », confiera-t-il, ayant « *beaucoup souffert, pendant [son] enfance, de la mauvaise idée qu'on avait des Italiens, ces "sales Macaronis" qui venaient manger le pain des Français* ». L'enfant grandit à Clichy-sous-Bois, en banlieue parisienne, où les Uderzo finirent par s'installer. L'année où ses parents obtinrent la nationalité française, 1934, est celle du premier numéro du *Journal de Mickey*.

Albert Uderzo vécut ses premiers émois de lecteur à travers les histoires de la souris de Disney, publiées parallèlement dans *Le Petit Parisien* qu'achetait régulièrement son père. Il lisait aussi les autres illustrés de l'époque : *Robinson*, *Hop-là!*, *L'Aventure*, *Las Junior*, *Hourra*... Il fit en-

fin la connaissance de Popeye, le personnage créé par E. C. Segar, qui l'influencera beaucoup plus tard, quand il lui faudra dessiner des bagarres dans *Astérix*. Voyant qu'il aime dessiner, son frère aîné Bruno décida de le présenter à la Société parisienne d'édition (SPE), la maison d'édition des frères Offenstadt, qui faisait alors paraître de nombreuses publications pour enfants.

Embauché comme apprenti

Celui qui se voyait plutôt devenir mécanicien automobile n'avait pas 14 ans en cette année 1940 quand il se fit embaucher comme apprenti, chargé entre autres choses des lettrages et des retouches photo. Il parvint aussi à placer quelques illustrations. La première, dans les pages du magazine *Junior*, est une parodie de la fable *Le Corbeau et le Renard*. Mais son rêve était de faire du dessin animé. Walt Disney était son idole et *Blanche Neige et les sept nains* (1937) sa référence absolue. A la fin de la seconde guerre mondiale, il intégra un petit studio parisien, mais l'expérience fut de courte durée.

Il décida de revenir à la bande dessinée après la lecture d'une petite annonce dans *France Soir* annonçant un concours de BD organisé par un éditeur. Il imagina Clopinard, un vieux grognard de l'armée napoléonienne ayant perdu un œil et un pied pendant une bataille. Paris grouillait alors de petites maisons d'édition et d'agences de presse spécialisées dans le dessin d'humour et la BD. L'autodidacte, qui a américanisé son nom en « Al Uderzo », frappa à leur porte. Il conçut pour elles une parodie de Tarzan, qu'il appela « Zartan » puis « Zidore l'homme macaque ». Il reprit également une série américaine, *Captain Marvel Junior*, publiée dans un journal belge.

Plusieurs personnages naquirent durant ces années de forma-

tion, notamment Arys Buck, un jeune géant doté d'une force herculéenne accompagné d'un nain appelé Castagnasse, affublé d'un gros nez, de grosses moustaches et d'un casque ailé – les prémices d'*Astérix*. Le jeune artiste acheta sa première table à dessin, qu'il a conservé toute sa vie. Il s'installa chez ses parents, dans la salle à manger. Le service militaire interrompit sa carrière, qui redémarra, en 1950, dans les colonnes de *France Dimanche*, où Albert Uderzo fut promu au rôle de « reporter-dessinateur », dont la fonction consistait à pallier l'impossibilité d'envoyer un photographe sur les lieux d'un fait divers. Il a croqué, entre autres événements, une bagarre mémorable entre députés dans les rangs de l'Assemblée nationale. De l'*Astérix* avant l'heure, là aussi.

Albert Uderzo se lia alors à Yvon Chéron, le responsable de l'agence belge International Press, qui lui présenta son beau-frère, Georges Troisfontaines, le directeur d'une autre agence spécialisée dans la livraison de contenus dessinés, la World Press. Il y fit la connaissance de Victor Hubinon, Eddy Paape, Mitacq, Jean-Michel Charlier, qui feront tous, plus tard, les riches heures de la BD franco-belge.

Il y rencontra également un jeune dessinateur arrivé directement des Etats-Unis : René Goscinny. Le courant est passé immédiatement entre eux : « *Après être tombés d'accord sur l'urgence qu'il y a à apporter du sang neuf [à la bande dessinée], nous décidons de travailler en collaboration, lui pour le scénario, discipline où il se sent plus à l'aise, et moi pour le dessin, qui me convient mieux. J'ai 24 ans, lui 25, et nous voulons refaire le monde avec toute l'insouciance et toute l'audace de notre jeunesse* », écrit-il dans ses Mémoires.

Leur première collaboration fut une rubrique consacrée au savoir-

vivre, publiée dans l'hebdomadaire féminin *Les Bonnes Soirées* en 1951. Un peu plus tard, Goscinny et Uderzo se lancèrent dans les aventures d'un jeune peaurouge du nom d'Oumpah-Pah, que l'éditeur belge Dupuis refusa, tout comme les éditeurs américains à qui René Goscinny montra les premières planches. Il fallut attendre 1958 pour que la série connaisse un petit succès, dans les pages du *Journal de Tintin*. Entretemps, le torchon a brûlé à la World Press, qui a licencié quatre de ses collaborateurs, dont Goscinny et Uderzo, coupables d'avoir voulu créer une association pour la défense de leur statut d'auteurs. Deux sociétés, à la fois agence de presse et de publicité, sont nées de cette crise : Edi-France et Edi-Press, qui lancèrent *Pilote* en 1959.

Le mythe est en marche

Le premier numéro, le 29 octobre de cette année-là, vit apparaître deux séries sous le crayon d'Uderzo : *Tanguy et Laverdure*, duo d'aviateurs imaginé par Jean-Michel Charlier, et *Astérix*. Alors que Goscinny et Uderzo étaient plutôt partis sur une adaptation en BD du *Roman de Renart*, l'idée de ce petit Gaulois facétieux et bagarreur leur était venue, deux mois plus tôt, lors d'une soirée dans l'appartement HLM que le dessinateur occupait à Bobigny. Le mythe est en marche : « *Mes premiers croquis laissent apparaître un personnage assez grand pour rester proche de l'image des Gaulois qui est véhiculée*, écrit Uderzo. *René me soumet alors l'idée d'un personnage plutôt petit, malingre, pas forcément intelligent, pas beau mais roublard et futé, contrairement à l'usage en vigueur qui impose que l'on crée des héros bien faits afin que les enfants s'identifient à eux.* »

Publiée en album, la première histoire d'*Astérix*, *Astérix le Gaulois*, connu des débuts modestes, les éditions Dargaud n'imprimant que 6 000 exemplaires. « *Je me souviendrai toujours du monsieur de chez Dargaud qui s'occupait des ventes – un type imbu de lui-même qui se promenait dans les couloirs avec des bottes et une cravache. Un jour, je lui dis : "Écoutez, monsieur, pourquoi ne tirez-vous pas davantage notre album ?" Il m'a répondu : "Monsieur, quand vous atteindrez les 30 000 exemplaires, on en reparlera..." Quand nous sommes arrivés au million, il n'était plus dans la maison, malheureusement* », racontait Albert Uderzo au *Monde* en novembre 2015.

Le deuxième épisode, *La Serpe d'or* (1962), fut tiré à 20 000 exemplaires, et le troisième, *Astérix et les Goths* (1963), à 40 000. Les courbes de vente ne cessèrent plus dès lors de progresser, de manière exponentielle. Elles continuèrent de progresser après la mort prématurée de René Goscinny en 1977, à l'âge de 51 ans, Albert Uderzo ayant décidé de reprendre seul, la série, affichant au grand jour de réelles faiblesses en tant que scénariste.

Lui qui disait ne pas « *avoir à rougir de [son] parcours* », même s'il voyait en André Franquin, le créateur de Gaston Lagaffe, « *le plus grand dessinateur de BD* » ayant jamais existé, avait arrêté de dessiner il y a quelques années. Faire une simple dédicace lui était devenu impossible. « *Je n'ai plus de tout la main*, disait-il. *Ça me travaille et me chagrine. Je me rends compte du plaisir que cela me procurait de terminer un travail. Je ne dis pas que ce que je faisais était merveilleux. Mais j'avais la satisfaction de progresser. Et cela me suffisait.* » ■

FRÉDÉRIC POTET

Les agriculteurs français face à l'urgence climatique

Pour « Pièces à conviction », Stenka Quillet et Marianne Kerfriden ont enquêté sur le développement de l'agroécologie

VOTRE
SOIRÉE
TÉLÉ

MERCREDI 25 MARS

FRANCE 3
MERCREDI 25 - 21 H 05
DOCUMENTAIRE

Les paysans sont accusés d'abîmer la planète. Pourtant, dans ce milieu réputé conservateur, une révolution est en marche», affirment Stenka Quillet et Marianne Kerfriden. «En France, près de 15 % des agriculteurs ont changé leurs pratiques et sont plus respectueux de l'environnement.» C'est à un tour de France de ces exploitations en pleine évolution qu'elles invitent dans « Pièces à conviction ». Le milieu agricole enchaîne les crises, cerné par la baisse du prix des denrées, l'endettement et le changement climatique.

Écueils et freins

«Tout le monde vous dit que vous travaillez bien, sauf que vous avez des dettes partout. J'ai pensé au suicide», témoigne Patrick, éleveur laitier en Dordogne. La transition vers l'élevage régénératif, une méthode progressive de pâturage, lui permet de faire des économies. Le voyage se poursuit en Loire-Atlantique où des producteurs de céréales testent, avec le Centre national de la recherche scientifique, la réduction de l'usage des produits phytosanitaires. L'enjeu: ne pas renoncer aux rendements tout en respectant l'environnement.



En France, près de 15 % des agriculteurs sont plus respectueux de l'environnement. FRANCE 3

Dans les Pyrénées-Atlantiques, Félix Noblia et ses confrères innove dans le domaine des méthodes d'exploitation des sols, en suspendant les labours et en protégeant les sols avec des couverts végétaux. Dans l'Hérault, Nathalie, viticultrice, prend les devants face au changement climatique pour enrichir naturellement ses sols et leur permettre de mieux résister

aux événements extrêmes qui se succèdent sur ce territoire. Les agriculteurs, qui ont réussi le saut vers l'agroécologie ont soutenu sauvé leur exploitation, épongé leurs dettes, parfois amélioré leurs rendements et leur niveau de vie. Ils ont sacrifié des journées de travail sur le terrain pour se former, ont pris leurs distances avec les coopératives agri-

coles, qui commercialisent les produits dangereux pour l'environnement. En conséquence une partie du monde agricole leur tourne le dos. «Si on répète au niveau national l'opération, combien va-t-on mettre de personnes au chômage et combien fermera-t-on d'usines?», interpelle un agriculteur pour se former, ont pris leurs distances avec les coopératives agri-

sa coopérative. «Les partenaires habituels des paysans, les banques et les coopératives, sont-ils un frein au changement?», interrogent les journalistes. Existe-t-il en France une réelle volonté politique pour encourager les agriculteurs à utiliser moins de produits phytosanitaires? Cette transition semble rester trop souvent le fait personnel d'agriculteurs aux abois ou tournés vers les technologies.

Etayé par des études scientifiques, le documentaire montre les écueils, freins et idéologies qui empêchent les agriculteurs de basculer sereinement vers des pratiques respectueuses de l'environnement, de leur santé et du souhait de nombreux consommateurs. En balayant au passage les idées reçues sur la production de gaz à effet de serre des activités agricoles.

En pleine crise sanitaire liée au coronavirus, le film sera suivi d'un débat animé par Virna Sacchi avec Christiane Lambert, présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, et Félix Noblia, sur le thème: «Les agriculteurs ont-ils les moyens de fournir les denrées alimentaires indispensables à la nation?»

MOUNA EL MOKHTARI

Les agriculteurs vont-ils sauver la planète?, de Stenka Quillet et Marianne Kerfriden (Fr., 2020, 90 min).

Harvey Weinstein raconté par ses victimes

Ursula Macfarlane signe un film documentaire classique mais important sur l'affaire qui a donné naissance à #metoo

TF1

21.05 Grey's Anatomy
Série. Avec Justin Chambers, Holly Marie Combs, Alyssa Milano (EU, 2019).
22.50 Chicago Med
Série. Avec Oliver Platt, Yaya DaCosta, Nick Gehlfuss (EU, 2018).

France 2

21.05 Une belle histoire
Série. Avec Sébastien Chassigne, Louise Monot, Ben, Juliette Navis (Fr., 2020).

22.50 Ça ne sortira pas d'ici
Magazine présenté par Michel Cymes et Jennie-Anne Walker.

France 3

21.05 Pièces à conviction
Agriculteurs et biodiversité
Magazine présenté par Virna Sacchi.
0.30 Boris Vian, un cœur qui battait trop fort
Documentaire de Sylvain Bergère (Fr., 2020, 65 min).

Canal+

21.00 Ahmed Sylla : différent
Spectacle humoristique.
22.35 La Lutte des classes
Film de Michel Leclerc. Avec Leïla Bekhti, Edouard Baer, Ramzy Bedja (Fr., 2019, 104 min).

France 5

20.50 L'Enfance mise à nu
Documentaire d'Aurélien Perreau et Julien Beau (Fr., 2020, 90 min).
22.25 C dans l'air
Magazine présenté par Caroline Roux.

Arte

21.00 La Chambre bleue
Film de et avec Mathieu Amalric. Avec Léa Drucker, Stéphanie Cléau (Fr., 2014, 76 min).
22.50 Smilla et l'amour de la neige
Film de Bille August. Avec Julia Ormond, Gabriel Byrne (Dan.-All.-Suède, 1997, 121 min).

M6

21.05 Top chef
Télé-réalité présentée par Stéphane Rotenberg.
23.35 Top chef : les grands duels
Jeu présenté par Stéphane Rotenberg et François-Régis Gaudry.

portance, surtout si l'on a suivi la publication des enquêtes du *New York Times* et du *New Yorker*.

Cette histoire, la documentariste la raconte consciencieusement, à travers des images d'archives et des entretiens avec les journalistes concernés, Jodi Kantor et Megan Twohey, du *Times*, Ronan Farrow, du *New Yorker*. On entendra, en prime, Ken Auletta, l'une des stars de cet hebdomadaire, auteur d'un portrait de Weinstein au début des années 2000, qui explique, un peu penaud, pourquoi il n'a pas pu publier les informations qu'il avait

pu recueillir, sans pouvoir le confirmer, sur les agressions commises par le producteur.

Force physique et pouvoir

Très tôt dans le film, d'autres voix se font entendre. Lorsqu'elle évoque les débuts d'Harvey Weinstein dans le show-business, la réalisatrice fait parler son assistante de l'époque, Hope D'Amore, qui décrit un processus qui se répétera durant des décennies, celui d'une violence qui procède aussi bien de la force physique que du pouvoir de l'entrepreneur sur sa salariée.

Parmi les actrices qui s'expriment, deux seulement ont fait carrière, Paz de la Huerta et Rosanna Arquette. La première raconte comment, après avoir été violée par Harvey Weinstein, elle a multiplié les sessions photographiques et les tournages pour retrouver un peu d'estime d'elle-même. La seconde explique le péril qu'il y avait à résister à cet homme qui avait fini par se convaincre de sa toute-puissance, non sans raison.

Le temps de ces récits, *L'Intouchable* se débarrasse de ses artifices, la réalisatrice laisse parler ses

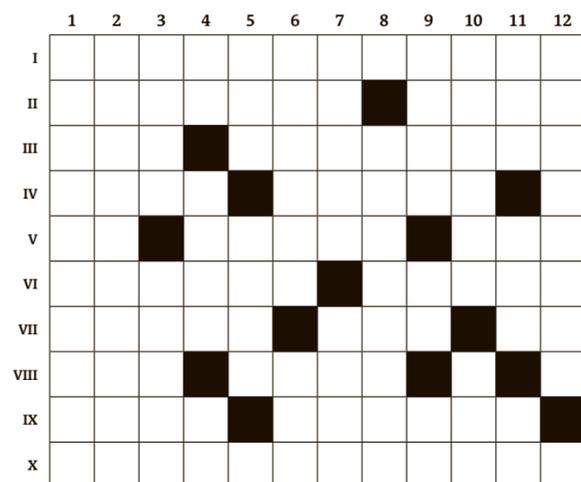
interlocutrices sans chercher à dissimuler ou à exacerber leur douleur, leur honte. Cette honte, elle la partagent avec la dernière cohorte des interviewés, les anciens collaborateurs d'Harvey et son frère et collaborateur Bob Weinstein. Si les hommes se défendent avec plus ou moins de mauvaise conscience, on se rappelle le rôle central que les femmes ont tenu dans la chute du producteur.

THOMAS SOTINEL

L'Intouchable, d'Ursula Macfarlane (EU, 2019, 98 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 20 - 072
PAR PHILIPPE DUPUIS



SOLUTION DE LA GRILLE N° 20 - 071

HORIZONTALEMENT I. Droitisation. II. Rappelai. Lia. III. Octet. OGM. Es. IV. Ice. Adulas. V. Torgnoles. Ul (lu). VI. Su. Aimé. Ovni. VII. Fraisier. Aïs. VIII. Ici. En. Oit. IX. Li. Angoulême. X. Sénatoriales.
VERTICALEMENT 1. Droits-fils. 2. Raccourcie. 3. Opter. Ai. 4. Ipé. Gai. Aa. 5. Tétanisé. 6. Il. Domingo. 7. Saoulée. Or. 8. Aigle. Roui. 9. Maso. Ila (Ali). 10. Il. Vatel. 11. Oie. Uni. Me. 12. Nasalisées.

HORIZONTALEMENT

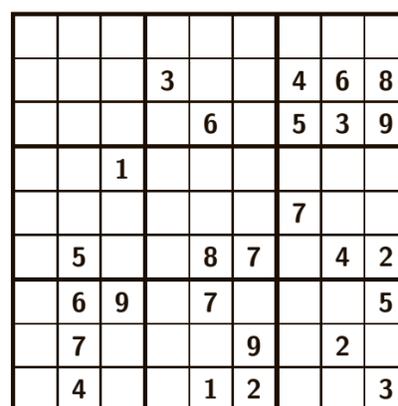
I. Que vous ne pourrez ni accepter ni recevoir. II. Thétis, Amphitrite ou Galatée. Zorba ou Onasis. III. Presque au sommet de la hiérarchie. La plus grande des dimensions. IV. Conflue avec la Vilaine. Protecteurs des foyers romains. V. En ville. Equipé comme un gallinacé. Monnaie bulgare. VI. Chambres froides. Nolise le bâtiment. VII. Etre supérieur mythique. S'est agrandie à la chute du Mur. Le temps d'un grand tour. VIII. Ouvre le journal. Support provisoire. IX. Protection rapprochée. Tombé bien bas. X. Pierre, Emile, Paul ou Alain.

VERTICALEMENT

1. Propre et singulier. 2. Ne fait attention à rien. 3. Un lac que l'on prend pour une mer. Leur état sert d'inventaire. 4. Cube chiffré. La part de chacun. Doublé chez Nini. 5. Massue pour le gymnaste. Avancée en grand nombre. 6. Représentations divines. Principe de la pensée chinoise. 7. Chambre où tout le monde ne dort pas. Serré pour affronter les difficultés. 8. Ce n'est pas au tribunal qu'il peut ronronner. 9. Aven en région. Dieu solaire. Possessif. 10. Cours entre Normandie et Picardie. Repris dans la joie et l'enthousiasme. 11. Le dernier n'est pas suivi. Grecque. Interjection. 12. Laissent des traces.

SUDOKU

N°20-072



Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

5	7	1	6	4	8	9	2	3
4	2	3	5	7	9	1	6	8
8	9	6	3	1	2	5	4	7
2	5	7	4	8	6	3	9	1
3	6	4	1	9	5	8	7	2
1	8	9	2	3	7	4	5	6
6	1	2	9	5	3	7	8	4
9	3	8	7	2	4	6	1	5
7	4	5	8	6	1	2	3	9

Facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone : de France 3289 (Service 0,30 €/min + prix appel) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique :
courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ;
Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM :
CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-2037



Présidente :
Laurence Bonicalzi Bridier
80, bd Auguste-Blanqui,
75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Montpellier (« Midi Libre »)

Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Écolabel européen sous le N°FI/37/001.
Écotrophisme : P10t = 0,009 kg/tonne de papier

Télérama hors-série
Boris Vian
Retrouvez notre hors-série sur boutique.telerama.fr



En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série

Collections

FEMMES D'EXCEPTION



Actuellement en kiosque, le volume n°10 **MARIA MONTESSORI**

Voyage dans le COSMOS



Dès mercredi 25 mars, le volume n°11 **LES CONSTANTES UNIVERSELLES**

Histoire de FRANCE



Actuellement en kiosque, le volume n°7 **DE GAULLE 1940 / 1944**

Nos services

Lecteurs

Abonnements

3289 Service 0,30 € / min + prix appel

www.lemonde.fr/abojournal

Le Carnet du Monde

Tél. : 01-57-28-28-28



Le Monde
Le Carnet

Merci de nous adresser vos demandes par mail en précisant impérativement votre numéro de téléphone personnel, votre nom et prénom, adresse postale et votre éventuelle référence d'abonnement.

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais.

carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Jean-François Guthmann, président de l'OSE, Patricia Sitruk, directrice générale, Les membres du conseil d'administration, Les membres de l'Amicale des anciens et sympathisants de l'OSE,

s'associent à la douleur de la famille et des proches de

Marian APFELBAUM,

décédé le vendredi 20 mars 2020, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Chef du service de nutrition et diététique de l'Inserm, rescapé de la Shoah, Marian Apfelbaum est arrivé en France en 1946, à l'âge de quinze ans et a vécu dans les maisons d'enfants de l'Œuvre de secours aux enfants (OSE) jusqu'à sa majorité. Très engagé aux côtés de son épouse, membre du conseil d'administration de l'OSE, il a, sa vie durant, soutenu les missions d'aide aux plus démunis, habité par la nécessité de se souvenir et d'aider à son tour.

Francesca, son épouse, Julien, son fils Et toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-François DALEMAND,

survenu le 20 mars 2020, à son domicile à Milan, entouré de l'amour de ses proches.

M^{me} Isabelle Derché Roux-Buisson, son épouse, Aurélie, Cyrille, ses enfants et leurs conjoints, Alain, son frère, Jean-Louis, son beau-frère et leurs enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès survenu brusquement, de

M. Gérard DERCHÉ,

le 21 mars 2020, à Paris, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, compte-tenu des circonstances sanitaires actuelles.

Une cérémonie de recueillement sera célébrée ultérieurement.

16 Ter, avenue Bosquet, 75007 Paris. famille.gderche@gmail.com

M. Stéphane Israël, président du conseil d'administration du Cnam,

M. Olivier Faron, administrateur général Et l'ensemble des personnels du Conservatoire national des arts et métiers,

ont appris avec la plus profonde tristesse le décès de

Guy FLEURY, professeur des Universités et ancien administrateur général du Cnam (1990-1998).

Ils s'associent à la peine de sa famille et de ses proches et leurs adressent leurs sincères condoléances.

Sa famille Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Noël FOURNIER, fidèle lecteur du Monde toute sa vie,

survenu le 7 mars 2020, à l'âge de soixante-sept ans.

Nous avons la tristesse de faire part du décès de

André HENROT, docteur en droit, ancien président de la Fiduciaire de l'Est, ancien vice-président du conseil supérieur de l'ordre des expert comptables,

survenu le 20 mars 2020, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Perrine, Pascale, Antoine, Séverine, ses enfants, Sa belle-fille, ses gendres, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants.

La famille rappelle à votre souvenir sa femme,

Anne HENROT KAUFFEISEN,

décédée le 26 juin 2009.

anhenrot@orange.fr

Raymond Hoffmann, son époux, Marie Geneviève et Daniel d'Hérouville, Michel et Béty Hoffmann, Hélène Hoffmann, Odile et Mélésio Portilla-Hoffmann, Isabelle Hoffmann, Paul Hoffmann et Valérie Alvergnat, ses enfants,

Ses quinze petits-enfants Et ses neuf arrière-petits-enfants, Les familles de Monvel, Duchêne, Sénémaud, Faure Et les sœurs de Pradines,

font part du décès de

docteur Janine HOFFMANN, née DUCHENE, chevalier de l'ordre national du Mérite, ancienne vice-présidente de l'association des familles de traumatisés crâniens,

survenu le 20 mars 2020, à son domicile de Rueil, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Elle sera inhumée auprès de son fils,

Pierre, (†) 1967,

à Saint-Bonnet-le-Château, dans la Loire, le jeudi 26 mars.

hoffmann.raymond@numericable.fr

Francine, son épouse, Sophie, François, Frédéric et Pauline, ses quatre enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Louis LE GOURIÉREC, né à Baud, ancien inspecteur général de l'administration,

survenu le 19 mars 2020.

Après une brève cérémonie le mercredi 25 mars, à 15 heures, en l'église Sainte-Élisabeth-de-Hongrie, 195, rue du Temple, Paris 3^e, il sera inhumé au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

168, rue du Temple, 75003 Paris.

Arielle Lellouch, son épouse, Judith, Emmanuel et Thomas Lellouch, ses enfants, Ses six petits-enfants, Brigitte Lellouch, sa sœur,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Alain Bernard Jacob LELLOUCH, médecin des Hôpitaux, ancien secrétaire général de la Société internationale d'histoire de la médecine, ancien président de la loge Ben Gourion du B'nai B'rith,

survenu à Paris, le 20 mars 2020, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Il a été inhumé au cimetière de Givat Shaul, à Jérusalem, le 22 mars 2020.

92, boulevard des Batignolles, 75017 Paris. arielle.lellouch@orange.fr

Francine Cicurel, Gérard et Mireille Wiener, Simone et Hervé Bentata, ses enfants, Jeremy, Ilana, Elise, Emmanuel, Oriane, Anaëlle, ses petits-enfants et leurs conjoints, Elsa, Judith, Lila, Noam, Eve, Clara, Adam, Amos, Joshua, Olga, ses arrière-petits-enfants, Jacqueline Flau, sa sœur,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Hellen WIENER, née EHRLICH.

Peintre, pleine d'esprit, curieuse et élégante, elle a été attentive aux autres jusqu'au dernier moment, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Elle rejoint son frère,

Oscar,

déporté à vingt et un ans,

sa petite-fille,

Liora

et son mari,

Jacques.

Les familles Cicurel, Wiener, Bentata, Flau, Revcolevski, Amoyel, Aboulkheir.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière parisien de Pantin.

14, rue Fantin-Latour, 75016 Paris.

Remerciements

Jacqueline Le Roy, née Deguise, son épouse, Stéphane et Danielle, Carine et Corentin, ses enfants et leurs conjoints, Clémence, Juliette, Hubert et Hortense, ses petits-enfants,

vous remercient du fond du cœur pour les preuves d'amitié et d'affection que vous leur avez témoignées par un message, des fleurs, votre présence, vos pensées et vos prières, à la suite du décès de

Etienne LE ROY,

survenu le 28 février 2020.

Formations



L'Inalco lance ses écoles d'été en 2020.

L'Inalco organise un programme de formation en dialectes arabes et kurdes, du 2 juin au 10 juillet 2020, et un programme de formation en Français langue étrangère (FLE), du 26 juin au 10 juillet 2020. Ces écoles d'été sont ouvertes à tous publics. Inalco, 65, rue des Grands Moulins, Paris 13^e. Renseignements : www.inalco.fr/formations/ecoles



L'Inalco lance un DU d'ethnomédecine en septembre 2020

D'une durée de deux ans, ce nouveau DU comprend 12 UE de langues (initiation chinois ou hindi), de sciences humaines et sociales (droit de la santé, anthropologie et géographie de la santé), d'ethnobotanique, d'ethnopharmacologie, de médecine chinoise et ayurvédique. Ce diplôme est ouvert à tous les professionnels de santé, médecins, pharmaciens, infirmiers, sages-femmes, kinésithérapeutes, ergothérapeutes, ainsi qu'aux autres professionnels à partir du niveau L2-L3 (sélection sur dossier). INALCO, 65, rue des Grands Moulins, 75013 Paris. Renseignements : www.inalco.fr/formations/ecoles

Communication diverse



La Fédération des Aveugles de France rend hommage à ses généreux bienfaiteurs.

En désignant notre association comme bénéficiaire de leur patrimoine, ils contribuent à améliorer la vie quotidienne des personnes aveugles et malvoyantes. Leur mémoire restera à jamais ancrée dans nos souvenirs. Nous ne les oublierons jamais.

Fédération des Aveugles de France, 6, rue Gager Gabillot, 75015 Paris. Tél. : 01 44 42 91 91.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronner
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Philippe Broussard, Emmanuelle Chevalereau, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin, Marie-Pierre Lannelongue, Caroline Monnot, Cécile Prieur, Emmanuel Davidenkoff (Événements)
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Rédaction en chef numérique Hélène Bekmezian
Rédaction en chef quotidien Michel Guerrin, Christian Massol, Camille Seeuws, Franck Nouchi (Débats et Idées)
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Directeur du numérique Julien Laroche-Joubert
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directrice du design Méliana Zerbib
Direction artistique du quotidien Sylvain Peirani
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Jean-Louis Beffa, président, Sébastien Carganico, vice-président

Le Monde

Abonnez-vous et soutenez le journalisme d'investigation



FORMULE INTÉGRALE

19€/mois PENDANT 3 MOIS

Plus simple et plus rapide, abonnez-vous en ligne sur : abo.lemonde.fr/formule-integrale

Ou par carte bancaire (paiement sécurisé) en appelant le 0970 340 340 (non surtaxé) pour souscrire pendant 3 mois à la formule intégrale pour 19€/mois au lieu de 2017€ (prix de vente en kiosque) et bénéficier de l'accès à l'Édition abonnés du Monde.fr 7 jours/7 + 6 quotidiens + tous les suppléments + M le magazine du Monde + La Matinale du Monde + les archives du Monde depuis 1944 + Le Monde événements abonnés.

SAISON ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70€. Offre valable jusqu'au 31/12/2020. Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, à la portabilité des données et à la limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité : Le Monde - DPO - 80, boulevard Auguste Blanqui - 75013 Paris. Pour plus d'informations, consultez notre Politique de confidentialité sur le site www.lemonde.fr ou le site de la CNIL www.cnil.fr

Pierre Truche

Ancien procureur, avocat général, et président de la Cour de cassation

Pendant des années, sur le chemin qui le menait à l'école communale, l'élève Pierre Truche est passé devant la devise inscrite au fronton d'une loge maçonnique lyonnaise : « *Travaille, étudie, sois juste, bon et tolérant.* » « *J'ai essayé de l'appliquer* », confiait au soir de sa vie le grand magistrat Pierre Truche, dans un entretien vidéo accordé en 2013 à l'essayiste Denis Salas. Pierre Truche est mort des suites d'un cancer, chez lui à Lyon, dans la nuit du 20 au 21 mars. Il avait 90 ans.

« *Le lion est mort. Hommage à lui* », a écrit samedi le journaliste et écrivain Sorj Chalandon, sur le fil de l'association de la presse judiciaire. Pour tous ceux qui, comme lui, ont suivi le procès de Klaus Barbie, Pierre Truche était d'abord ce « lion » à la silhouette massive et à la crinière déjà blanche qui, en juin 1987, a conclu ses six heures de réquisitoire contre l'ancien chef de la Gestapo lyonnaise par ces mots : « *Je vous demande de dire qu'à vie, Barbie sera reclus.* »

Quatre ans plus tôt, alors qu'il venait tout juste de prendre ses fonctions de procureur général à Marseille, Pierre Truche avait reçu un appel du garde des sceaux, Robert Badinter, qui l'informait de l'arrestation en Bolivie de l'ancien criminel nazi et de son extradition vers la France. « *Klaus Barbie sera jugé à Lyon. Vous allez être nommé à Lyon.* »

De ce moment où la voix de l'avocat général s'était élevée dans la salle des pas perdus du palais de justice de Lyon transformée en immense salle d'audience, l'un des envoyés spéciaux du Monde, Laurent Greilsamer a écrit : « *Il abandonne le jargon aux jargonneurs pour puiser à pleines brassées des mots simples, clairs, directs dans le dictionnaire. Pierre Truche, 57 ans, ne requiert pas, il parle. Et c'est toute une révolution !* » Ce jour-là, l'avocat général dit aussi : « *Je vous livrerai les éléments du dossier. Après moi, il y aura la défense et vous l'écouteriez attentivement. Sans elle, il n'y aurait pas de justice et la contestation serait revenir au temps où Goering refusait la défense à ceux qu'il considérait comme les ennemis du peuple allemand et parlait de chnoiseries d'avocats.* »

Aux yeux de tous ceux qui l'ont connu et admiré, il y a beaucoup de Pierre Truche dans ces quelques phrases : un procureur pour lequel le pire des criminels a des droits à faire valoir, à commencer par le droit à la dignité. « *Aucune injektive. Pour juger et condamner un homme, il faut d'abord le considérer comme un homme* », disait-il. Un magistrat qui veut « *convaincre, convaincre, convaincre, faire impression sur la raison et non sur les sentiments* » en s'exprimant avec des mots compris de tous. Mais d'abord un homme, profondément marqué par le pacifisme d'après-guerre et son amitié avec le philosophe Lanza del Vasto. « *Pierre Truche a toujours considéré que le problème principal entre les hommes, c'est la violence et que le rôle de la justice est de réduire cette violence* », souligne le magistrat Antoine Garapon. « *Il est très fort* », avait dit de lui son plus farouche adversaire, l'avocat de Klaus Barbie, Jacques Vergès.

« Grand patron sans esbroufe »

Rien ne destinait pourtant ce fils d'employé d'une soierie lyonnaise à la magistrature. Son rêve était de devenir professeur de mathématiques. Les études sont trop longues, sa famille trop modeste, il y renonce pour s'inscrire en licence de droit. Il travaille le matin dans un cabinet d'expert-comptable pour gagner sa vie, suit les cours à la faculté l'après-midi. La fonction publique l'attire, il devient juge suppléant au tribunal de Dijon au milieu des années 1950. De ce premier poste, Pierre Truche gardait un souvenir ému. « *On faisait tout, les baux commerciaux comme les cours d'assises, les accidents de la route, les fraudes au lait mouillé d'eau par les éleveurs. Régler les litiges entre les citoyens, c'est beaucoup plus important que les grandes affaires. C'est ça, la justice* », disait-il.

Mais c'est la découverte des fonctions du parquet, en 1959 à Lyon, qui va constituer la ligne directrice de sa carrière. Il en gravira tous les échelons, jusqu'à devenir en 1992 procureur général près la Cour de cassation, après avoir exercé à Grenoble, Marseille, Lyon et Paris. Parler au nom du ministère public, affirmait-il, ne l'a jamais empêché de se sentir

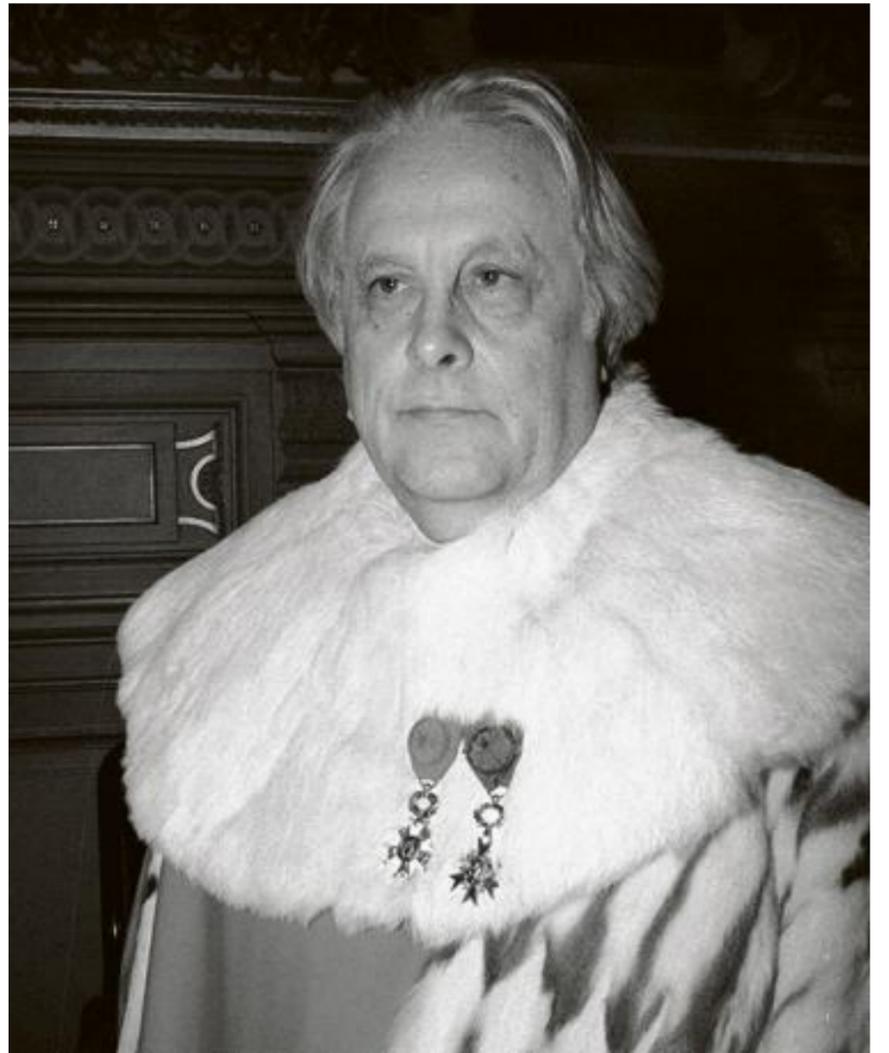
libre. « *Il existe une règle que je considère comme déontologique. Je n'ai le droit de dire que ce qui est conforme au bien de la justice.* »

Le procureur Truche se fait remarquer à la fin des années 1960 en poursuivant quelque 170 prévenus, parmi lesquels une multitude de chefs d'entreprise, dans une gigantesque affaire de fausses factures. Une première. « *On lui doit d'avoir en quelque sorte inventé le parquet financier* », observe Antoine Garapon. Le souffle de Mai-68 est passé par là, qui a bousculé la frileuse citadelle de l'institution judiciaire et donné naissance au tout neuf Syndicat de la magistrature (SM), auquel Pierre Truche a adhéré.

Une autre « première » lui laisse une empreinte douloureuse. En novembre 1970, le « 5-7 », une boîte de nuit de Saint-Laurent-du-Pont (Isère), flambe en quelques minutes et cause la mort de près de 150 jeunes gens. Pierre Truche poursuit le seul dirigeant qui a survécu à la tragédie, mais aussi le fournisseur du polyuréthane qui s'est enflammé pour homicides involontaires. « *Quand j'ai requis le maximum de la peine encourue, qui était de deux ans, toutes les familles ont quitté la salle* », se souvenait-il.

De ces fonctions de « *ministère public exerçant une action publique* », comme il aimait à le définir, Pierre Truche apprécie la collégialité. « *Un chef de parquet, c'est un chef. Mais avant de décider, il doit considérer qu'il vit dans une communauté* », disait-il. Ceux qu'il a formés, comme l'ancien avocat général François-Louis Coste, gardent le souvenir d'un « *grand patron sans esbroufe* », aussi apprécié des policiers auxquels il a enseigné pendant dix ans les libertés publiques à l'École nationale supérieure de la police (ENSP) de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or que des avocats : « *C'était un bonheur de travailler avec lui. Il soudait une équipe, on était en confiance.* » « *Pierre Truche, c'est un monument. Il m'a appris ce que c'était d'être dans un parquet intelligent* », confie son ami et « *fil spirituel* », Jean-Louis Nadal. « *C'est un magistrat pour lequel j'ai beaucoup d'admiration, et il n'y en a pas tant que ça* », souligne l'avocat Henri Leclerc.

La suite de sa carrière prestigieuse, relève Antoine Garapon,



En janvier 1993. JOEL ROBINE/AFP

« *lui a été offerte sans qu'il la sollicite véritablement.* » Très attaché à sa ville de Lyon, il hésite à accepter le poste de procureur général à Paris qu'on lui propose en 1988. Fidèle à sa vision d'une justice non violente, il y encourage et développe la médiation pénale. Alors que ce bon vivant, grand amateur de théâtre, de cinéma et de Beaujolais envisageait de prendre une retraite anticipée, il est choisi en 1992 pour prendre la succession du procureur général près la Cour de cassation, disparu prématurément.

Plus controversée a été sa nomination à la présidence de la Cour de cassation, en 1996, alors qu'il n'avait jamais exercé de fonctions au siège. Sa réputation d'intégrité et d'indépendance lui vaut encore de participer à plusieurs commissions de réforme de la justice, sous les gouvernements de gauche et de droite.

Dans son essai, *L'Anarchiste et son juge* (1994) consacré à Caserio, l'auteur de l'attentat contre le président Sadi Carnot en 1894, Pierre Truche avait développé sa

conception du devoir de magistrat. « *Plutôt que de se proclamer sans cesse indépendant comme par exorcisme, il faut être lucide sur ses propres dépendances : envers soi-même, envers ses convictions personnelles qui, devenues préjugés, empêchent de juger, envers son savoir, dont les insuffisances peuvent limiter la compréhension ; envers les autres qui, en amont, ont constitué le dossier, qui, en aval, exécuteront la décision, qui, au-dessus et alentour, invoquent la dimension politique ou arguent du droit à l'information pour orienter. Au milieu de cette agitation, faire son choix dans l'immobilité de son cœur et de son esprit.* »

De celui qui se revendiquait d'abord comme un « *magistrat-citoyen* » et qui a assuré de 1974 à 1978 la direction des études à l'École nationale de la magistrature (ENM), on retiendra surtout cette phrase avec laquelle il interpellait les jeunes auditeurs : « *Vous allez exercer un métier dangereux, dangereux pour les autres, n'oubliez jamais ça !* » ■

PASCALE ROBERT-DIARD

1^{ER} NOVEMBRE 1929

Naissance à Lyon
1954 Entrée dans la magistrature
1987 Avocat général au procès de Klaus Barbie
1992 Procureur général près la Cour de cassation
1996 Premier président de la Cour de cassation
21 MARS 2020 Mort à Lyon

Kenny Rogers

Chanteur-auteur-compositeur américain

Il était l'une des grandes voix de la musique country, genre qui le mènera au succès à partir du milieu des années 1970. Le chanteur, guitariste, bassiste et auteur-compositeur américain Kenny Rogers est mort, vendredi 20 mars, à son domicile, à Colbert, en Géorgie, de « *causes naturelles* », a indiqué, dans un communiqué, sa famille. Il avait 81 ans.

Kenny Rogers avait enregistré, sous son nom, une quarantaine d'albums et une vingtaine de ses chansons avaient été classées en tête des meilleures ventes country aux États-Unis, où son timbre, grave, avec une légère raucité, sa manière douce de chanter, avaient conquis des millions de fans, pour lesquels sa haute silhouette et sa barbe fournie étaient familières. Les ventes cumulées de ses albums et singles sont estimées à plus de 100 millions.

Né le 21 août 1938 à Houston (Texas), Kenny Rogers a grandi dans une famille nombreuse. Son père est menuisier, sa mère infirmière. Il apprend la guitare, conseillé par un voisin. En 1957, son premier enregistrement, une reprise de *That Crazy Feeling*, lui vaut un passage à l'émission télévisée « *American Bandstand* ». Mais c'est au sein de The Bobby Doyle Three, formation de jazz où il est contrebassiste, qu'il fait ses vrais débuts professionnels, de 1960 à 1965.

Il rejoint ensuite l'ensemble folk The New Christy Minstrels, qu'il quitte en 1967, avec quelques-uns de ses membres, pour former The First Edition. La période est au psychédéisme, qui irrigue la pop et le rock, aux mélanges de styles, des sons. Après un premier album et le succès, début 1968, du single qui en est tiré, *Just Dropped*

In (To See What Condition My Condition Was In), le groupe, devenu en 1969 Kenny Rogers and The First Edition, tourne régulièrement et enregistre plusieurs albums, évoluant peu à peu vers le country-rock.

L'excellent *Ruby, Don't Take Your Love to Town* (1969), *Tell All Brother* (1970) et *The Ballad of Calico* (1972) sont les plus notables. Ce dernier, avec des arrangements de cordes, un retour vers le psyché, évoque des lieux de la ville minière californienne et conte les histoires de plusieurs personnages, un fermier qui quitte sa terre pour travailler dans les mines, une institutrice, un adolescent fasciné par les armes et ceux qui s'en servent...

A la séparation du groupe, en 1976, Kenny Rogers va désormais mener une carrière en solo. Son deuxième album, simple-

ment intitulé *Kenny Rogers*, en 1977, le mène à un large succès, avec les chansons *Laura* et, surtout, *Lucille* (il obtient avec son interprétation le premier de ses trois Grammy Awards). Ses disques mélangent, à des degrés divers, les codes instrumentaux de la country et de la pop grand public. En 1978 sont publiés *Every Time Two Fools Collide* en duo avec la chanteuse Dottie West, *Love or Something Like It* et *The Gambler* (35 millions d'albums vendus à ce jour), emporté par la chanson titre, écrite par Don Schlitz, le plus gros succès de Kenny Rogers. Il interprétera, à cinq reprises dans des films pour la télévision, entre 1980 et 1994, le personnage du joueur professionnel de la chanson.

En 1981, il investit dans la construction d'un complexe d'enregistrement et de production, devenu depuis réputé, les Lion Share

Recording Studios. Il fondera aussi, en 1991, une chaîne de restauration rapide, Kenny Rogers Roasters, toujours en activité. Comme nombre de vedettes des musiques populaires aux États-Unis, Kenny Rogers enregistre plusieurs albums de Noël, dont *Once Upon a Christmas* (1984) avec Dolly Parton. Et d'autres duos, avec Kim Carnes pour son album *Gideon* (1980) à propos d'un cow-boy texan, à nouveau avec Dottie West, avec Dolly Parton – *Islands in The Stream*, dans l'album *Eyes That See in The Dark* (1983), produit par Barry Gibb, des Bee Gees – avec Sheena Easton, Anne Murray, Ronnie Milsap... Signe de son importance alors, il est l'un des quarante interprètes de la chanson caritative *We Are the World*, en mars 1985.

A partir des années 1990, il continue d'enregistrer régulièrement

21 AOÛT 1938

Naissance à Houston (Texas)
1967-1976 Membre et leader du groupe The First Edition
1977 Premier succès en solo avec l'album « Kenny Rogers » et le single « Lucille »
1978 « The Gambler », plus gros succès
1985 Participe à la chanson « We Are the World »
2015-2017 Dernière tournée
20 MARS 2020 Mort à Colbert (Géorgie)

et de se produire devant un public fidèle. Il interprète, avec un big band et un ensemble de cordes, des standards du jazz pour l'album *Timepiece* (1993), se retrouve encore de temps à autre en tête des classements country, notamment avec *She Rides Wild Horses* (1999) et la chanson *Buy me a Rose*, son dernier numéro 1. En 2015, il annonce que sa tournée sera la dernière. Elle a eu lieu jusqu'à l'automne 2017. ■

SYLVAIN SICLIER

DOSSIER

Mobilisation générale des scientifiques pour contrer le Covid-19

Les chercheurs de tous bords se sont lancés dans une course de vitesse contre le SARS-CoV-2. Ils sont contraints de faire face dans l'urgence à une crise dont certains avaient prédit la survenue, sans être entendus des politiques

Il y a cinq ans déjà, Bruno Canard (CNRS, université d'Aix-Marseille) et trois de ses confrères belges et néerlandais, spécialistes, comme lui, de la structure moléculaire des coronavirus, adressaient, à quelques mois d'intervalle, et sans succès, deux courriers pour mettre en garde la Commission européenne. Ils y décrivaient une grave lacune dans la constitution d'une indispensable « première ligne de défense » face aux virus émergents : l'absence d'appui à des recherches de longue haleine pour mettre au point de nouveaux antiviraux à large spectre.

Dengue, Ebola, Zika, chikungunya, SARS et MERS... autant d'alertes, autant de feux de paille dans les efforts de financement. Cinq ans plus tard, la prédiction s'est réalisée : un virus pandémique a de nouveau émergé. La crise est là, majeure et mondiale. Et les fonds affluent soudain : un premier appel d'offres européen portait sur 3 millions d'euros, un autre vise 45 millions, abondé à parité par le privé. On évoque 2 milliards de dollars pour la recherche aux Etats-Unis. Le gouvernement français a annoncé qu'il portait à 8 millions d'euros l'effort de soutien à la recherche sur le Covid-19 – sans préjuger de nouvelles rallonges.

Cette manne arrive bien tard, regrette Bruno Canard, le directeur de recherche CNRS au laboratoire architecture et fonction des macromolécules biologiques : « Mettre de l'argent sur la table en urgence, c'est un peu un emplâtre sur une jambe de bois. » Une partie serait mieux employée, dit-il, à faire garder les enfants des soignants ou à faire monter en puissance les capacités de dépistage, « c'est là l'urgence absolue ».

Mais lui et son équipe se sont tout de même démenés pour remporter plusieurs appels d'offres français et européens. « Dix jours pour monter un consortium international, contre plusieurs mois en temps normal », ajoute-t-il. La recherche au temps du Covid-19, cela reste pour partie la recherche de financements.

Réveil budgétaire

En miroir, Dominique Dunon-Bluteau est aussi sur le pont. A l'Agence nationale de la recherche (ANR), il est responsable du département biologie-santé et vient de lancer un appel d'offres « flash » pour financer des projets de recherche d'urgence. Déjà 280 soumissions ont été faites, et leur évaluation courra jusqu'au 9 avril, deux semaines seulement après la clôture. « C'est exceptionnel ! », souligne-t-il. Il attend de connaître l'enveloppe exacte, et donc le nombre d'heureux élus. Elle était de 3 mil-

lions d'euros au lancement, mais devrait être triplée. Le 20 mars, le ministère des armées a lui-même lancé un appel d'offres pour « la recherche de solutions innovantes, qu'elles soient d'ordre technologique, organisationnel, managérial ou d'adaptation de processus industriels », d'un montant de 10 millions d'euros.

Les chercheurs n'ont pourtant pas attendu ce réveil budgétaire pour se mobiliser. Partout dans le monde, depuis la notification par la Chine de cas suspects à l'Organisation mondiale de la santé, le 31 décembre, des épidémiologistes, des virologues, des biologistes structuraux, des généticiens tentent

**LA CRISE EST LÀ,
MAJEURE
ET MONDIALE.
ET LES FONDS
AFFLUENT
SOUDAIN**

de cerner ce nouveau coronavirus pour mieux le combattre. En témoigne l'impressionnante production d'articles scientifiques, d'abord essentiellement chinoise, mais en phase massive de diversification internationale : on compte vingt articles scientifiques consacrés quotidiennement au nouveau coronavirus.

En France, un consortium spécialisé sur les maladies émergentes, REACTing, créé en 2013 et piloté par l'Inserm, a été réactivé. Il assure une veille sur ce flot incessant d'études. Surtout, il coordonne les travaux des équipes françaises, impliquant l'ensemble des disciplines. Son comité scientifique a

choisi vingt projets, autour de quatre thématiques : la recherche à visée diagnostique, clinique et thérapeutique, l'épidémiologie, la recherche fondamentale et les sciences humaines et sociales.

Soixante laboratoires dans l'action

Mais le cercle s'élargit sans cesse. Gilles Bloch, PDG de l'Inserm, se dit « très impressionné » par la mobilisation des chercheurs de tous horizons. « Il y a déjà soixante laboratoires dans l'action ou dans une préchauffe très active, dit-il. Cela représente plusieurs centaines de personnes, aussi bien dans les laboratoires que dans les centres d'investigation clinique. »

Un appel à volontaires va être lancé auprès des personnels de laboratoire pour relayer les hospitaliers dans les essais cliniques, afin que ceux-ci puissent se concentrer sur les cas urgents. Car, si l'Occident a bénéficié de quelques semaines de répit, à l'heure du confinement généralisé, les chercheurs se trouvent ralentis dans leurs travaux. Le sentiment d'urgence n'en est que plus aigu.

C'est particulièrement le cas à l'Institut Pasteur, premier centre en Europe à avoir séquencé le nouveau virus. La consigne donnée aux 2800 salariés est celle du télétravail, si possible. « Les activités de laboratoire ont été repositionnées sur la recherche Covid-19 et sur des programmes de recherche prioritaires, dont l'interruption entraînerait la perte d'un nombre important de données ou de matériel », précise Christophe d'Enfert, directeur scientifique de l'institut. Moins de 400 personnes sont présentes sur le campus. Le Covid-19 en mobilise une centaine dans les laboratoires, dont les spécialistes de virologie, tous réorientés vers le nouveau coronavirus.

De multiples projets de recherche, notamment en épidémiologie et en thérapeutique, ont été lancés. Les chercheurs pasteuriens planchent aussi sur plusieurs approches vaccinales, à partir de différents virus atténués (rougeole, lentivirus) et d'ADN. Ils suivent encore la piste d'une thérapeutique par des anticorps monoclonaux, qui pourraient bloquer l'infection par le virus. La plate-



Adeline Danneels (à gauche), technicienne du CNRS, et Sandrine Belouzard, virologue, à l'Institut Pasteur de Lille, le 20 février. SYLVAIN LEFEVRE/GETTY IMAGES/AFP

DES CHERCHEURS AU CHÔMAGE TECHNIQUE

L'appartement d'Audrey Dus-sutour, chercheuse au centre de biologie intégrative de l'université de Toulouse, est devenu un grand élevage. Avec les mesures de confinement annoncées, la directrice de recherche CNRS, spécialiste des fourmis et des blobs, a dû mettre en sommeil l'ensemble de ses activités. Si les souris et les insectes de l'animagerie continueront d'être nourris deux fois par semaine, l'unicellulaire géant n'entraîne pas dans cette catégorie. Elle a donc apporté chez elles deux spécimens de chacune des huit souches sur lesquelles elle conduit ses expériences. « Le reste est parti à la poubelle. C'est comme ça. »

Thomas Hermans, directeur du laboratoire des systèmes complexes hors équilibre, ISIS, université de Strasbourg, était, lui, déjà confiné avant la fermeture de l'université car sa femme a une maladie respiratoire. « J'ai dû coordonner la fermeture du

laboratoire depuis chez moi. Il reste quelques employés à l'institut pour garder tout le matériel en sécurité. »

« La grosse frustration, ce sont les expériences et les échanges directs, qui sont deux piliers de notre activité », explique Lydéric Bocquet, directeur de l'Institut Pierre-Gilles-de-Gennes (IPGG), à Paris. « Nous avions des expériences qui étaient en train de bien marcher. Certaines, en collaboration avec une start-up, devaient valider leur technologie. Cela aura donc aussi des conséquences économiques. » A l'IPGG, institut d'environ 300 personnes, l'activité est arrêtée, avec seulement des visites pour vérifier qu'il n'y ait pas de coupures de certains équipements, dont les congélateurs qui contiennent de précieuses lignées cellulaires, fruits d'années de travail.

A Saclay, l'un des plus grands instruments de recherche, le synchrotron Soleil, est à l'arrêt. « Toute notre expérience était dans des caisses, prêtes à

partir pour Soleil. On espère que nos échantillons résisteront », témoigne Paul Loubeyre, physicien au CEA, qui devait passer aux rayons X un matériau obtenu sous haute pression. « Si cela dure plus d'un mois, nous devons probablement le refaire car il se sera sûrement dégradé. »

« Garder le contact »

A l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), dont la mission est d'effectuer des fouilles d'urgence précédant de gros travaux d'aménagement, il a fallu fermer les quelque 200 chantiers en cours sur tout le territoire français. Et renvoyer chez eux les 2000 agents qui travaillaient sur le terrain.

Les sciences humaines et sociales sont également touchées. « Certaines recherches sont interrompues », relate Karine Gallopel-Morvan, professeure et chercheuse à l'école des Hautes Etudes en santé publique

(EHESP), à Rennes. De même, des études qualitatives, entretiens individuels ou en groupe, risquent d'être annulées, même si des interviews peuvent être effectuées par Skype ou autres. « Les protocoles de recherche clinique [le recueil de données] sont mis à l'arrêt, et l'activité est concentrée sur le traitement de données, les recherches, l'écriture des articles... », indique de son côté Francis Eustache, qui dirige l'unité Neuropsychologie et imagerie de la mémoire humaine (Inserm-EPHE-Unicaen). L'un des objectifs est, selon lui, « de garder le contact avec tous et de détecter des situations précaires ».

Les astronomes font peut-être figure d'exception. Ce sont déjà des habitués du télétravail. Il y a longtemps que ces chercheurs ne se rendent plus qu'exceptionnellement dans les observatoires et n'y passent plus des nuits entières, sous la coupole, l'œil rivé au télescope. ■

forme de séquençage du Centre national de référence des infections respiratoires de l'institut tourne, elle, à plein régime. «Trois techniciens sont là tous les jours, ainsi qu'un ingénieur», soutenus par des personnels d'autres laboratoires, souligne Vincent Enouf, responsable adjoint de l'équipement. Une centaine d'échantillons sont traités chaque jour pour des analyses qui prennent moins de deux jours. Les résultats alimentent les bases de données internationales.

M. Enouf doit aussi gérer la logistique d'envoi de kits diagnostiques et de réception des échantillons. Veiller aux approvisionnements en réactifs qui viennent de divers fournisseurs, notamment étrangers. Sans compter le nerf de la guerre : l'argent. L'Institut Pasteur se tourne notamment vers l'ANR et des fonds européens. Une collecte auprès du public, lancée dès février, devrait permettre de couvrir des projets propres de l'institut.

Autre pôle majeur, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Elle a créé un comité de pilotage spécial Covid pour recenser les recherches déjà en cours et les organiser, en lien avec REACTing. «L'objectif est de mettre en place, dès maintenant, les principales études pour explorer le Covid dans toutes ses dimensions : en virologie, thérapeutique, imagerie, psychiatrie, sociologie...», énumère le cardiologue Gabriel Steg, qui copréside ce comité avec l'infectiologue Yazdan Yazdanpanah.

Les procédures administratives sont accélérées. L'accord d'un comité d'éthique pour une recherche peut ainsi être obtenu en vingt-quatre heures, souligne le professeur Steg. En attendant les financements provenant des appels d'offres publics, qui devraient prendre deux à trois semaines, les projets démarrent avec les fonds d'amorçage de REACTing, le redéploiement des ressources de l'AP-HP et le soutien de fondations.

«Le message important est de raccourcir le cycle de la recherche pour qu'elle puisse aider rapidement aux décisions des infectiologues et réanimateurs», indique Philippe Ravaut, directeur du Centre de recherche épidémiologie et statistiques (Cress, Inserm-université de Paris). Toute la communauté scientifique se mobilise, à l'échelon national et international, avec une accélération incroyable des recherches. Pour un projet d'essai sur un anticorps monoclonal anti-IL-6, qui pourrait traiter des malades sévèrement atteints par le Covid-19, avec une forte inflammation, deux équipes se sont relayées au cours d'une nuit pour obtenir l'aval d'un comité d'éthique. «En temps normal, un an au moins serait nécessaire», précise M. Ravaut. L'objectif est de savoir au plus vite si ces traitements sont efficaces ou non.

Des masques par impression 3D

La recherche collaborative est aussi mise à profit, notamment au sein d'une plateforme récente, Just One Giant Lab (JOGL). Le 10 mars, ses fondateurs ont lancé un nouveau défi autour de la réalisation de tests diagnostiques rapides et librement diffusables. «Des alternatives seront nécessaires face à la crise, en plus des mesures institutionnelles. C'est pourquoi nous essayons de développer un test simple à mettre en œuvre», explique Thomas Landrain, cofondateur de JOGL. Cela passerait par exemple par l'utilisation d'équipement de laboratoires académiques.

Le protocole pourrait également servir à de la veille environnementale pour surveiller la diffusion du virus en dehors des personnes infectées. Un noyau de 500 personnes environ réfléchit déjà à ces questions : biologistes, développeurs, codeurs, designers, et autres personnes de bonne volonté... «Il nous faudra sans doute encore deux semaines de mises au point et une semaine de validation, pour laquelle nous comptons sur des laboratoires universitaires», ajoute M. Landrain. JOGL héberge aussi d'autres idées, comme la réalisation de masques par impression 3D ou des respirateurs «bricolés», ou bien des méthodes de prédiction d'apparition de symptômes... «Nous es-

sayons de casser les barrières et de tester des idées rapidement», résume-t-il

Cette question cruciale des tests diagnostiques, qui font actuellement défaut, travaille aussi Patrick Tabeling et deux de ses collègues, seuls depuis le 17 mars dans le bâtiment de sept étages de l'Institut Pierre-Gilles-de-Gennes (Paris), où grouillent d'habitude environ 300 personnes. Sa petite équipe vise la mise au point d'un test diagnostique avec un dispositif miniaturisé et simplifié, réalisable dans un cabinet médical pour un coût réduit. Un smartphone pourrait même suffire à repérer la fluorescence. Mais celui-ci est pour l'instant bloqué par le manque d'échantillons contenant le virus, nécessaires pour valider le produit.

Au-delà des scientifiques directement en prise avec le nouveau coronavirus, certaines équipes, qui travaillaient sur des thématiques proches, se sont «repositionnées». C'est le cas de l'Institut de recherche en infectiologie de Montpellier. L'essentiel des chercheurs a été renvoyé à la maison, mais plusieurs équipes de virologues continuent d'y travailler. Habituellement tournée vers la recherche fondamentale, celle de Raphaël Gaudin avait développé, il y a quatre ans, un antiviral à large spectre, efficace sur plusieurs familles de pathogènes (arenavirus, flavivirus, rhabdovirus). «Un projet qui court en parallèle de notre activité principale, mais qui nécessite de gros moyens en temps et en financement», précise le chercheur.

En février, l'institut a décidé de relancer le projet. D'autant que trois autres groupes se trouvaient dans la même situation, avec des antiviraux synthétisés et potentiellement candidats à un test d'efficacité sur le nouveau coronavirus. Ils ont obtenu des autorités sanitaires l'autorisation de travailler sur la souche, qu'ils ont reçue cette semaine de l'Institut Pasteur. «Nous sommes en train de la faire pousser pour pouvoir commencer les tests», précise le chercheur. En quelques semaines, on pourra voir si ça peut marcher. Mais il ajoute : «Ensuite, toutes les étapes classiques devront être menées, cytotoxicité, pharmacodynamie, pharmacocinétique... Cela prendra au moins un an.»

Le professeur Eric Vivier, immunologiste, coordinateur de Marseille Immunopôle et directeur scientifique d'Innate Pharma, a lui aussi en partie «pivoté» : «Je travaille dans trois laboratoires qui sont très différemment impactés par la pandémie. Au laboratoire d'immunobiologie du CHU de Marseille, nous continuons l'activité quotidienne des bilans immunitaires demandés par les médecins pour leurs patients hospitalisés. Nous avons prêté une machine à PCR [utile à l'expérimentation en biologie moléculaire] à l'équipe de Didier Raoult, qui réalise les tests de diagnostic du SARS-CoV-2.»

En revanche, l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille lui a demandé d'arrêter toutes les activités de recherche non liées au coronavirus, sauf en cas de bénéfice direct pour les patients. «Habituellement, notre équipe travaille dans le domaine des cancers et des déficits immunitaires, pas dans celui des maladies infectieuses. Mais, sachant qu'il y a une suractivation immunitaire dans les syndromes de détresse respiratoire aiguë [formes sévères de Covid-19], nous explorons une piste thérapeutique avec un médicament déjà disponible et qui pourrait être repositionné.» Si cette hypothèse était validée, un essai clinique pourrait suivre.

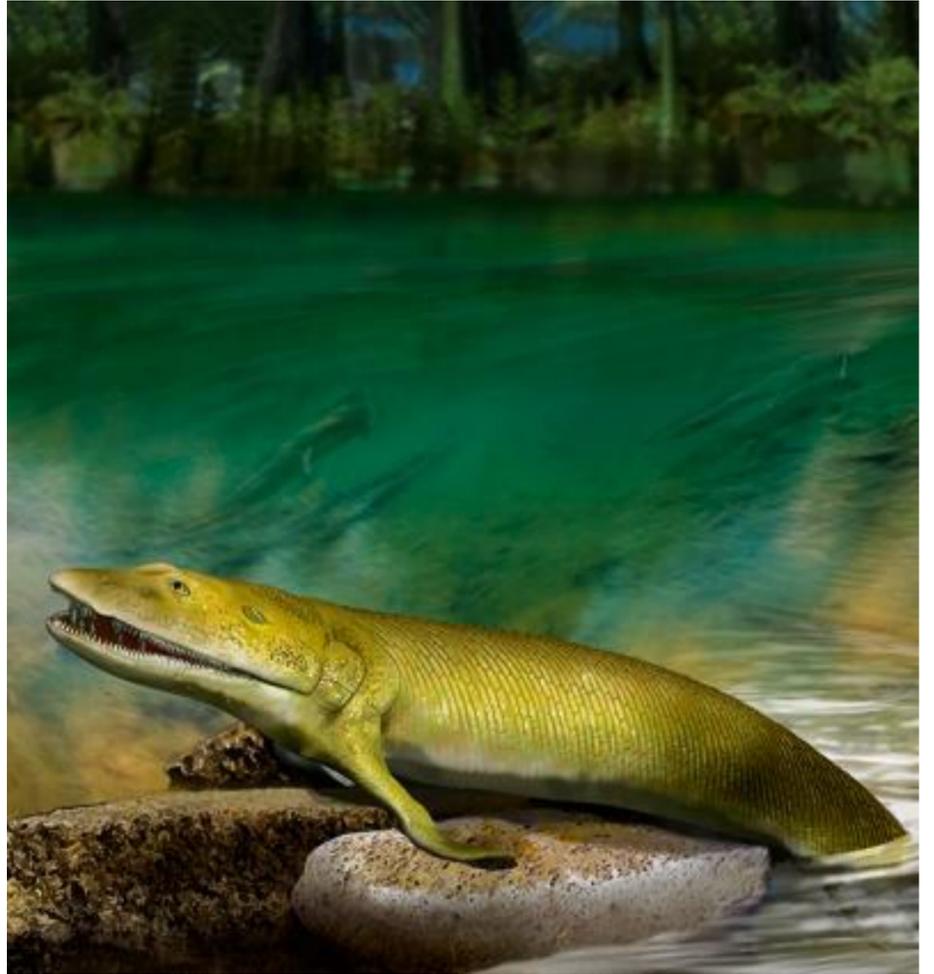
Paris contre Marseille

Conséquence de cette effervescence : «Il n'y a plus de compétition entre universités, établissements publics à caractère scientifique, laboratoires, il n'y a plus d'ego... preuve de l'engagement de tous les chercheurs», constate M. Ravaut. Cette union sacrée n'est pas sans failles : la proposition de l'infectiologue Didier Raoult (IHU Méditerranée, Infection, Marseille) de traiter le Covid-19 par l'hydroxychloroquine, une molécule ancienne, a été fraîchement accueillie par une partie de la communauté scientifique et médicale. M. Raoult n'en a cure et trace son sillon, fait état de premiers résultats encourageants sur un petit nombre de malades, et a décidé de mettre en application son traitement sur les patients. Ces antagonismes – Paris contre Marseille, potentat local contre jacobins – auront-ils constitué des pertes de chances pour les malades ? Il est trop tôt pour le dire.

Le déroulé de la crise suggère aussi que les scientifiques n'ont pas toujours bénéficié de relais efficaces auprès des politiques. Il aura fallu attendre le 11 mars pour que soit installé auprès du gouvernement un conseil scientifique sur le SARS-CoV-2. Et pour que l'évidence épidémiologique, celle d'une explosion exponentielle des cas et des morts, infléchisse enfin l'action publique. ■

SERVICE PLANÈTE-SCIENCE

L'IMAGE DE LA SEMAINE



Vue d'artiste de l'«Elpistostege watsoni». KATRINA KENNY

CE POISSON FOSSILE QUI NOUS AURAIT DONNÉ LA MAIN

Une équipe australo-canadienne a publié, dans la revue *Nature* du 19 mars, l'analyse d'un poisson fossile vieux d'environ 380 millions d'années, découvert en 2010 dans le parc

national de Miguasha, au Québec. Il appartient à un groupe éteint qui marque la transition vers les tétrapodes (vertébrés à quatre membres dont les humains font partie), qui allaient conquérir les terres émergées. L'examen des nageoires pectorales de ce spécimen exceptionnel – car complet – d'*Elpistostege watsoni*, a montré la présence de petits os

allongés et alignés. Leur disposition laisse à penser qu'on est en présence des premiers proto-douilles. Cet ancêtre de main reste toutefois enfoui au sein de la nageoire, mais les auteurs de l'étude émettent l'hypothèse que celle-ci leur aurait permis de s'aventurer en eau peu profonde voire, de manière brève, sur la terre ferme.



CARTE BLANCHE

Epidémies : aplatir les exponentielles

Par ÉTIENNE GHYS

Ces derniers jours auront au moins permis aux Français de comprendre dans leur chair ce qu'est une exponentielle. Nous avons tous pris conscience que les puissances de 2 croissent vraiment vite : 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, etc., pour dépasser le milliard en à peine 30 étapes. On sait moins que, si le nombre de nouvelles infections dans une épidémie double tous les trois jours, la moitié des personnes infectées depuis le début de l'épidémie l'ont été depuis moins de trois jours. La fonction exponentielle a des aspects terrifiants.

Le premier scientifique qui a mis en évidence ce type de croissance est Leonhard Euler, en 1760, dans un article important intitulé «Recherches générales sur la mortalité et la multiplication du genre humain». En 1798, Thomas Malthus comprend que la croissance exponentielle est une menace pour l'humanité. Heureusement, en 1840, Pierre-François Verhulst découvre la «croissance logistique», qui permet de comprendre pourquoi les exponentielles doivent finir par se calmer. Il s'agit de la courbe qui fut présentée si clairement sur un plateau de télévision par notre ministre de la santé.

Dans une croissance purement exponentielle, le nombre de nouveaux cas de contamination est proportionnel au nombre de per-

sonnes contaminées. En formule, la dérivée y' du nombre de cas y est proportionnelle à y , ce qui se traduit par une équation diaboliquement simple $y' = ay$, dont la solution exponentielle $y = \exp(at)$ rappelle peut-être des souvenirs au lecteur. Le coefficient « a » dépend du nombre moyen de contacts que nous avons : plus il est grand et plus l'exponentielle explose rapidement.

Courbe en cloche

Dans une croissance logistique, le nombre de nouveaux cas de contamination est proportionnel au nombre de personnes déjà contaminées, mais aussi au nombre de personnes contaminables, c'est-à-dire qui n'ont pas déjà été contaminées. Heureusement, le nombre de personnes contaminables diminue au fur et à mesure de l'épidémie, et l'évolution s'infléchit.

En formule, $y' = ay(1-y/b)$ où b désigne la population totale. Dans ce modèle, le nombre de nouveaux cas suit la courbe en cloche dessinée par le ministre. Une croissance exponentielle au début (quand le nombre de cas est encore petit), puis un maximum, et enfin une décroissance. Le seul paramètre sur lequel nous pouvons agir est ce coefficient « a » qui semble anodin, lié au nombre moyen de nos contacts. Lorsqu'on diminue « a », la courbe garde la même allure, mais elle s'aplatit. Certes le pic arrive plus tard, mais

il sera moins haut. L'épidémie dure plus longtemps, mais elle est moins meurtrière. Voilà pourquoi il faut rester chez soi !

Au XVIII^e siècle, on se posait la question de l'intérêt de l'inoculation pour lutter contre la variole, qui avait décimé près de la moitié des Européens. Il s'agissait d'une version très primitive de la vaccination, mais qui présentait des dangers pour les patients inoculés (contrairement à la vaccination). Le mathématicien Daniel Bernoulli écrivit un article intitulé «Essai d'une nouvelle analyse de la mortalité causée par la petite variole, et des avantages de l'inoculation pour la prévenir» qui démontre mathématiquement que l'inoculation est bénéfique. Hélas, il ne sera pas écouté. Quelques années plus tard, l'article «Inoculation» de l'encyclopédie de Diderot et d'Alembert affirmera : «Quand il s'agit du bien public, il est du devoir de la partie pensante de la nation d'éclairer ceux qui sont susceptibles de lumière, et d'entraîner par le poids de l'autorité cette foule sur qui l'évidence n'a point de prise.»

C'est peut-être vrai, mais c'est encore plus vrai quand «la partie pensante» explique clairement ses choix en traçant une courbe sur un plateau de télévision. ■

Étienne Ghys secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, directeur de recherche (CNRS) à l'ENS Lyon

LA RECHERCHE COLLABORATIVE EST AUSSI MISE À PROFIT. UN DÉFI A NOTAMMENT ÉTÉ LANCÉ POUR LA RÉALISATION DE TESTS DIAGNOSTIQUES RAPIDES ET LIBREMENT DIFFUSABLES

LE LIVRE

Un amour de perroquet

Une savoureuse chronique de la relation hors norme entre la biologiste Joanna Burger et son oiseau de compagnie

Au bout de cinq années de relations soutenues, Tiko, mon perroquet, m'a soudain fait la cour. Ce pourrait être l'incipit d'un roman mais l'ornithologue américaine Joanna Burger en a fait la première phrase d'un beau témoignage scientifique sur la vie intime de l'oiseau qui, réellement, partageait son existence et, à travers lui, sur celle de tous les volatiles à qui l'on ne daigne en général prêter pas plus qu'une cervelle de moineau.

Voici donc Tiko, un amazone à lores rouges dans la force de l'âge (30 ans), que la chercheuse et son mari Mike ont accueilli chez eux après le décès de ses précédents « propriétaires », « deux sœurs à la retraite dont il avait adopté les locutions yiddish ». Le mot « propriétaires » est entre guillemets car Joanna Burger prend la peine de préciser qu'un perroquet ne devient jamais vraiment un animal de compagnie : « Ce serait même plutôt le contraire ; vous devenez SON animal de compagnie. » Un jour de printemps 1990, le comportement de Tiko change. Il se fait langoureux, pousse de longs gémissements les yeux dans les yeux et, surtout, montre à celle qu'on n'ose appeler sa maîtresse étant donné le sens ambigu du terme, l'endroit qu'il a choisi pour leur nid, là, sous le buffet. Il régurgite des pignons de pin, qu'il affectionne pourtant beaucoup, offre une friandise alimentaire à celle qu'il a choisie comme partenaire.

Jalousie féroce

Même si Joanna Burger admet qu'elle fait « une compagne particulièrement nulle » puisque aucun œuf n'a jamais rempli leur nid, il n'empêche : le perroquet devient « l'homme de la maison, un amoureux qui allait être encore plus passionné, le don juan du comté de Somerset », dans le New Jersey. Mike, le vrai mari, n'a qu'à bien se tenir. Tiko, avec lequel il a pourtant de vrais moments de complicité, notamment des duos musicaux de siffleurs, a la jalousie féroce et ne manque pas de l'attaquer, de lui tirer les cheveux, de lui pincer les oreilles ou de lui donner un coup de bec sur la tête lorsqu'il embrasse sa femme. Le couple d'humains doit chasser le perroquet de sa chambre pour avoir un peu d'intimité. Mais, si Joanna est souffrante, Tiko se transforme en garde-malade attentionné et inquiet.

La biologiste ne se contente pas de tenir la chronique savoureuse d'une relation hors norme. S'apercevant qu'elle ne savait pas grand-chose de la vie véritable des oiseaux, elle n'hésite pas à attribuer des pensées, des sentiments et des émotions au perroquet, et balaie toute accusation d'anthropomorphisme. Elle reconnaît aussi que Tiko l'a aidée à se débarrasser de ses derniers vestiges de supériorité envers les autres animaux. Le moindre des mérites du *Perroquet qui m'aimait* n'est pas de montrer comment l'oiseau, par la profondeur de son attachement, a donné à Joanna Burger « des leçons essentielles sur ce qu'est un être humain ».

PIERRE BARTHÉLÉMY

« Le perroquet qui m'aimait », de Joanna Burger (Plein Jour, 256 p., 18 €).

L'AGENDA

EXPOSITION

« Prototypes » en ligne

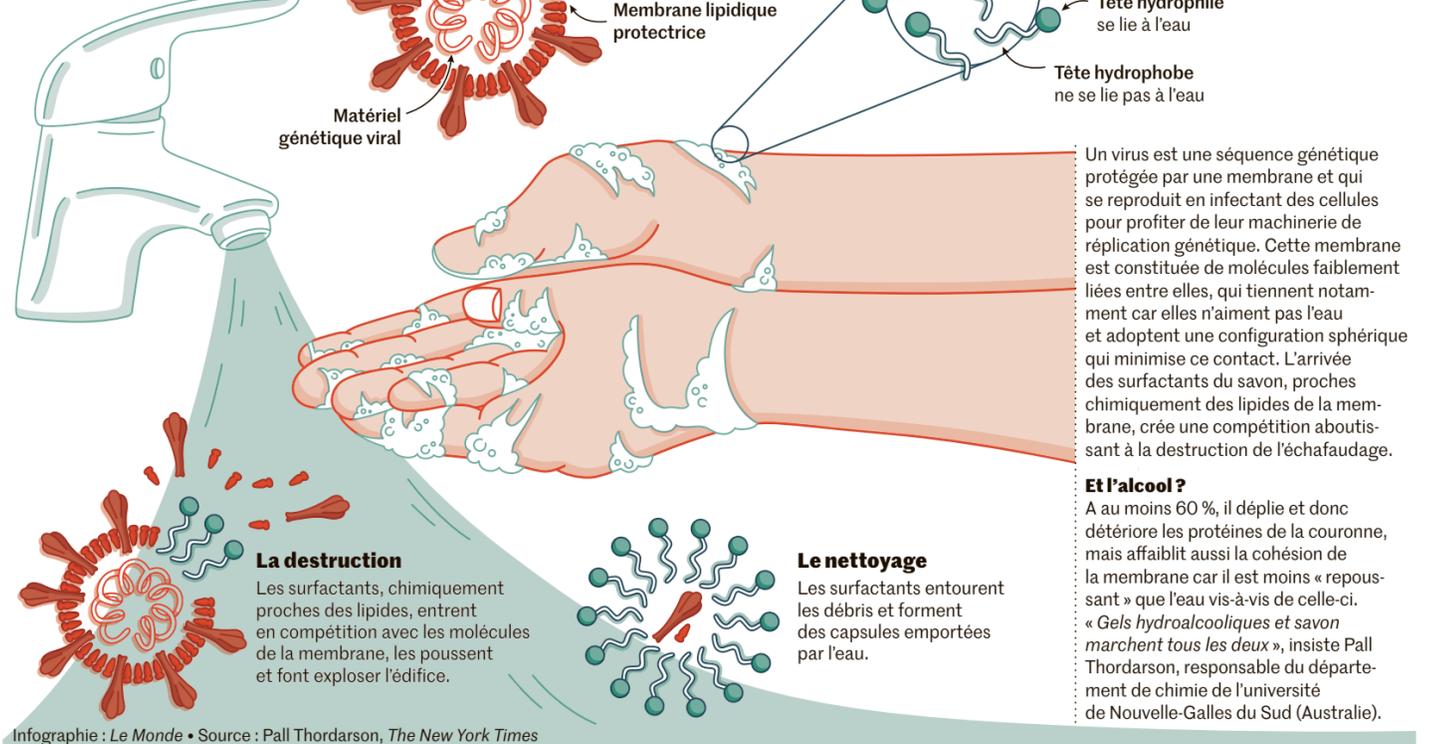
A quoi les premiers modèles de cœur artificiel, de bistouri laser ou de piège à neutrons ressemblaient-ils ? L'exposition « Prototypes » rend hommage à ces objets, résultats de premières expérimentations, souvent vouées à disparaître, « qui sont pourtant une source cruciale pour comprendre comment fonctionne la recherche scientifique », d'après le Musée des arts et métiers. Initialement prévue du 17 mars au 28 juin, l'exposition va se retrouver partiellement en ligne, avec notamment des jeux et des ateliers pour enfants.

> Pour guetter cette ouverture virtuelle : Arts-et-metiers.net

Pourquoi le savon détruit le coronavirus

Le virus SARS-CoV-2

Large de quelques dizaines de nanomètres, il est un assemblage moléculaire fragile de trois ingrédients. Les protéines en pointe le font ressembler à une tête couronnée d'où son nom de coronavirus.



DIX MILLE PAS ET PLUS

BOUGER, MAIS PAS N'IMPORTE COMMENT

Par SANDRINE CABUT et PASCALE SANTI

Les recommandations d'activité physique (trente minutes quotidiennes pour les adultes, une heure par jour pour les enfants de plus de 5 ans, et trois heures par jour en dessous de cet âge) n'ont pas changé mais, en période de confinement pour cause de coronavirus, continuer à les appliquer nécessite pour beaucoup un bouleversement des habitudes.

Les exercices en plein air sont désormais très limités. Et encore plus depuis mardi 24 mars. « Les sorties pour prendre l'air ou pratiquer une activité physique doivent se limiter à un rayon d'un kilomètre de chez soi, durer une heure maximum, et une fois par jour », a indiqué le Premier ministre Edouard Philippe, lundi 23 mars sur TF1. Des règles qui se sont durcies depuis la mise en place du confinement, le 17 mars.

Cela correspond surtout à de la marche ou à un jogging, sans se lancer donc dans de longues distances. « Il n'est pas question de s'éloigner de chez soi. La règle est au confinement pour tout le monde. Rappelez-vous que vous ne devez sortir que pour des urgences comme les courses ou votre santé. Un petit footing est possible pour votre équilibre mais pas un 10 km ! », précisait déjà le ministère des sports, dans un Tweet, le 18 mars.

Le ministère a aussi, toujours par la voie de Twitter, restreint le périmètre d'usage du vélo : « Le cyclisme de loisir est proscrit. Le vélo peut être utilisé uniquement pour aller au travail et à la rigueur pour aller faire des courses. » Un communiqué du 19 mars de la Fédération française de cyclisme va dans le même sens, estimant que « la pratique du sport cycliste communément admise n'entre pas dans les conditions prévues au décret et constitue donc une infraction susceptible de verbalisation. (...) Toute pratique du sport cycliste, même individuelle, doit donc être momentanément proscrite ». Les sports nautiques sont eux aussi interdits.

Bref, sauf à disposer d'un jardin où pratiquer des activités individuelles ou avec les personnes de son foyer, la consigne est désormais : « Bougez, oui, mais indoor, chez vous. » Une foultitude d'initiatives sont accessibles sur Internet, grâce à des applications. Le ministère en recense un certain nombre sur son site, et renvoie aussi aux propositions des fédérations sportives.

Pour autant, les médecins incitent à la prudence. « Il faut bouger chez soi, et un peu dehors en respectant les consignes, mais en restant raisonnable en matière de durée et surtout d'intensité », a recom-

mandé Laurent Chevalier, président du Club des cardiologues du sport, le 19 mars, au Monde. Ce médecin se dit affolé par la multiplication des vidéos qui circulent sur Internet poussant les gens à multiplier les efforts physiques. « Dans le contexte actuel, pas la peine d'en rajouter et de risquer des morts subites », résume-t-il.

Par ailleurs, si bouger est une composante essentielle de la santé dans ce nouveau quotidien qui s'impose à nous, c'est tout notre mode de vie qu'il faut repenser, comme le soulignent six médecins et chercheurs dans une tribune. Parallèlement à des temps d'activité physique, lutter contre la sédentarité est impératif : « Levez-vous fréquemment (par exemple toutes les 90 ou 120 minutes) pour réaliser une tâche, ou étirez-vous, bougez et marchez un peu au sein de votre domicile, téléphonez en marchant ou travaillez sur l'ordinateur debout... Ce sont de petits gestes qu'il faut multiplier tout au long de la journée », préconisent-ils. Ils invitent aussi à veiller à maintenir un bon équilibre alimentaire et à cuisiner. Sans oublier de « réduire les quantités », le niveau global d'activité physique risquant, malgré l'exercice à domicile, de diminuer « de façon importante » en période de confinement. Tout un nouvel équilibre à trouver. ■

AFFAIRE DE LOGIQUE - N° 1138

Repli stratégique

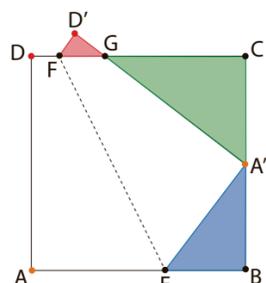
Toujours passionnés par le pliage de papier, Alice et Bob partent cette fois d'une feuille carrée ABCD de 15 cm de côté. Ils la plient selon une droite (EF) de manière que le coin A vienne sur le côté [BC] en un point A'. D se retrouve en D'. G est l'intersection de (A'D') et de (FC).

Nos amis colorient ensuite trois des triangles rectangles mis en évidence : en rouge, en vert et en bleu (voir figure).

1. Sauriez-vous trouver une relation entre les longueurs des hypoténuses de ces trois triangles ?

Alice fait ensuite un « repli », autrement dit un pliage similaire sur une nouvelle feuille carrée de 15 cm de côté. Elle mesure la distance entre A' et B et trouve 5 cm.

2. Quelle est alors la longueur du segment [GC] ?



CONCOURS DE CRYPTOGRAPHIE

JUSQU'AU 28/03 SUR INTERNET

Sébastien Peronno, professeur de mathématiques, a développé depuis plus d'un an la plateforme « Jolies maths » (gratuite et sans publicité). On y trouve à la fois un site web pour enseignants et une chaîne vidéo. Il a lancé une nouvelle plateforme « élèves » le « jour de pi » (le 14/03) sur laquelle il organise jusqu'au 28 mars un concours de cryptographie. Il s'agit de décoder six textes, dont le niveau requis va de l'école primaire à l'université. Le concours est gratuit et ouvert à tout public, scolaire ou non, mais l'inscription est obligatoire.

Inscription sur apprendre.joliesmaths.fr

TRANSPORT OPTIMAL À CLERMONT

LE 30/03 ET À PARIS LE 01/04

La prochaine conférence du cycle « Un texte, un mathématicien », faite par Julie Delon, se tiendra dans deux lieux (sous réserve d'une annulation possible) : à Clermont-Ferrand le 30 mars à 18 h à l'amphithéâtre Agnès Varda de l'UFR de Lettres, à Paris le 1^{er} avril à 18 h 30 à la BNF. Son titre : « Des tas de sable aux pixels, deux siècles et demi de transport optimal depuis Monge ». Partant du *Mémoire sur la théorie des déblais et remblais* de Gaspard Monge, la conférencière relatera les développements de la théorie du transport optimal, de Monge en 1781 à Kantorovitch en 1975.

Informations sur snf.emath.fr/evenements

EXPOSITION « FAIRE CORPS »

À PARIS DU 07/04 AU 03/05

Les artistes Adrien M. (jongleur et informaticien) et Claire B. (plasticienne et scénographe), surnommés « les chorégraphes des pixels », ont déjà été présentés dans cette rubrique, à propos de l'exposition « L'ombre de la vapeur » (2018) ou du spectacle « Hakanai » (2013). Ils nous emportent à nouveau dans leurs faisceaux scintillants pour une exposition à la Gaité Lyrique (Paris 3^e), « Faire corps », qui réunit un ensemble d'œuvres immersives et interactives faisant jouer l'ombre et la lumière, les points et les lignes, le temps et l'espace.

Infos sur gaitelyrique.net/programmation

Solution du problème 1137

1. Les quatre amis entrent dans l'eau dans l'ordre suivant : Denise, Bob, Alice, Elisabeth.

Qui a pu se baigner en premier tout(e) seul(e) ? Ce n'est pas Elisabeth, qui serait automatiquement suivie d'Alice et Denise. D'après la troisième assertion, Elisabeth ne se baignant pas, Denise est forcément dans l'eau, c'est elle qui entre la première. Alice ne peut pas se baigner seule avec Denise (elle entraînerait Bob), ni Elisabeth (elle entraînerait Alice). C'est donc Bob qui entre dans l'eau en deuxième. Elisabeth ne peut toujours pas entrer seule en troisième (Alice l'accompagnerait). C'est donc Alice qui se baigne en troisième, et enfin Elisabeth en quatrième.

2. Cédric et Denise sont seuls à se baigner ensemble.

Supposons qu'Elisabeth se baigne. Alice et Denise se baigneraient avec elle, donc Bob (qui accompagne toujours Alice) et Cédric (qui accompagne Denise). Contradiction car Bob et Cédric ne se baignent jamais ensemble. Elisabeth ne se baigne donc pas, ce qui entraîne que Denise se baigne (l'une des deux, au moins, est dans l'eau), donc aussi Cédric.

Cédric se baignant, cela exclut Bob, donc Alice.

Cédric et Denise sont donc les seuls à entrer dans l'eau ensemble.

ENTRETIEN

« Les pannes du cerveau montrent que notre “moi” est une construction »

En pénétrant dans les arcanes de notre matière grise à travers l'étude de cas, le neurologue Laurent Cohen interroge notre perception du monde. Et celle que nous avons de nous-mêmes

Démonter l'étrange mécanique de notre machine à penser. C'est ce que propose, à travers les parcours d'une vingtaine de patients, le professeur Laurent Cohen, neurologue à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris (AP-HP) et chercheur en neurosciences cognitives à l'Institut du cerveau (ICM). Il publie un fascinant ouvrage, *Le Parfum du rouge et la Couleur du Z. Le cerveau en 20 histoires vraies* (Odile Jacob, 240 p., 22,90 euros). Ou comment, en neurologie, coupler la grande tradition de l'étude des cas et les méthodes les plus pointues de l'imagerie cérébrale. Et rendre un hommage à tous ces patients qui ont fait progresser la science et la médecine.

Vos patients souffrent de « pannes cérébrales », avec leur cortège de comportements atypiques. D'où vient leur étrange pouvoir de fascination ?

Ces patients remettent en cause nos certitudes sur notre propre identité. Avec notre cerveau, nous nous construisons des mondes. Et parmi les nombreuses illusions que génère cette construction, nous avons des représentations sur nous-mêmes. Chacun de nous a ainsi l'impression d'être une unité compacte et indissociable : notre « moi », avec son nom, sa mémoire, sa personnalité, ses actes... Or, ce que nous montrent ces patients, avec leur grande variété de pannes cérébrales, c'est que ce « moi » est une construction.

« Je pensais être un être indissociable. En fait, je suis plutôt une machine faite de parties compliquées. » Notre apparente unicité résulte du montage d'innombrables facultés qui peuvent être isolées et tomber en panne séparément. Plus généralement, ces pannes cérébrales ouvrent une porte sur les coulisses de notre vie mentale. La réalité de ce que nous vivons nous apparaît comme une sorte d'unité lisse ? Elle est en réalité le fruit d'une myriade de processus cérébraux distincts et enchevêtrés. Quand une partie de cette mécanique complexe fait défaut, notre rapport au monde et à nous-même peut être bouleversé.

Ces lésions cérébrales peuvent toucher chacun de nous. Est-ce un autre motif de fascination ?

Absolument. Chacun de nous peut passer « de l'autre côté » du bureau du médecin, c'est-à-dire du côté du patient. Les maladies neurologiques sont malheureusement très fréquentes. Il faut être très vigilant : face à ces maladies, nous avons tendance à être surpris, parfois même à rire, car certaines situations sont comiques. Mais si rire il y a, ce doit être un rire amical et fraternel, non un rire moqueur. A cette condition, le rire peut être une porte d'entrée dans le savoir médical, à la façon de Rabelais, un médecin humaniste. La tradition du « rire médical » peut amorcer l'envie de comprendre. Mais ce rire ne doit pas induire un comportement de distance, voire de rejet. J'ai confié une certaine gêne à raconter l'histoire de ces patients, par crainte du voyeurisme. Et à cause de l'asymétrie de la relation entre celui qui voit (le médecin, le lecteur) et celui qui subit (le patient). Chacun de ces patients, en réalité, nous tend un miroir de ce que nous sommes. Chacun nous dit quelque chose de la manière dont nous sommes tous construits.



Le professeur Laurent Cohen, neurologue et chercheur en neurosciences cognitives. ICM

Nos fonctions mentales complexes sont toutes liées à la même « viande » cérébrale. Alan Turing, lui, parlait de matière à la « consistance molle du porridge froid »...

C'est une autre surprise, qui va à l'encontre d'une autre intuition très puissante : le dualisme. Tout le monde a l'impression qu'il existe deux types d'objets de substance très différente : les choses ordinaires, et puis l'esprit. Nous nous percevons ainsi, et percevons autrui ainsi. Nous sommes des êtres animés par des idées, des désirs, des espoirs, des sentiments... d'une essence à part, voulons-nous croire. Or, il suffit d'enlever une cuillerée de ce « porridge froid » pour que, soudain, une de nos facultés cognitives cesse de fonctionner. C'est l'illustration la plus frappante, à mon sens, du quiproquo du dualisme.

La tradition des « cas » n'est-elle pas très vivace en neurologie ?

Plus encore : l'étude du parcours singulier de chaque patient est aux fondations, au XIX^e siècle, des neurosciences cognitives (qui ne portaient pas encore ce nom). Les grands maîtres précurseurs, tels Paul Broca, Jean-Martin Charcot ou Jules Dejerine, sont généralement partis d'observations d'un patient donné pour élargir leur vision. Dans leurs publications, ils décrivent l'histoire de Monsieur Untel, Madame Unetelle... Si tel trouble ne concerne qu'une personne, à un moment donné, sa description est riche d'enseignements plus généraux. Quand Paul Broca rencontre, en 1861, un patient, Louis Victor Leborgne, qui, malgré des capacités cognitives normales, ne peut plus articuler qu'une syllabe, « tan », il s'oriente sur la piste d'une région cérébrale cruciale pour la production du langage.

Avec l'avènement de l'imagerie, l'étude des cas singuliers est-elle toujours un moteur du progrès médical ?

Il y a eu, c'est vrai, une relative éclipse de ces études de cas. Je suis moi-même un représentant de cette évolution. Pour autant, l'exploration détaillée des cas individuels reste, à mon sens, irremplaçable. Si vous mélangez deux patients qui ont du mal à lire, et que vous cherchez à en extraire une

explication moyenne, cela n'a aucun sens ! La nature de leur panne peut radicalement différer. Les deux approches sont complémentaires. Par exemple, si une région du cerveau s'active pendant qu'une personne effectue un calcul mental, cela ne prouve pas que cette région est nécessaire. La seule manière de le démontrer, c'est de voir ce qui se passe quand elle n'est plus fonctionnelle, à la suite d'un accident ou d'une lésion.

Et notre faculté de reconnaître les visages, pourquoi est-elle parfois altérée ?

L'incapacité à reconnaître les visages humains, ou prosopagnosie, peut être la conséquence d'une lésion cérébrale qui touche un lieu précis de l'hémisphère droit, sous le lobe temporal. Mais le plus souvent, il s'agit d'un trouble du développement. Les personnes naissent alors avec ce trouble : leur vie durant, elles seront incapables de reconnaître un visage. Environ 2 % de la population serait concernée. En réalité, les patients prosopagnosiques voient clairement les visages, sans pouvoir les rattacher aux personnes qu'ils connaissent.

Je raconte le cas de ce père qui, à la suite d'une hémorragie cérébrale, ne pouvait plus reconnaître les traits de sa femme et de ses fils. Quand son aîné eut 11 ans, le père a eu la « chance » que celui-ci soit gardien de but, au sein de son équipe de foot. Cela lui permettait de le distinguer ! En réalité, ces patients développent des ruses. Fait étonnant, ils reconnaissent plus facilement un visage qui exprime une émotion, comme si le système des émotions, intact, venait booster le système défaillant de reconnaissance des visages. Cela nous interroge sur ce qui définit l'identité. Qui suis-je quand je ne peux reconnaître mon propre visage dans un miroir ? Tout à coup, « Je est un autre », comme le disait Rimbaud.

Vous racontez l'histoire d'une femme atteinte d'une sclérose en plaques relativement bénigne, mais qui déclenchait un rire incoercible dans des situations inappropriées...

Cette femme, cadre supérieure dans les ressources humaines, était

victime de fous rires incongrus souvent déclenchés par un stress : quand elle devait annoncer un licenciement, par exemple.

Son histoire, avec d'autres, a permis d'identifier trois niveaux dans la machinerie du rire. Le rez-de-chaussée, très ancien, héberge le programme automatique du rire. Situé dans le tronc cérébral, il déclenche les spasmes du visage et des cordes vocales, les secousses du diaphragme... Le premier étage du rire, lui, est situé dans l'hypothalamus et différentes régions du cortex. Il contrôle le tronc cérébral pour déclencher ou inhiber le rire automatique. Quant au second étage, situé notamment dans le cortex préfrontal, il analyse le potentiel comique des situations. Chez notre patiente au rire incontrôlable, même dans des situations tragiques, le contrôle exercé par le premier étage était perturbé. La patiente ne pouvait inhiber son rire automatique. Sa capacité à apprécier l'humour, en revanche, était intacte.

Comment rendre à ces patients anonymes une part de ce qu'ils ont apporté à la science ?

L'Institut où je mène mes recherches, l'ICM, est fondé sur cette question. Il a été créé « pour et avec chaque patient ». Autrement dit, l'échange entre médecins et patients fonctionne dans les deux sens : le médecin est intéressé par l'histoire de son patient, et le patient par l'aide que peut lui apporter le médecin. Mais avant de les aider, encore faut-il les comprendre ! Les étudier ne signifie pas les réduire à l'état de cobayes.

Il y a deux façons, pour les médecins, de rendre à ces patients une partie de ce qu'ils ont donné à la science. A partir de leur histoire, nous pouvons concevoir des pistes de recherche qui se traduiraient en progrès médicaux utiles. Nous y parvenons parfois, parfois un peu, parfois pas du tout. D'autre part, nous leur fournissons une explication qui leur permet de poser un regard moins perplexe, passif ou effrayé sur ce qui leur arrive. Comprendre, plutôt que de vivre dans l'ignorance de soi-même, est souvent un soulagement. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FLORENCE ROSIER

TÉLESCOPE

RÉCOMPENSES
Prix Abel...

Hillel Furstenberg (84 ans) et Gregory Margulis (74 ans) sont les lauréats du prix Abel, décerné par l'Académie norvégienne des sciences et des lettres à des mathématiciens pour l'ensemble de leur œuvre. Les deux chercheurs, qui n'ont jamais collaboré ensemble, sont des probabilistes, tous deux spécialistes des marches aléatoires, ces mouvements erratiques qui se trouvent dans bien des domaines, comme la finance, la chimie ou la physique. Leurs théories ont aussi servi à résoudre des problèmes dans diverses branches des mathématiques, comme la théorie des nombres, des groupes ou des graphes. Hillel Furstenberg, né en Allemagne, a été formé aux Etats-Unis avant de rejoindre l'université hébraïque de Jérusalem en 1965. Gregory Margulis, également médaille Fields en 1978, est d'origine russe et professeur à l'université Yale aux Etats-Unis depuis 1991. Les deux se partageront les 834 000 dollars (775 000 euros) de dotation du prix.

... et prix Turing

Deux pionniers américains de l'animation vidéo numérique ont reçu, le 18 mars, le prix Turing, attribué par l'Association for Computing Machinery, sponsorisé par Google et doté d'un million de dollars (930 millions d'euros). Edwin Catmull (74 ans) et Patrick Hanrahan (66 ans) ont travaillé dans les célèbres studios de cinéma Pixar, aujourd'hui propriété de Disney. Le premier en a même été président, et avait recruté son collègue qui a ensuite rejoint le monde académique à l'université Stanford. Dans les années 1980-1990, ils ont développé de nombreuses techniques permettant de représenter des volumes, calculer des textures, proposer des vues différentes d'une même scène... pour des films d'animation ou des effets spéciaux.

ARCHÉOLOGIE
Découverte d'ânes dans la tombe d'une noble chinoise



Une équipe sino-américaine d'archéologues a découvert des ossements d'ânes dans la tombe de Cui Shi, une femme appartenant à la noblesse chinoise, morte en 878 à Xi'an, qui était alors la capitale de la dynastie Tang. Animaux de bât, les ânes n'avaient jamais été retrouvés dans le tombeau d'un personnage de haut rang. Les chercheurs pensent qu'ils ont été sacrifiés pour permettre à Cui Shi de pratiquer le polo à dos d'âne après sa mort. Ce sport était en effet très en vogue sous la dynastie Tang dans les familles royales et nobles, au point que l'empereur organisait une compétition de cette discipline équestre pour choisir ses généraux. C'est ainsi que le mari de Cui Shi a été promu général par l'empereur Tang Xizong pour avoir remporté un match.

(PHOTO : S. HU ET T. WANG / ANTIQUITY)
> Hu et al., « Antiquity », 17 mars.

PSYCHOLOGIE
Publier des barres d'erreur ne nuit pas à la confiance

Une équipe de l'université de Cambridge a testé l'effet sur les lecteurs d'une communication d'informations chiffrées avec ou sans incertitude (barre d'erreur, fourchette...), soit avec des volontaires dans leur laboratoire, soit en sollicitant des visiteurs du site de la BBC (plus de 5 000 personnes ont participé au total). Les chercheurs ont été rassurés en constatant qu'indiquer l'incertitude d'un chiffre n'altère pas la compréhension de l'information et, surtout, n'entame pas la confiance du lecteur, ni dans les conclusions ni dans la source. Ils suggèrent donc aux divers médiateurs de faits quantifiés de ne pas craindre d'exposer les limites de certains résultats en indiquant les barres d'erreur.

> Van der Bles et al., « PNAS », 23 mars.

Féru de mathématiques, le romancier italien Paolo Giordano, qui a connu la gloire avec « La Solitude des nombres premiers », a écrit un court essai, « Contagions », entre le 29 février et le 6 mars, juste avant que l'Italie n'entre en confinement total. « Le Monde » en publie en exclusivité des extraits

“

Je ne veux pas passer à côté de ce que l'épidémie nous dévoile de nous-mêmes

”



CONTAGIONS
de Paolo Giordano,
En accès gratuit sur le
site internet du Seuil.
En librairie
ultérieurement,
64 p., 9,50 euros

E

n ce rare 29 février, un samedi de cette année bissextile, où j'écris, les contagions confirmées dans le monde ont dépassé la barre de 85 000 – près de 80 000 dans la seule Chine – et le nombre de morts approche les 3 000. Cela fait plus d'un mois que cette étrange comptabilité tient lieu d'arrière-fond à mes journées. A cet instant aussi, je regarde la carte interactive de la Johns Hopkins University. Des cercles rouges se détachent sur un fond gris signalent les zones de diffusion : les couleurs de l'alarme, qu'on aurait pu choisir avec plus de sagacité. Mais, c'est bien connu, les virus sont rouges, les urgences sont rouges. Si la Chine et le Sud-Est asiatique ont disparu sous une unique grande tache, le monde entier est grêlé, et le rash [terme médical désignant une éruption cutanée] s'aggraverait inéluctablement.

L'Italie, à la surprise de bon nombre d'observateurs, s'est retrouvée sur le podium de cette compétition anxio-gène. (...) Mes rendez-vous des prochains jours ont été annulés en vertu des mesures de confinement ; j'en ai moi-même repoussé d'autres. J'ai échoué dans un espace vide inattendu. C'est un présent largement partagé : nous traversons un intervalle

de suspension de notre quotidien, une interruption de notre rythme, comme dans certaines chansons, lorsque la batterie cesse et que la musique semble se dilater. Etablissements scolaires fermés, de rares avions dans le ciel, des pas solitaires et sonores dans les couloirs des musées, partout plus de silence que d'habitude.

J'ai décidé d'employer ce vide à écrire. Pour tenir à distance les présages et trouver une meilleure façon de réfléchir à tout cela. L'écriture a parfois le pouvoir de se muer en un lest qui ancre au sol. Ce n'est pas tout : je ne veux pas passer à côté de ce que l'épidémie nous dévoile de nous-mêmes. Une fois la peur surmontée, les idées volatiles s'évanouiront en un instant – il en va toujours ainsi avec les maladies.

Quand vous lirez ces pages, la situation aura changé. Les chiffres seront différents,

l'épidémie se sera étendue, elle aura atteint tous les coins civilisés du monde, ou aura été domptée – peu importe. Les réflexions que la contagion suscite maintenant seront encore valables. Car nous n'avons pas affaire à un accident fortuit ou à un fléau. Ce qui arrive n'a rien de nouveau : cela s'est déjà produit et cela se reproduira.

Je me rappelle certains après-midi, en seconde et en première, passés à simplifier des expressions. Recopier une longue série de symboles contenus dans un livre puis, pas à pas, la réduire à un résultat concis et compréhensible : 0 , $-\frac{1}{2}$, a^2 . Derrière la fenêtre, la nuit tombait et le paysage laissait place au reflet de mon visage éclairé par la lampe. C'étaient des après-midi de paix. Des bulles d'ordre à un âge où tout, en moi et hors de moi – surtout en moi –, semblait virer au chaos. Bien avant l'écriture, les mathématiques m'ont permis de réfréner l'angoisse. Il m'arrive encore, le matin au réveil, d'improviser des calculs et des successions de nombres : c'est en général le signe que quelque chose cloche. Je suppose que cela fait de moi un nerd. Je l'accepte. Et j'assume pour ainsi dire cet embarras. Or, il se trouve qu'en ce moment les mathématiques ne sont pas seulement un passe-temps à l'usage des nerds : elles sont l'instrument indispensable pour comprendre la situation et se débarrasser des suggestions.

Avant d'être des urgences médicales, les épidémies sont des urgences mathématiques. Car les mathématiques ne sont pas vraiment la science des nombres, elles sont la science des relations : elles décrivent les liens et les échanges entre différentes entités en s'efforçant d'oublier de quoi ces entités sont faites, en les rendant abstraites sous forme de lettres, de fonctions, de vecteurs, de points et de surfaces. La contagion est une infection de notre réseau de relations.

La mathématique de la contagion

Elle était visible à l'horizon comme un amoncellement de nuages, mais la Chine est loin, et puis pensez-vous... Quand la contagion a fondu sur nous, elle nous a étourdis.

Pour dissiper mon incrédulité, j'ai cru bon de recourir aux mathématiques à partir du modèle SIR [modèle mathématique des maladies infectieuses], l'ossature transparente de toute épidémie (...).

Le CoV-2 [le SARS-CoV-2, le coronavirus qui provoque l'épidémie de Covid-19] est la forme de vie la plus élémentaire que nous connaissons. Afin de comprendre son action, nous devons adopter son intelligence limitée, nous voir ainsi qu'il nous voit. Et nous rappeler que le CoV-2 ne s'intéresse guère à nous, à notre âge, à notre sexe, à notre nationalité ou à nos préférences. Pour le virus, l'humanité entière se partage en trois groupes : les Susceptibles, c'est-à-dire tous ceux qu'il pourrait encore contaminer ; les Infectés, c'est-à-dire ceux qu'il a déjà contaminés ; et les Rejetés, ceux qu'il ne peut plus contaminer.

Susceptibles, Infectés, Rejetés : SIR. D'après la carte de la contagion qui vibre sur mon écran, le nombre des Infectés dans le monde s'élève, à cet instant, à environ 40 000 ; celui des Rejetés, morts ou guéris, est légèrement supérieur.

Mais c'est l'autre groupe qu'il faut surveiller, celui qu'on ne mentionne pas. Les Susceptibles, les êtres humains que le CoV-2 pourrait encore infecter, constituent une population d'un peu moins de 7 milliards et demi d'individus.

L'après-midi, j'attends le bulletin de la Protection civile. C'est tout ce qui m'intéresse désormais. D'autres événements continuent de se produire dans le monde, ils sont

importants et les actualités les relatent, mais je ne les regarde même pas.

Le 24 février, le nombre d'Infectés avérés en Italie était de 231. Le lendemain, il avait grimpé à 322. Le surlendemain, à 470 ; puis à 655, à 888, à 1128. Aujourd'hui, un 1^{er} mars pluvieux, il est de 1 694. Ce n'est pas ce que nous souhaiterions. Et pas non plus ce que nous prévoyions (...). Lorsque quelque chose croît, nous sommes enclins à penser que sa croissance sera égale jour après jour. Pour le dire en termes mathématiques, nous nous attendons toujours à une avancée linéaire. C'est plus fort que nous.

Or, l'augmentation des cas est de plus en plus grande. Elle semble incontrôlable. J'aurais tendance à ajouter : c'est un des moyens que le virus a trouvés pour nous désarçonner, mais ce serait une concession excessive à son intelligence limitée. En réalité, la nature elle-même n'est pas structurée de façon linéaire. La nature préfère les croissances vertigineuses, ou résolument plus douces, les exposants et les logarithmes. La nature est par nature non linéaire.

Les épidémies ne font pas exception à la règle. Toutefois, un comportement qui ne surprend pas les scientifiques peut atterrir tous les autres. L'augmentation des cas devient ainsi « une explosion » ; dans les titres des journaux, elle est « inquiétante », « dramatique », alors qu'elle était juste prévisible. C'est la distorsion de ce qui est normal qui engendre la peur. Les cas de Covid-19 n'augmentent pas de manière constante en Italie ni ailleurs ; dans cette phase, ils augmentent beaucoup plus rapidement, et cela n'a rien, mais vraiment rien, de mystérieux.

Hier, je suis allé dîner chez des amis. C'est la dernière fois, me suis-je dit. Quand la barre des 2 000 contagions sera franchie, je me mettrai en quarantaine. En entrant, je n'ai embrassé personne, ce qui a un peu vexé les convives. En réalité, ils étaient surtout perplexes. Cette épidémie semble m'avoir pris la tête plus qu'elle ne le devrait. Je suis plutôt hypocondriaque, je demande un soir sur deux à ma femme de me tâter le front, pourtant il ne s'agit pas de ça. Je n'ai pas peur de tomber malade. De quoi, alors ? De tout ce que la contagion risque de changer. De découvrir que l'échafaudage de la civilisation que je connais est un château de cartes. J'ai peur de la table rase, mais aussi de son contraire : que la peur passe en vain, sans laisser de trace derrière elle.

Au dîner, tout le monde répétait : « Dans une semaine, ce sera terminé », « Mais si, tu verras, encore quelques jours et tout retournera à la normale ». Une amie m'a demandé pourquoi je gardais le silence. Je me suis borné à hausser les épaules, je n'avais pas envie de jouer l'alarmiste, pis, l'oiseau de mauvais augure. Si nous n'avons pas d'anticorps contre le CoV-2, nous en avons contre tout ce qui nous déconcerte. Nous voulons toujours connaître les dates de début et de fin des choses. Nous sommes habitués à imposer notre rythme à la nature, et non le contraire. J'exige donc que la contagion s'achève dans une semaine, qu'on retourne à la normale. Je l'exige en l'espérant.

Mais, dans la contagion, nous avons besoin de savoir ce qu'il est légitime d'espérer. Car il n'est pas dit que se souhaiter le meilleur et se le souhaiter de la bonne façon correspondent. Attendre l'impossible, ne serait-ce que le hautement improbable, nous expose à une déception répétée. Le défaut de la pensée magique, dans ce genre de crise, n'est pas tant d'être fausse que de nous conduire tout droit vers l'angoisse.

« Alors, comment arrête-t-on vraiment la contagion ?

– Par un vaccin.

– Et s'il n'y a pas de vaccin ?
– Par davantage de patience. »

Les épidémiologistes savent que le seul moyen de stopper l'épidémie est de réduire le nombre de Susceptibles. Leur densité dans la population doit s'amenuiser de façon à rendre la diffusion improbable. (...)

Les vaccins ont le pouvoir mathématique de nous faire passer de la catégorie Susceptibles à la catégorie Rejetés sans que nous ayons à traverser la maladie. Ils nous intéressent parce qu'ils nous sauvent du virus, mais ils intéressent encore plus les infectiologues parce qu'ils nous sauvent de l'épidémie. Il ne serait même pas nécessaire d'être tous vaccinés, il suffirait que nous le soyons selon un pourcentage significatif, atteindre ce que l'on appelle l'« immunité grégaire ».

Or, le CoV-2 bénéficie de la chance des débutants. Il nous a surpris impréparés et vierges, sans anticorps ni vaccin. Il est trop nouveau pour nous. Traduite en modèle SIR, cette charge de nouveauté signifie que nous sommes tous Susceptibles.

Voilà pourquoi nous devons résister le temps nécessaire. Le seul vaccin dont nous disposons est une forme un peu désagréable de prudence.

La mathématique de la prudence

Je voulais arriver à la montagne à tout prix. Ces vacances étaient une récompense après la session d'examens. Mes amis y tenaient autant que moi, sans compter que tout était déjà payé, l'hôtel aux Deux Alpes et même, par un excès d'audace, le skipass hebdomadaire. A la sortie du tunnel de Salbertrand, nous avons été pris dans une tempête de neige. Elle venait probablement de débiter, car la chaussée était encore nette. Nous nous sommes dit : « On va passer. » Dix kilomètres plus loin, nous étions derrière une file d'autres voitures à l'arrêt. Nous avons monté les chaînes, avec tous les efforts que cela implique, en particulier quand c'est la première fois. Au moment de repartir, nous avions de la neige jusqu'aux chevilles. J'ai téléphoné à mon père. Sur un ton très paisible, il m'a dit que, dans certaines situations, le seul courage possible consiste à renoncer.

Je lui dois cette leçon de prudence et, plus encore, son fondement mathématique.

L'excès de vitesse a toujours compté parmi ses obsessions. Quand, sur l'autoroute, une voiture fonçait comme un missile nous dépassait, il répétait que son conducteur ignorait de toute évidence que la violence d'un choc n'augmente pas proportionnellement à la vitesse, mais à son carré. J'étais enfant, je ne disposais pas des notions indispensables pour donner un sens à cette phrase, loin de là. Je l'ai réinterprétée des années plus tard à la lumière de la physique. Dans la formule de l'énergie cinétique, celle d'un corps en mouvement, ce n'est pas la vitesse qui apparaît, mais son carré : $E = 1/2 mv^2$

Ainsi, le choc était l'énergie, et mon père me parlait de la différence entre une croissance linéaire et une croissance non linéaire. Il me signalait que la pensée intuitive est parfois erronée. Faire un excès de vitesse sur l'autoroute n'était pas plus dangereux que je ne le croyais : c'était beaucoup, beaucoup plus dangereux.

A Milan, on a fermé les écoles, les universités, les musées, les théâtres, les salles de sport. Je reçois sur mon téléphone portable des photos de la désolation dans les rues du centre-ville. Le 15 août, un 2 mars. Ici, à Rome, on respire encore un air de normalité, mais c'est une normalité conditionnée. Partout, on perçoit l'arrivée du changement.

«DANS LA
CONTAGION,
L'ABSENCE
DE SOLIDARITÉ
EST AVANT TOUT
UN MANQUE
D'IMAGINATION»

La contagion a déjà compromis nos liens. Et apporté une grande solitude : la solitude des malades dans les unités de soins intensifs, qui communiquent à travers une vitre, et une autre, diffuse, celle des bouches cachées derrière les masques, des regards soupçonneux, de l'obligation de rester chez soi. Dans la contagion, nous sommes tous libres et assignés à résidence.

Une semaine avant mon douzième anniversaire, j'ai attrapé une maladie qu'on appelle pied-main-bouche. Des boutons sont apparus, justement, autour de mes lèvres et à mes extrémités. Je n'avais pas de fièvre, je n'étais même pas souffrant, démangeaisons exceptées, mais comme c'était un syndrome très contagieux, j'ai été placé dans une sorte d'isolement domestique. Quand je quittais ma chambre, je devais enfiler des gants en tissu blanc, tel l'homme invisible. C'était une maladie exanthématique toute bête, et pourtant je me sentais très seul, humilié, et j'ai pleuré le jour de mon anniversaire, je m'en souviens.

Personne n'aime être exclu. Et savoir que notre séparation du monde est transitoire ne suffit pas à effacer notre souffrance. Nous éprouvons un besoin désespéré d'être avec les autres, parmi les autres, à moins d'un mètre des personnes qui ont de l'importance pour nous. C'est une exigence constante qui ressemble à la respiration.

L'épidémie nous encourage à nous considérer comme les membres d'une collectivité. Elle nous oblige à accomplir un effort d'imagination auquel nous ne sommes pas accoutumés : voir que nous sommes inextricablement reliés les uns aux autres et tenir compte de la présence d'autrui dans nos choix individuels. Dans la contagion, nous sommes un organisme unique. Dans la contagion, nous redevenons une communauté. (...)

Lors d'une épidémie, les Susceptibles doivent se protéger également pour protéger les autres. Les Susceptibles constituent aussi un cordon sanitaire.

Ainsi, dans la contagion, ce que nous faisons ou nous abstenons de faire ne nous concerne plus exclusivement. C'est une chose que j'aimerais ne pas oublier, y compris quand tout sera terminé.

Alors je cherche une formule concise, un slogan à mémoriser et je le trouve dans un article de *Science* datant de 1972 : *More Is Different* (« Plus est différent »). Philip Warren Anderson l'a écrit à propos des électrons et des molécules, mais il parlait aussi de nous : l'effet cumulatif de nos actions singulières sur la collectivité est différent de la somme des effets singuliers. Si nous sommes nombreux, chacun de nos comportements a des conséquences globales abstraites et difficiles à concevoir. Dans la contagion, l'absence de solidarité est avant tout un manque d'imagination.

Aucun homme n'est une île

Quand j'étais au lycée, il y avait de nombreuses manifestations contre la mondialisation. Je n'ai participé qu'à une seule d'entre elles, et j'ai été déçu. Je n'arrivais pas à comprendre de quoi nous nous plaignions ; tout cela était trop abstrait, trop générique. Pour être sincère, la mondialisation ne me déplaisait pas, elle promettait de l'excellente musique, de beaux voyages.

Aujourd'hui encore, dire « mondialisation » me désoriente comme une idée vague, protéiforme. Mais j'arrive au moins à en deviner le périmètre, ses effets collatéraux la dessinent. Par exemple, une pandémie. Par exemple, cette nouvelle forme de responsabilité élargie, à laquelle aucun d'entre nous ne peut se soustraire.

Vraiment aucun. Si les êtres humains qui interagissent entre eux étaient reliés par des traits de stylo, le monde serait un unique et gigantesque gribouillis. En 2020, même l'ermite le plus rigoureux a un taux minimal de connexions. Nous vivons dans un graphe beaucoup, beaucoup plus complexe, pour employer le langage mathématique. Le virus suit les traits de stylo et arrive partout.

Cette méditation galvaudée de John Donne, « aucun homme n'est une île », prend dans la contagion une nouvelle et obscure signification.

Un de mes amis a épousé une Japonaise. Ils vivent dans la région de Milan et ont une fillette de 5 ans. Pas plus tard qu'hier, mère et fille étaient au supermarché, et deux types se sont mis à hurler que tout

était leur faute, qu'elles devaient retourner chez elles, en Chine.

La peur nous pousse à agir bizarrement. En 1982, année de ma naissance, le premier cas de sida était diagnostiqué en Italie. Mon père était alors un chirurgien de 34 ans. Au cours de cette première période, me raconte-t-il, ses confrères et lui-même ignoraient comment se comporter, personne ne savait exactement ce qu'était ce virus. Quand il leur fallait opérer un patient malade, ils enfilaient deux paires de gants. Un jour, dans la salle d'opération, une goutte de sang d'une patiente séropositive est tombée de son bras par terre, et l'anesthésiste a bondi en arrière en criant.

C'étaient tous des médecins, et pourtant ils avaient peur. Personne n'est vraiment à la hauteur d'une tâche nouvelle. Dans le genre de circonstance que nous traversons, on observe toutes sortes de réactions : rage, panique, froideur, cynisme, incrédulité, résignation. Il suffirait de s'en souvenir pour ne pas oublier de faire preuve d'un peu plus de prudence que d'habitude, d'un peu plus de compassion. Et pour éviter de crier des insultes inconvenantes dans les rayons des supermarchés.

De toute façon – et au-delà de notre insurmontable difficulté à opérer des distinctions entre les traits asiatiques –, la contagion n'est pas entièrement « leur » faute. Si nous voulons vraiment désigner un coupable, c'est nous.

Une prophétie trop facile

Les virus comptent parmi les nombreux réfugiés de la destruction environnementale. À côté des bactéries, des champignons, des protozoaires. Si nous parvenions à nous défaire d'un peu de notre égocentrisme, nous constaterions que ce ne sont pas tant les nouveaux microbes qui viennent à nous, c'est plutôt nous qui les débusquons.

Le besoin croissant de nourriture pousse des millions d'individus à manger des animaux auxquels il vaudrait mieux ne pas toucher. En Afrique de l'Ouest, par exemple, la consommation de gibier potentiellement dangereux – dont les chauves-souris, qui, dans cette région, sont malheureusement les réservoirs du virus Ebola – est en augmentation.

Les contacts entre les chauves-souris et les gorilles, à travers lesquels Ebola peut se transmettre facilement à l'homme, sont favorisés par la surabondance de fruits mûrs sur les arbres, surabondance à son tour due à l'alternance de plus en plus violente de pluies anormales et de périodes de sécheresse, elle-même causée par le changement climatique...

On en a le vertige. Un enchaînement meurtrier de causes et d'effets. Or, les enchaînements de ce genre, qui sont légion, requièrent une réflexion urgente de la part d'individus de plus en plus nombreux. Car nous risquons de trouver à leur terme une nouvelle pandémie, encore plus terrible que celle-ci. Et parce que c'est nous, toujours nous, avec tous nos comportements, qui en sommes à l'origine.

Je me suis autorisé un peu d'emphase, au début, en affirmant que ce qui arrive s'est déjà produit et se reproduira. Ce n'était pas une prophétie improvisée. Ce n'était même pas une prophétie. Je peux même ajouter à présent, impartialement, que ce qui se produit avec le Covid-19 arrivera de plus en plus souvent. Parce que la contagion est un symptôme. L'infection réside dans l'écologie.

Dans les années 1980, les cheveux vaporeux étaient à la mode. Des hectolitres de laque étaient chaque jour pulvérisés dans l'air. Puis on a découvert que les chlorofluorocarbures ouvraient un trou dans l'ozonosphère et que, si nous n'agissions pas en conséquence, le soleil risquait de nous rôtir. Tout le monde a changé de coiffure et l'humanité a été sauvée.

Cette fois-là, nous avons été efficaces et coopératifs. Mais le trou de l'ozone était facile à imaginer, c'était un trou et nous sommes tous capables de visualiser un trou. Ce qu'on nous demande aujourd'hui de concevoir est, en revanche, beaucoup plus fuyant.

Voilà un paradoxe de notre époque : alors que la réalité devient de plus en plus complexe, nous devenons de plus en plus réfractaires à la complexité.

Prenons le changement climatique. L'augmentation de la température de la Terre est liée aux politiques sur le prix du pétrole et à nos projets de vacances, à l'extinction de la lumière dans le couloir et à la compétition économique entre la Chine et les États-Unis ; elle est liée à la viande que nous achetons au marché et à la déforestation sauvage. Le personnel et le global s'entrelacent de manière si énigmatique que nous sommes épuisés avant même d'avoir ébauché un raisonnement. (...)

La seule certitude, en fin de compte, c'est que notre cerveau ne semble pas suffisam-

ment équipé. Mais nous aurions intérêt à l'équiper en toute hâte. Parmi les maladies qui pourraient bénéficier du *climate change* figurent, en dehors d'Ebola, la malaria, la dengue, le choléra, la maladie de Lyme, le virus du Nil occidental et même la diarrhée, qui, si elle représente une gêne négligeable chez nous, constitue ailleurs un péril très sérieux. Le monde s'apprête à se conchier.

La contagion est donc une invitation à réfléchir. La quarantaine en offre l'occasion. Réfléchir à quoi ? Au fait que nous n'appartenons pas seulement à la communauté humaine. Nous sommes l'espèce la plus envahissante d'un fragile et superbe écosystème.

Je passe mes étés dans le Salento, à la pointe sud-est de la région des Pouilles. Quand, de loin, je pense à ces lieux, et cela m'arrive souvent, les oliviers me viennent aussitôt à l'esprit. Sur la route qui mène d'Ostuni à la mer, il y a des spécimens si anciens et si majestueux qu'on n'a pas l'impression d'avoir affaire à des végétaux. Ils ont des troncs expressifs, ils paraissent sensibles. J'ai parfois cédé, moi aussi, au désir magique d'en étreindre un pour lui voler un peu de sa force.

Xylella fastidiosa a fait irruption près de Gallipoli en 2010. De là, elle a entamé sa marche patiente vers le nord, infectant les oliviers, kilomètre après kilomètre. Au début, leur feuillage semblait avoir été brûlé par le soleil, mais, avec le temps, les arbres se sont transformés en squelettes. L'été dernier, en roulant sur la voie express de Brindisi à Lecce, j'ai vu des cimetières d'arbres gris.

Et, pourtant, dix années n'ont pas suffi à mettre tout le monde d'accord.

Xylella existe.

Non, *Xylella* n'existe pas.

(...) Entre-temps, le parasite avance, il se multiplie tranquillement. Il apparaît à Antibes, en Corse, à Majorque. *Xylella* aime les vacances.

4 mars. Le gouvernement vient d'annoncer la fermeture des écoles dans toute l'Italie, et je me suis déjà disputé avec deux ou trois personnes. Dans la contagion, on se dispute surtout à propos de la différence entre le Covid-19 et la grippe saisonnière. Mais aussi à propos des mesures de confinement, jugées trop faibles ou excessives.

Il en est ainsi depuis le début : il y a, d'un côté, les gens qui soulignent la propension du virus à vous envoyer à l'hôpital ; de l'autre, ceux qui en parlent comme d'un rhume très surévalué. Ceux qui disent de se laver les mains un peu plus souvent que d'habitude, rien de plus, et ceux qui demandent que le pays entier soit placé en quarantaine. « Selon les experts », « la parole aux experts », « mais les experts pensent que ».

« Ce qui est sacré dans la science, c'est la vérité », écrivait Simone Weil. Mais quelle est la vérité lorsqu'on interroge les mêmes données, partage les mêmes modèles et arrive à des conclusions opposées ?

Le dieu Pan

Dans la contagion, la science nous a déçus. Nous voulions des certitudes et nous avons trouvé des opinions. Nous avons oublié que cela marche toujours ainsi, ou plutôt que cela ne marche qu'ainsi, que le doute est pour la science encore plus sacré que la vérité. A présent, cela ne nous intéresse pas. Nous regardons les spécialistes se quereller, comme des enfants assistant aux disputes de leurs parents, de bas en haut. Puis nous nous querellons entre nous.

Quand les quotidiens ont décidé de ne plus publier le nombre des contagions sur leur page d'accueil, j'ai éprouvé un sentiment de mécontentement et de trahison. J'ai commencé à en consulter d'autres. Dans la contagion, l'information transparente n'est pas un droit : c'est une prophylaxie essentielle.

Plus un Susceptible est informé – sur les chiffres, les lieux, la concentration de patients dans les hôpitaux –, plus son attitude sera appropriée au contexte. (...)

Et pourtant, dès les premiers jours, on a accusé les chiffres de semer la panique. Mieux valait donc les occulter, ou trouver une méthode de calcul pour les minimiser. Quitte à s'apercevoir juste après que, de la sorte, la panique se déchaînait vraiment : si l'on nous cache la vérité, c'est que les choses sont beaucoup plus graves qu'il n'y paraît. Au bout de deux jours, les chiffres ont resurgi sur les pages d'accueil, et y sont restés. Ces dérapages sont le signe d'une relation irresolue. D'un triangle sentimental qui s'est apparemment enrayé dans la modernité, où citoyens, institutions et experts sont incapables de s'aimer.

Si les institutions se fient aux experts, elles ne se fient pas autant à nous autres citoyens, à notre résistance émotive. Les experts n'ont pas non plus une grande confiance en nous, ils nous parlent d'une façon trop simple, que nous jugeons sus-

pecte. Quant aux institutions, nous les soupçonnons déjà avant et nous continuerons de les soupçonner ensuite. Voilà pourquoi nous souhaiterions nous rapprocher des experts, mais nous les voyons vaciller. Dans l'incertitude, nous finissons par adopter des comportements encore pires, attirant la méfiance sur nous.

Le virus a révélé ce cercle vicieux, une boucle de méfiance qui se produit presque chaque fois que la science effleure notre quotidien. C'est de cette boucle, non des chiffres, que naît la panique.

D'ailleurs, la panique est une invention circulaire du dieu Pan. Il arrivait au dieu de pousser des hurlements si forts que sa propre voix l'effrayait et qu'il partait en courant, terrifié par lui-même.

(...) Tandis que l'épidémie progresse, se rapprochant des 100 000 contagions, j'assiste à l'effritement de mon calendrier. Le mois de mars ne sera pas conforme aux prévisions. Nous verrons ce qu'il en sera d'avril. C'est une sensation étrange de perte de contrôle, je n'y suis pas habitué, mais je ne m'y oppose pas non plus. Il n'y a pas un seul de ces rendez-vous qui ne puisse être reporté ou annulé sans regrets. Nous faisons face à quelque chose de plus grand qui mérite notre attention et notre respect. Qui exige tous les sacrifices et toute la responsabilité dont nous sommes capables.

Cette crise est en étroite relation avec le temps. Avec notre façon d'organiser, de torde, de subir le temps. Nous sommes à la merci d'une force microscopique qui a l'arrogance de prendre des décisions à notre place. Nous nous retrouvons comprimés et rageurs, comme prisonniers d'un embouteillage, mais sans qu'il y ait personne autour de nous. Dans cet état invisible, nous aimerions retourner à la normalité, nous devinons que nous en avons le droit. Soudain, la normalité est ce que nous avons de plus sacré, nous ne lui avons jamais accordé autant d'importance et, si nous y réfléchissons attentivement, nous ne savons même pas très bien en quoi elle consiste : elle est ce que nous exigeons qu'on nous rende.

Or, la normalité est suspendue, et personne n'est en mesure de prévoir jusqu'à quand. Le temps de l'anomalie est venu, nous devons apprendre à vivre dans cette anomalie, à trouver des raisons de l'accueillir qui ne soient pas uniquement la peur de mourir. Il est peut-être vrai que les virus sont privés d'intelligence, cependant ils sont en cela plus habiles que nous : ils ont la capacité de muter rapidement, de s'adapter. Nous avons intérêt à en prendre de la graine (...).

Le psaume 90 renferme une invocation qui me revient souvent à l'esprit en ces heures : « Enseignons à bien compter nos jours, afin que nous appliquions notre cœur à la sagesse. »

Si elle me revient à l'esprit, c'est peut-être parce que, dans l'épidémie, nous n'arrêtons pas de compter. Nous comptons les malades et les guérisons, nous comptons les morts, nous comptons les hospitalisations et les matinées de classe perdues, nous comptons les milliards brûlés par les Bourses, les masques vendus et les heures qui nous séparent du résultat du test ; nous comptons les kilomètres qui nous éloignent du foyer de contagion et les chambres d'hôtel annulées, nous comptons nos liens, nos renoncements. Nous comptons et nous recomptons les jours, surtout les jours, les jours qui s'écouleront avant la fin de l'urgence.

J'ai toutefois l'impression que le psaume nous suggère une autre attitude : enseignons à bien compter nos jours pour que nous donnions de la valeur à nos jours. A tous, y compris à ceux qui nous apparaissent seulement comme un intervalle pénible.

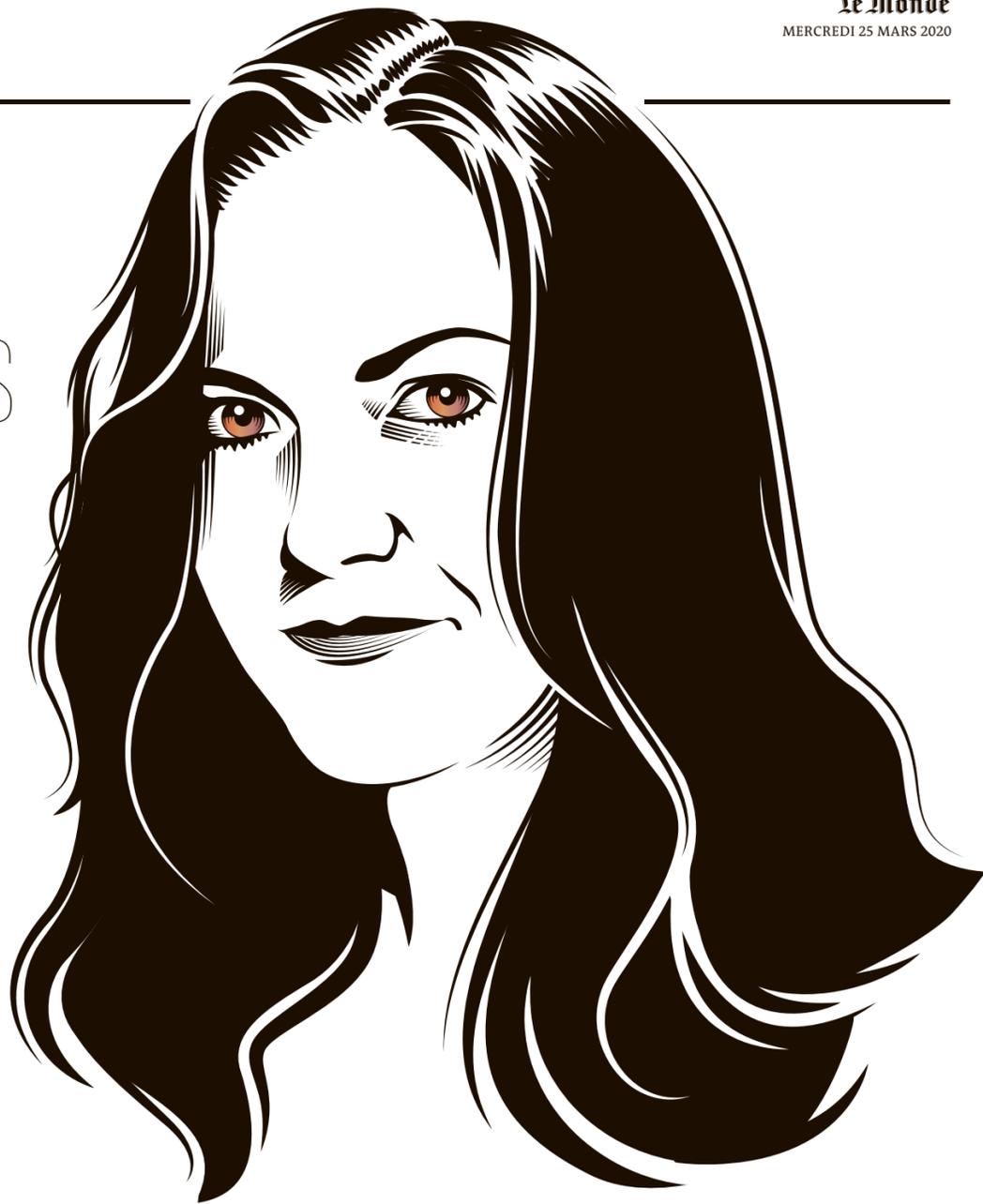
Nous pouvons nous dire que le Covid-19 est un accident isolé, une disgrâce ou un fléau, crier que c'est entièrement leur faute. Rien ne nous en empêche. Ou alors, nous pouvons nous efforcer d'attribuer un sens à la contagion. Faire un meilleur usage de ce laps de temps, nous en servir pour méditer ce que la normalité nous empêche de méditer : comment nous en sommes arrivés là, comment nous aimerions reprendre le cours de notre vie.

Compter les jours. Appliquer notre cœur à la sagesse. Ne pas permettre que toute cette souffrance passe en vain. ■

«NOUS COMPTONS
ET NOUS
RECOMPTONS
LES JOURS,
SURTOUT, LES
JOURS QUI
S'ÉCOULERONT
AVANT LA FIN
DE L'URGENCE»

Claire Marin

« Penser les maladies sur le modèle de la guerre, c'est se méprendre sur l'essence du vivant »



YANN LEGENDRE

La philosophe explique qu'il n'y a pas d'ennemi quand il n'y a pas d'intention de nuire. La pandémie est un phénomène biologique qui nous menace et nous met à l'épreuve dans l'intimité de nos vies

ENTRETIEN

Claire Marin est philosophe et enseigne dans les classes préparatoires en banlieue parisienne. Membre associée de l'École normale supérieure, elle dirige le Séminaire international d'études sur le soin (SIES). Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages consacrés aux épreuves de la vie et de la maladie : *Violences de la maladie, violence de la vie* (Armand Colin, 2008), *Hors de moi* (Allia, 2008), *La Maladie, catastrophe intime* (PUF, 2014). Après un texte consacré aux parcours de jeunes de banlieue (*La Relève*, Cerf, 2018), elle a publié *Rupture(s)* (L'Observatoire, 2019), un ouvrage remarqué. Elle-même atteinte d'une maladie auto-immune, Claire Marin analyse la rupture avec la normalité et la façon dont cette pandémie affecte et fragilise nos vies.

L'expression « Nous sommes en guerre », utilisée par le président de la République, est-elle appropriée à la situation que nous vivons ?

A mon sens, il ne s'agit pas d'une guerre, parce qu'il n'y a pas d'ennemi. Nous sommes face à un phénomène qui s'inscrit dans la loi du vivant, laquelle se manifeste à la fois au travers de processus de création et de destruction. La maladie fait partie de la vie au sens biologique, comme la dégénérescence et la mort. Il n'y a pas d'ennemi quand il n'y a ni intelligence humaine ni intention de nuire. Il s'agit d'un phénomène biologique qui nous menace et nous met à l'épreuve, mais ce n'est pas une guerre. Penser les maladies sur le modèle de la guerre, ce qui est courant, c'est se méprendre sur l'essence du vivant. Je ne suis pas sûre que cela aide ni à se la représenter ni à en comprendre le fonctionnement. D'autant plus qu'ici il s'agit non pas d'aller au contact, mais bien plutôt de l'esquiver comme un boxeur agile, qui refuserait de rendre les coups. Pour le moment, nous ne sommes pas en mesure de la détruire ni par un traitement ni par un vac-

cin, mais simplement d'essayer autant que possible de freiner sa propagation aéroportée. C'est très différent.

N'y a-t-il pas toutefois une situation, qui rappelle la guerre ?

Ce qui s'apparente à une guerre, c'est ce que vivent les soignants, puisque les hôpitaux se transforment en un champ de bataille. Et ce n'est presque plus métaphorique malheureusement. C'est-à-dire qu'ils doivent faire face à un afflux considérable et parfois monstrueux de patients qu'ils n'ont pas toujours les moyens de soigner correctement ou de soigner tout court. Ce qui est vrai, c'est que, pour eux, s'impose désormais une logique de médecine de catastrophe ou de médecine de guerre, où il faut choisir entre les patients, trier en fonction d'un « score de fragilité », appliquer des logiques de sacrifice particulièrement éprouvantes humainement et que beaucoup d'entre eux découvrent aujourd'hui avec effacement et profonde détresse.

Ce qui peut aussi éventuellement rappeler la guerre, c'est le fait que nous vivons collectivement, au même moment, la menace et le confinement. Mais, là encore, il faut garder en tête ce que peut être un confinement en temps de guerre et la manière dont nous vivons ce confinement, inquiets pour nous et pour les autres, angoissés, certes, mais sans craindre qu'un obus s'abatte sur notre abri. Le dramaturge Wajdi Mouawad, le directeur du Théâtre de la Colline, à Paris, dans son « Journal de confinement », qui est sans doute l'un des témoignages les plus forts et les plus émouvants que j'ai écoutés récemment, a vécu, enfant, la guerre du Liban. Il nous rappelle ce que signifie un confinement en temps de guerre. Il dit bien aussi les angoisses profondes de la période actuelle ravive pour lui. Pour nuancer mon propos, je dirais que ce n'est pas une guerre, mais que cette expérience a un potentiel destructeur, moralement et psychologiquement comparable à une guerre, pour certains d'entre nous, en particulier ceux fragilisés par des blessures du passé.

De quoi certaines réactions d'« incivisme » des Français sont-elles le signe ?

Sans doute de notre difficulté à intégrer une réalité si étrangère à nos vies depuis des décennies. Nous avons mis, nous mettons du temps à réaliser la gravité de la situation, car ces phénomènes d'épidémie renvoient dans l'inconscient collectif aux récits d'un passé révolu, sont liés à des époques où la médecine était totalement impuissante face à ces phénomènes massifs. Jusqu'à récemment, on entendait aussi des discours minimisant la dangerosité du virus, alors qu'il suffisait de discuter au même moment avec des proches italiens pour prendre la mesure de la catastrophe. Il y a là encore la manifestation d'une forme de déni, qui n'est pas sans rappeler notre attitude face aux menaces liées au changement climatique.



DANS LA SITUATION PRÉSENTE, DÉSOBÉR NE RELÈVE QUE DE L'ÉGOÏSME ET DE LA LÂCHÉTÉ : NOUS DÉLÉGUONS AUX SOIGNANTS L'IMPOSSIBLE MISSION DE GUÉRIR TOUS CEUX QUE, PAR LÉGÈRETÉ OU PAR BRAVADE, NOUS AURONS CONTAMINÉS

Dans la situation présente, désobérer ne manifeste rien ni de notre liberté ni de notre courage. Mais, au contraire, sans qu'on en ait nécessairement conscience, cela ne relève que de l'égoïsme et de la lâcheté : nous déléguons aux soignants l'impossible mission de guérir tous ceux que, par légèreté ou par bravade, nous aurons contaminés. Cela montre bien aussi à quel point les lois du vivant, comme la nature elle-même, nous sont devenues étrangères et lointaines, et qu'un certain bon sens, un savoir pratique des maladies, a disparu au profit d'une confiance démesurée dans les pouvoirs de la médecine occidentale.

N'y a-t-il pas de nouvelles solidarités qui se font jour ?

Si, bien sûr, heureusement, il y a des signes d'entraide autour des personnes isolées, des discussions qui s'improvisent sur les balcons ou aux fenêtres, des voisins qui approvisionnent les plus fragiles. Il faut espérer que cet élan perdure malgré l'étirement du confinement dans le temps, et que nous résistions à la tentation du repli et de l'égoïsme, dont nous voyons aussi des signes chaque jour. On voit également des liens qui se réaffirment et se renforcent. Dans ce temps libéré par le

Qu'est-ce qu'une vie confinée ?

Sur cette toute nouvelle existence, beaucoup de caricatures fleurissent. J'aime bien cette mère qui présente leur père à ses enfants avec ce commentaire : « Il va s'occuper de vous, n'hésitez pas à lui communiquer vos centres d'intérêt. » Certains semblent découvrir la vie domestique : préparer les repas, entretenir la maison, aider aux devoirs. Si ce confinement est angoissant, c'est qu'il nous ramène parfois à un lieu et plus exactement à des tâches qu'on avait déléguées à d'autres, réduites à leur strict minimum ou totalement désinvesties et qui s'imposent à nous avec d'autant plus de pesanteur. On découvre que le souci des autres – subvenir à leurs besoins au quotidien, entretenir la maison, enseigner aux enfants (et ne parlons même pas des adolescents) –, ce sont aussi des compétences ni subalternes ni innées. C'est toute cette vie invisible qui fait tourner les familles qu'il n'est désormais plus possible de considérer à distance, de loin, le soir en rentrant tard chez soi.

Comment tenir, sur la durée, cette vie confinée ?

Maintenant, il faut tenir dans cet espace parfois restreint, quoi qu'il en soit. Et sur ce point, on peut s'appuyer sur la force de l'habitude et sur les rituels qui posent des

cadres. Si notre vie est devenue brutalement anormale, nous pouvons – c'est la force de tout être vivant, comme nous l'avons appris le philosophe et médecin Georges Canguilhem – recréer de nouvelles normes. Elle a changé d'allure, nous pouvons en inventer une autre, dont le rythme sera d'ailleurs peut-être moins oppressant que celui que nous imposait notre existence jusqu'alors. Nous nous sentons impuissants et démunis, il faut imaginer des formes d'activité différentes.

Pour ceux d'entre nous qui sont confinés et sortis de l'urgence de l'action, nos existences confinées sont de l'ordre du bricolage, de l'improvisation et de l'acrobatie : comment faire cohabiter en un même espace tous nos personnages (familial, conjugal, professionnel, amical) sans risquer la collision ? Nous devons trouver nos marques, respecter les justes distances. Cela aussi prendra du temps.

Cette crise ne conduit-elle pas à éprouver un autre rapport à la maladie ?

Elle rend plus sensible une réalité que seuls les malades, de l'autre côté de la rive, connaissent intimement. L'incertitude sur l'avenir, la peur de disparaître, la vie au conditionnel. Mais aussi l'espace restreint, les relations sociales réduites, les interactions professionnelles limitées. Nous découvrons ce que les personnes malades, handicapées, certaines personnes âgées ou marginalisées ne connaissent que trop bien. Est-ce que cela débouchera sur de nouvelles solidarités à l'avenir ? J'aimerais le croire.

Comment voyez-vous le monde d'après ?

J'ai beaucoup de mal à l'imaginer, parce que, pour reprendre une image de Descartes, il a mille côtés. Il y a tellement de paramètres en jeu que la représentation du monde qui pourrait en émerger est presque impossible. Je sais par contre ce que j'espère. Une prise de conscience à l'échelle collective de la nécessité de repenser notre lecture du monde social, la valeur des métiers, le sens d'une vie en commun, le rapport à la nature. Une réflexion sur la précipitation effrénée de nos vies, la démesure de nos déplacements, de notre consommation. A l'échelle individuelle, une plus grande lucidité face aux petits contrats de mauvaise foi que l'on passe avec soi-même. Mais je ne suis pas très optimiste quant à la réalité de ces prises de conscience et de ces changements personnels et politiques. Face à la catastrophe, on préfère toujours se rassurer en la considérant comme une parenthèse plutôt qu'un aversissement. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG

Aurélien Rouquet Pénurie de masques : la faute logistique de l'Etat français

Le manque actuel de masques révèle une véritable faillite. L'Etat a choisi de se défaire de stocks stratégiques sans penser au réapprovisionnement en situation de crise

Pour lutter contre le coronavirus, il faut des masques. Mais la France est en pénurie. Leur distribution est rationnée, et leur usage limité aux acteurs exposés. Du fait de cette pénurie, nous sommes moins efficaces dans notre lutte face au virus. Le confinement sera plus long. L'économie française sera plus durement touchée. Mais, plus grave, la pénurie conduira à ce que plus de Français soient contaminés, donc au fait, statistique, qu'il y aura plus de morts.

La pénurie de masques va donc tuer. Qui est le responsable de ces morts ? Le gestionnaire du stock, l'Etat français. Quelle est sa faute ? L'incroyable incompétence logistique qui a entouré la décision prise au sujet des stocks stratégiques de masques.

Petit rappel des faits. Face aux risques de propagation du virus H1N1, Roselyne Bachelot, alors ministre de la santé, stocke massivement des masques. Fin 2009, la France dispose ainsi de 723 millions de masques FFP2, et de 1 milliard de masques chirurgicaux, stockés dans les plates-formes logistiques de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus). Mais l'impact du H1N1 en France reste modéré. Roselyne Bachelot est moquée pour avoir gaspillé de l'argent public dans des stocks inutiles.

Aberration

Dans un contexte budgétaire serré, il faut les baisser. Le 16 mai 2013, un changement de doctrine intervient, à la suite d'une recommandation du secrétariat général de la défense et de la sûreté nationale (SGDSN). Alors que le rapport note « qu'une maladie infectieuse hautement contagieuse à transmission respiratoire sort du strict cadre de la santé et sécurité au travail dans la mesure où l'on a affaire à une menace sanitaire majeure » et qu'il « revient aux pouvoirs publics d'apporter une réponse globale », le SGDSN prend la décision aberrante de transférer la responsabilité d'une partie du stock de mas-

ques aux employeurs. Ainsi, c'est « aux employeurs de déterminer l'opportunité de constituer des stocks de masques pour protéger leur personnel ». La décision est confirmée en 2015 dans un rapport remis au Sénat.

Au milieu des années 2010, la décision est donc prise d'enlever à un organisme spécialisé (l'Eprus) la gestion centralisée d'un stock stratégique, et d'externaliser pour partie les stocks à des milliers d'acteurs. Cette décision est excellente sur le plan financier, et permet à l'Etat de transférer les coûts de stockage « aux employeurs ». Avec d'autres mesures, elle va, selon ce rapport du Sénat, permettre de ramener le montant des stocks de l'Eprus de 992 millions en 2010 à 472 millions en 2014. Mais, évidemment, cette décision est une aberration logistique.

Pour pouvoir réagir vite à un événement imprévisible, tout logisticien sait que centraliser les stocks est en effet la meilleure

stratégie ! Bien sûr. Si tout stocker dans un entrepôt est cependant bien trop risqué, il faut répartir dans un nombre limité de plates-formes des stocks de masques dont on ne sait ni si on en aura besoin un jour, ni quand on en aura besoin, ni où on en aura besoin.

La stratégie du confinement

La centralisation possède tous les avantages : elle permet de garder la visibilité sur le niveau du stock ; elle repose sur un professionnel dont c'est le métier ; elle garantit des conditions d'entreposage optimales ; elle réduit le risque d'obsolescence, en facilitant le renouvellement tournant des stocks ; si la pandémie survient, elle permet d'ajuster les expéditions de masques, selon les besoins précis des régions ; toujours en cas de pandémie, elle facilite un réapprovisionnement massif des masques, du fait des relations de long terme qui ont été construites avec les fournisseurs.

La décision de se défaire du stock de l'Eprus est d'autant plus incompréhensible que, si l'on suit une telle stratégie, il faut s'assurer au moins que l'on pourra se réapprovisionner rapidement si besoin. C'est ce que préconise d'ailleurs le rapport du Sénat en 2015, à travers l'idée de réserver des « capacités de production et d'acquisition ». Mais il semble, ici, que la stratégie de l'Etat se soit fondée simplement sur l'idée qu'il existait dans le monde des capacités suffisantes de production de masques.

Cependant, lorsque survient une pandémie, la demande de masques explose... et les capacités de production ne peuvent suivre à court terme ! Chaque pays joue alors sa carte et préempte les stocks produits par ses in-

dustriels. Alors que les capacités françaises ne sont que de 6 millions de masques par semaine pour des besoins estimés à 24 millions, l'Etat en est donc réduit à demander à des industriels français de s'inventer producteurs de masques.

Si l'urgence est de gérer cette pénurie, une fois la pandémie passée, l'Etat devra analyser cette faillite logistique. D'autant que la pénurie de masques n'est pas le seul problème logistique que nous rencontrons ! Ne pouvant réaliser que 2 500 tests par jour, n'ayant que 7 000 lits de soins intensifs avec assistance respiratoire, la France n'a eu au fond d'autre choix que d'adopter la stratégie du confinement pour éviter d'engorger ses hôpitaux.

A côté de nous, l'Allemagne, avec ses laboratoires pouvant réaliser 12 000 tests par jour, ses 25 000 lits, a pu mettre en place une stratégie de dépistage précoce dont la Corée du Sud a démontré l'efficacité, et dispose de plus de latitude face au pic épidémique. Ainsi, alors que nos voisins ont les moyens logistiques d'une stratégie, nous adaptons notre stratégie à nos faibles moyens logistiques.

Finalement, cette gestion sanitaire française ne fait que confirmer le déficit structurel de vision logistique qui existe au sommet de l'Etat. On rappellera ainsi que l'indice de performance logistique de la Banque mondiale place l'Allemagne au 1^{er} rang et la France au 15^e. Que l'Allemagne a mis en place une stratégie dès 2010, alors que la France commence à peine à la déployer. Espérons que cette faillite, et l'héroïsme actuel de tous les acteurs, fasse enfin comprendre aux politiques le rôle stratégique de la logistique. ■

Aurélien Rouquet est professeur de logistique à la Neoma Business School

Eloi Laurent Gare à l'épidémie de solitude

La vie en bonne santé exige des contacts multiples et de faire confiance à l'autre, rappelle l'économiste, qui tire déjà des enseignements pour le monde de l'après-coronavirus

LA LEÇON LA PLUS UTILE DE CE DÉBUT DE CRISE EST AUSSI LA PLUS UNIVERSELLE : L'ÉTAT-PROVIDENCE EST L'INSTITUTION STRATÉGIQUE DU XXI^E SIÈCLE

Le confinement strict et prolongé de plusieurs centaines de millions de personnes à travers le monde est une expérience humaine sans équivalent dans l'histoire. Les chercheurs de toutes disciplines voient s'ouvrir devant eux des années de travail sur des thèmes autrement plus intéressants que ceux qui furent mis au jour par la « grande récession » de 2009, dont les leçons essentielles, connues avant la crise et toujours valables, demeurent que les marchés financiers laissés à eux-mêmes sont des dangers publics et que l'austérité budgétaire en période de récession est une calamité sociale.

Il y aura certainement des enseignements utiles à tirer des longues semaines d'enfermement collectif qui s'annoncent, mais il faut bien reconnaître que ce

que l'on pourrait appeler la « société du sans contact », telle qu'on peut en faire l'expérience quotidienne dans une ville française, se présente d'emblée comme un contre-modèle social, dont les principes d'organisation sont aussi rassurants et convaincants que les commandements d'Océania, dans 1984 : « La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force. »

L'épidémie nous impose donc d'être reclus pour notre bien, protégés des autres et coupés des écosystèmes. C'est le contraire exact de ce qu'exige une vie en bonne santé. Comme le montre bien l'expérience sanitaire de la crèche collective pour des enfants âgés de quelques mois à peine, la socialisation biologique est un précieux atout qui permet de construire l'immunité à long terme et dont les effets bénéfiques apparaissent dès la deuxième année d'existence.

La méfiance, c'est le bien-être

A l'inverse, l'isolement social conduit à des pertes d'espérance de vie. Des travaux récents, présentés au congrès de l'Association américaine de psychologie, à l'été 2017, montrent que, selon 148 études sur le sujet, couvrant 300 000 participants, le risque de mortalité prématurée augmente de 50% du fait de l'isolement social. Les études de l'Insee confirment que, en France aussi, la solitude tue.

De ce point de vue, le confinement et la « distanciation sociale » rendus nécessaires par la progression du virus – qui visent à faire société en se séparant – vont aggraver l'épidémie de solitude déjà à l'œuvre, notamment en France. De même, les pays développés

sont en passe de redécouvrir les méfaits de la pollution de l'air intérieur dans des environnements nocifs que l'on qualifie, à juste titre, de confinés. Plus fondamentalement encore, le cantonnement collectif, respecté individuellement sous l'effet de la peur viscérale et ancestrale de la maladie transmissible, a le pouvoir d'occulter et d'augmenter la virulence des maladies chroniques, qui fauchent déjà 70% des quelque 60 millions de personnes qui meurent chaque année sur la planète.

La coopération sociale, clé de la prospérité humaine, suppose la confiance, c'est-à-dire le risque calculé de l'interaction avec celles et ceux qui n'appartiennent pas au premier cercle de la famille ou du clan. Faire confiance, c'est traiter l'autre comme un possible allié. Nous faisons tous les jours, actuellement, l'expérience inverse, en considérant l'autre comme un ennemi potentiel qu'il faut contourner et tenir en respect.

C'est vrai au sein de chaque pays, mais aussi à l'échelle de l'Union européenne, où la fermeture des frontières tient lieu de réaction commune, la concurrence virale prenant naturellement le relais de la concurrence fiscale et sociale. Il sera donc capital, dans la société du contact retrouvé, de réapprendre le sens du bien-être collectif, au fondement des premières lois sur la bien nommée protection sociale à la fin du XIX^e siècle, protection si précieuse aujourd'hui.

A ce titre, notre lot commun est d'accepter, sans doute pour longtemps, des restrictions importantes de liberté au nom d'une solidarité qui a été affaiblie par l'abaissement de nos protections

collectives depuis des années. Il est donc particulièrement mal venu de dénoncer l'incivisme supposé des gouvernés, spécialement à Paris, ville en état de choc permanent depuis 2015, dont la population mise à rude épreuve par les grèves massives de transport de l'hiver, tient, pour l'heure, remarquablement le coup. De même, le registre lexical de la guerre, utilisé en France comme aux Etats-Unis, est inutile et dangereux, tant il est vrai qu'on fait toujours la guerre contre quelqu'un, jamais contre quelque chose.

Il paraît tout aussi illusoire de penser que la mise aux arrêts d'une partie substantielle de l'humanité préfigure la transition écologique. La transition n'est pas une prison, et l'autoritarisme politique appuyé sur le séparatisme social ne peut tenir lieu de politique durable. On voit d'ailleurs que les mesures de rationnement peuvent être nettement plus inégalitaires que les politiques de taxation ou d'incitation.

La société du « sans contact » apparaît donc sans avenir, il faut espérer en sortir au plus vite pour mettre en application la leçon la plus utile de ce début de crise, qui est aussi la plus universelle : l'Etat-providence est l'institution stratégique du XXI^e siècle. Mais il fallait être président de la République française pour l'avoir oublié. ■

Eloi Laurent est enseignant à Sciences Po et à l'université Stanford (Californie)



FRANCE | CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

La drôle de guerre plutôt que la grande

Au milieu de ce quin-quennat qui se voulait vierge de tout passé, en rupture avec le vieux monde, a surgi un personnage historique chenu mais incontournable par temps de guerre: Georges Clemenceau. Certes, le président de la République n'a pas explicitement convoqué le Père la Victoire dans son allocution télévisée du 16 mars, mais il n'a pas hésité à le paraphraser lorsqu'il a rendu hommage aux personnels soignants qui «*ont des droits sur nous*», comme naguère les poilus de la guerre de 1914-1918. Et il s'en est constamment inspiré lorsqu'il a martelé à six reprises et pour marquer les esprits: «*Nous sommes en guerre.*»

Quelles forces étaient donc parvenues à soulever l'homme âgé de 76 ans qui, appelé par Raymond Poincaré pour redevenir président du conseil, était monté à la tribune de l'Assemblée nationale le 20 novembre 1917 pour annoncer: «*Nous nous présentons devant vous dans l'unique pensée d'une guerre intégrale*»? Le pays guerroyait alors depuis trois ans, mais les très lourdes pertes humaines qu'il avait subies dans les tranchées entretenaient alors le défaitisme.

En prenant les rênes du gouvernement, le Vendéen n'était pas du tout assuré de remporter la guerre, mais il en avait la farouche volonté et appuyait son action sur deux principes intangibles: l'exécutif devait être énergique et décidé, et toutes les forces de la nation devaient être unies contre l'ennemi. «*Il faut que chaque citoyen, où qu'il soit, prenne sa part de responsabilité*», avait-il lancé. Depuis le déclenchement des hostilités en 1914, le Tigre n'avait cessé de fustiger dans son journal *L'Homme libre*, devenu après la censure *L'Homme enchaîné*, «*l'insouciance*» des uns et «*la mollesse*» des autres.

N'est pas Clemenceau qui veut. Une semaine après le déclenchement des hostilités, le combat contre l'épidémie de Covid-19 ressemble davantage à la drôle de guerre qu'à la grande. On y compte son lot d'insouciant qui ont pris le confinement pour du farniente, confondu la route de l'exode avec celle de leurs résidences secondaires pour réaliser tardivement qu'ils ont pris le risque de contaminer leurs concitoyens dans des zones plutôt épargnées. Les margoulins sont là aussi qui font main basse sur les masques, devenus la denrée la plus rare, dans l'espoir de les revendre au prix fort.

L'opposition politique, privée de sa revanche depuis le report sine die du second tour des élections municipales, refuse de se laisser enfermer dans l'union sacrée. Elle promet d'être «*responsable*» (LR), «*non agressive*» (LFI), mais annonce son lot de commissions d'enquête, une fois l'épidémie endiguée, dressant déjà la liste de tout ce qui ne marche pas: la réaction trop tardive du gouvernement face à l'ampleur du désastre, la pénurie de matériel, le manque de tests, etc.

Seuls les soignants apparaissent à leur place, c'est-à-dire en pre-

LA LIGNE ARRIÈRE EST DÉBOUSSOLÉE PAR LES INJONCTIONS CONTRADICTOIRES DE L'EXÉCUTIF

LES INSOUCIANTS ONT CONFONDU LA ROUTE DE L'EXODE AVEC CELLE DE LEURS RÉSIDENCES SECONDAIRES

mière ligne, mais avec le sentiment de crier dans le vide et d'être seuls au combat, même si, à 20 heures, les applaudissements fusaient sur les balcons. En réalité, la ligne arrière reste profondément désorganisée, déboussolée par les injonctions contradictoires de l'exécutif, qui, un jour, appelle les Français à «*rester chez eux*», mais un autre leur demande «*de continuer à produire et à faire tourner le pays*» alors même que la pénurie de masques n'est pas encore résolue. Et toujours cette question lancinante: où se situe le civisme dans le cadre de la lutte contre le coronavirus? Dans le retrait ou dans la participation à la vie sociale?

La figure du sauveur

On n'entre pas du jour au lendemain dans une «*économie de guerre*», surtout lorsque l'ennemi a pour nom un virus invisible qui semble frapper à l'aveugle. En 1917, Clemenceau n'avait pas eu grand mal à remobiliser le pays tant le sentiment antiallemand était prégnant depuis la défaite de 1870. «*La civilisation germanique est une monstrueuse explosion de volonté dominatrice*», disait-il.

Aujourd'hui, à qui s'en prendre sinon à notre insouciance collective? «*Cette épidémie sonne comme un rappel à l'ordre à une société qui avait fini par se convaincre qu'elle échapperait à jamais aux malheurs qu'avaient dû affronter les générations d'avant*», estime Henri Guaino, l'ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy dans une interview au *Figaro* (21-22 mars). «*On raille les pacifistes qui, après la Grande Guerre, avaient mis la guerre hors-la-loi. Mais, au fond, qu'avons-nous fait d'autre?*», interroge-t-il alors que le stockage des masques a été considérablement réduit à la suite de décisions prises en 2011 et 2013.

Lorsqu'il avait été chargé de conduire la guerre, Clemenceau ne comptait pas que des amis en raison de son tempérament et de sa causticité, mais personne ne lui disputait la figure du sauveur, ce qui n'est pas le cas d'Emmanuel Macron. Impopulaire en raison du long conflit suscité par la réforme des retraites, le président de la République n'a pu regagner la confiance de ses concitoyens qu'en s'appuyant constamment sur le point de vue des scientifiques et sans jamais brusquer l'opinion. Ainsi, le terme de «*confinement*» ne figurait pas dans sa dernière intervention télévisée, ni même le niveau des sanctions, comme si la prise de conscience devait venir des citoyens et non du haut.

De fait, le nombre de décès annoncé chaque jour en France et ailleurs a un impact infiniment plus important sur le comportement collectif que n'importe quelle parole politique avec, cependant, l'effet de faire grandir la peur un peu plus chaque jour. Clemenceau la combattait en se rendant sans relâche sur le front sans négliger «*ces silencieux soldats de l'usine, ces vieux paysans courbés sur leurs terres, ces robustes femmes au labeur*» qu'il considérait comme essentiels au combat. Emmanuel Macron peut encore s'en inspirer. La guerre ne fait que commencer. ■

CORONAVIRUS : GAGNER AUSSI LA BATAILLE GÉOPOLITIQUE

ÉDITORIAL **M**

Que d'attentions! Dans son malheur, l'Italie, le pays européen jusqu'ici le plus durement frappé par la pandémie de Covid-19, exerce un attrait irrésistible sur les puissances étrangères soucieuses de redorer leur blason par l'assistance humanitaire.

La Chine a été la première sur les rangs. Le 14 mars, alors que le bilan s'alourdissait cruellement dans les hôpitaux italiens, un avion affrété par la Croix-Rouge chinoise s'est posé à Rome, avec à son bord le vice-président de l'organisation, accompagné de quelques médecins ayant participé au combat contre l'épidémie en Chine, des respirateurs et 200 000 masques. L'appareil s'est ensuite envolé pour Milan, où le responsable de la Croix-Rouge a été reçu avec tous

les honneurs, après avoir fait remarquer qu'il y avait trop de monde dans les rues.

Cette arrivée, abondamment couverte par les médias chinois, en particulier ceux qui ont une diffusion internationale, a été saluée comme une victoire personnelle par le ministre des affaires étrangères italien, Luigi Di Maio, du Mouvement 5 étoiles. L'Italie avait été le premier pays du G7, en 2019, à signer un mémorandum d'accord avec Pékin sur les «*nouvelles routes de la soie*».

Puis sont venus les Russes. Dimanche 22 mars, la base aérienne militaire Pratica di Mare a accueilli le premier de neuf avions Iliouchine qui doivent amener, «*sur ordre personnel de Poutine*», selon le communiqué officiel italien, cent médecins militaires et huit équipes mobiles, munis de masques, gants et respirateurs et tout l'équipement possible. Luigi Di Maio était là encore pour remercier, devant les caméras, qui ont diffusé les images à travers le monde, «*la Russie, le président Poutine et le gouvernement russe*». Pour faire bonne mesure, Cuba a «*prêté*» à l'Italie cinquante-deux médecins et infirmiers, arrivés dimanche à Milan.

Ces gestes de solidarité sont évidemment les bienvenus, et l'on préfère voir les avions russes acheminer de l'équipement médical plutôt que bombarder des hôpitaux en Syrie. Mais leur exploitation à des fins de propagande rappelle que, en temps de pandémie, la géopolitique, elle, n'est pas confi-

née. Sous-jacent dans les effusions de M. Di Maio, le message promet aussi l'idée que les véritables amis de l'Italie ne sont pas ses alliés naturels de l'Union européenne, dont la solidarité avait déjà fait défaut dans la crise migratoire de 2015. Dans la crise sanitaire actuelle, la fermeture de la frontière autrichienne, puis les restrictions aux exportations de masques décidées par Berlin et Paris ont inévitablement alimenté cette idée.

Lundi, pourtant, l'Allemagne a annoncé que ses hôpitaux commençaient à accueillir des malades italiens. Et, surtout, les institutions européennes ont pris, la semaine dernière, des mesures d'une ampleur sans précédent, d'un coût bien supérieur à celui de l'assistance humanitaire russe et chinoise, pour soutenir les économies, dont celle de l'Italie, frappées de plein fouet par la pandémie. Si la solidarité sanitaire de pays européens eux-mêmes confrontés à l'offensive du coronavirus a en effet failli, il est impératif que la solidarité économique se mette en place, y compris dans la phase postpandémie. Et que l'UE, piètre communicatrice, le fasse savoir. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, vient opportunément de rappeler que l'UE avait envoyé, en janvier, 56 tonnes de matériel pour aider la Chine, à la demande de Pékin. Curieusement, cette assistance-là n'avait pas été filmée par les caméras chinoises. ■



Vous cherchez une ville dynamique en matière d'emploi? Installez-vous à Bordeaux ou à Toulouse... Vous voulez devenir agriculteur? Choisissez la Bretagne ou la Corse, là où les terres sont les moins chères... Vous êtes une jeune femme à la recherche d'un job? Direction Grenoble ou Limoges... Vous désirez éviter le risque de chômage? Vivez à Saint-Flour, où il y a seulement 4,3% de chercheurs d'emploi... Vous souhaitez un accès facile à Internet? Lyon ou Montpellier s'imposent... Les moyens de garde de vos enfants vous préoccupent? Brest offre le plus de facilités... Accoucher sans crainte vous préoccupe? A Amiens, Reims ou Troyes, vous serez rassurés...

En 40 cartes, *Le Monde* et son service Infographie vous proposent le tour d'une France devenue un kaléidoscope économique, politique et social, comme l'explique le démographe Hervé Le Bras.

40 CARTES POUR COMPRENDRE LA FRANCE

Un hors-série du «*Monde*»

116 pages - 9,90 €

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique